Napoléon 1er

Napoléon 1er

Le magazine du Consulat et de l'Empire

Le baron Larrey
chirurgien de la gloire

Nº 90

Napoléon 1er

À la conquête de la Silésie

À la conquête de la Silésie

novembre 1806 – juillet 1807

Napoléon et le théâtre
une intense passion

Benjamin Delessert
et le sucre

Belgique, Portugal Cont. : 11,30€ -
DOM : 11,70€ - Grèce : 10,90€ -
Suisse : 19,80 CHF - Canada : 18,80 $Can.

N°90 – NOV. / DÉC. / JANV. 2019

Hommell GROUPE

M 01052 - 90 - F: 9,90 € - RD

VILLE DE Rueil MALMAISON

Napoléon Bonaparte et l'Orient

La campagne d'Égypte

COLLOQUE 7e édition

Samedi 1er décembre 2018

9h - 12h30 / 14h30-17h30

Sous la direction de Jacques-Olivier Boudon, Président de l'Institut Napoléon.
En partenariat avec les Revues Napoléon Ier et Napoléon III.

Séance de dédicaces 16h – 18h

MÉDIATHÈQUE JACQUES-BAUMEL
15-21 bd du Maréchal Foch - Rueil-Malmaison
Renseignements et inscription : 01 47 14 54 54

mediatheque-rueilmalmaison.fr
Blog : lempireselivre.blogspot.fr

hauts-de-seine LE DÉPARTEMENT · Napoléon 1er · NAPOLÉON III

VILLE IMPÉRIALE

rueilscope.fr

Réalisation : direction de la Communication - Création : Mariane Kanté - Juin 2018

Photo : Châteaux de Versailles et de Trianon (C) RMN-Grand Palais (Château de Versailles) / Daniel Arnaudet / Jean Schormans

Édito

Près de dix ans avant la bataille de Waterloo, Jérôme Bonaparte conduisit une campagne militaire victorieuse en Silésie. Placé sous les ordres de son frère, il chercha à tout prix à se comporter avec bravoure, souhaitant gagner une part de gloire et ainsi faire jeu égal avec son aîné. Mais il lui fallut pour cela s'opposer aux volontés d'indépendance de certains généraux, qui n'appréciaient guère cette ingérence dans leur commandement. En dépit de ces difficultés, cette expédition fut un grand succès, permettant à Napoléon d'avoir les coudées franches pour Friedland et au maréchal Lefebvre de prendre la ville de Dantzig, deux événements qui conduisirent le tsar Alexandre à accepter la paix de Tilsit.

David Chanteranne

Napoléon en uniforme de colonel des chasseurs de la Garde.
Huile sur toile par Robert Lefèvre (Paris, musée Carnavalet).
© Stéphane Piera / Musée Carnavalet / Roger-Viollet.

SOMMAIRE

N° 90 novembre-décembre-janvier 2019

4 **ACTUALITÉS**
Par **Emmanuelle Papot**

26 **MÉCÉNAT**
« La restauration de l'arc du Carrousel »
Par **David Chanteranne**

46 **PATRIMOINE**
« Le monument de la bataille de Leipzig »
Par **Dominique Timmermans**

72 **COURRIER**

73 **ABONNEMENT**

74 **À LIRE**
Par **Vincent Rolin**

VIE DE NAPOLÉON

8 **Napoléon homme de théâtre**
Passionné de tragédie classique, l'Empereur est proche de nombreux comédiens et se sert du jeu d'acteur pour exercer son pouvoir.
Par **Vincent Direnberger**

DOSSIER

16 **La campagne de Silésie novembre 1806 à juillet 1807**
Conduite par le prince Jérôme Bonaparte, jeune frère de Napoléon, cette campagne militaire est une totale réussite.
Par **Frédéric Naulet**

PERSONNALITÉ

28 **Le baron Larrey chirurgien de la gloire**
Homme de conviction, créateur de plusieurs inventions qui améliorent le sort des blessés, ce médecin suit Napoléon de la Première campagne d'Italie à Waterloo.
Par **Henri Ducoulombier**

MOYENS DE LA GUERRE

38 **Manufactures, tissus et uniformes**
Les vêtements des soldats subissent plusieurs réformes successives.
Par **Alain Pigeard**

VIE QUOTIDIENNE

48 **Benjamin Delessert et le sucre de betterave**
Face au manque de sucre de canne, on exploite des palliatifs.
Par **Alain Goldcher**

IMAGES DE LÉGENDE

56 **Napoléon et la vieille paysanne**
Vingt ans après l'école militaire, l'Empereur rend visite à une mystérieuse femme à Brienne.
Par **Jacques Jourquin**

ÉVÉNEMENT

62 **Le congrès de Châtillon**
Au cours de la campagne de France, des tractations diplomatiques se tiennent en Côte d'Or.
Par **Mathieu Geagea**

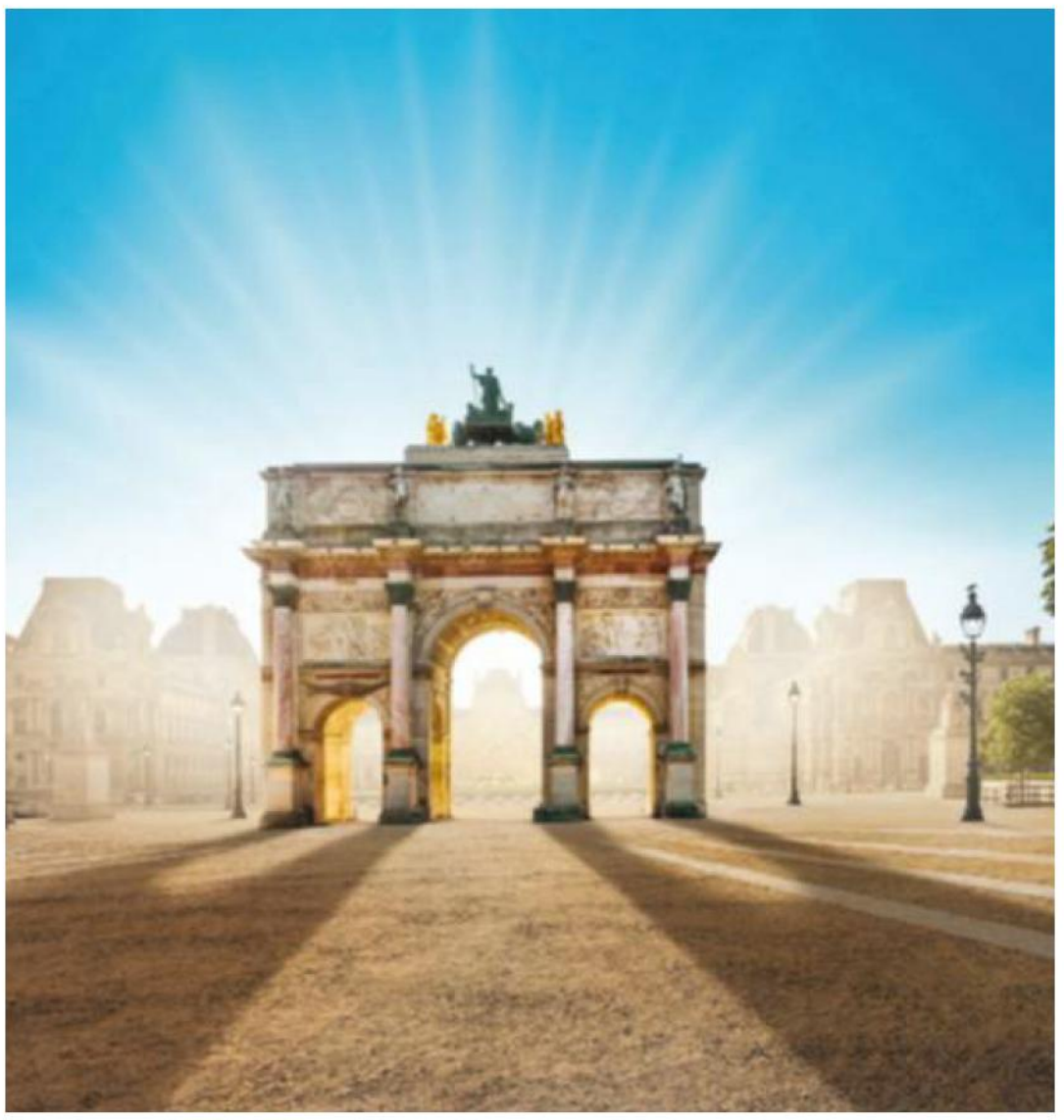
Napoléon 1er est édité par SOTECA, société du Groupe de presse Michel Hommell. SARL au capital de 8 000 €
RCS Nanterre B 384.581.278
Siège social : 48/50, boulevard Sénard, 92 210 Saint-Cloud.
Tél. : 01 47 11 20 00 ***Fax :*** 01 47 11 21 06
Site internet : www.napoleon1er.fr
Courriel : courrier@napoleon.hommell.com

Actus

EMMANUELLE PAPOT / historienne et journaliste

Patrimoine

Tous mécènes de l'arc du Carrousel



© Musée du Louvre.

Construit par Napoléon à son retour de la victoire d'Austerlitz, l'arc du Carrousel situé au cœur du domaine national du Louvre et des Tuileries a besoin aujourd'hui d'une grande campagne de restauration pour retrouver toute sa splendeur. Le Louvre en appelle à tous les amoureux de la période et du patrimoine pour aider au financement de ce vaste chantier.

« Napoléon l'a construit, devenez-en le mécène » en contactant : tousmecenes@louvre.fr – tél : 01 40 20 67 67.

En bref

- Le 18 septembre 2018, l'association Bonaparte à Valence, en présence de M. Victor-André Masséna, prince d'Essling, a inauguré à Valence une plaque commémorant **le serment prononcé par Bonaparte à Valence** le 6 juillet 1791.
- La Revue Historique des Armées consacre son n°291 à **Napoléon et les archives du Grand Empire : *« Je suis Charlemagne »*,** un retour complet sur l'organisation du Grand Empire napoléonien.
- Jusqu'au 11 novembre, l'exposition **« L'Aigle vs little Boney »** au château d'Hardelot à Condette (Pas-de-Calais) revient sur les représentations de Napoléon de part et d'autre de la Manche.

Musée

Deux amphores de Lucien

© Drouot.

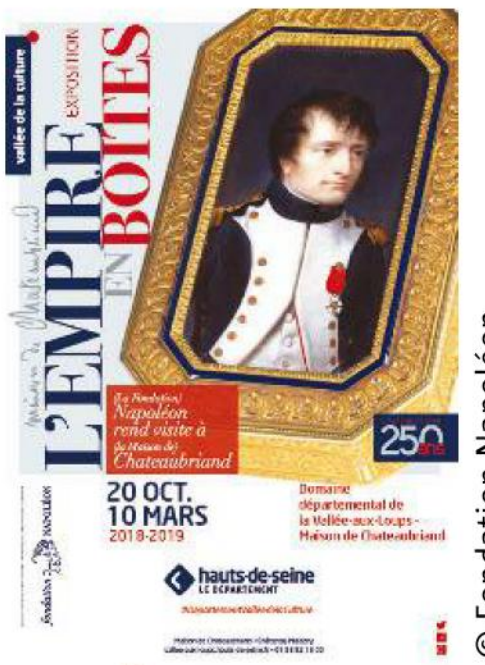
Deux très remarquables amphores attiques ayant appartenu à la collection du prince de Canino viennent enrichir celles du Louvre. Ces deux vases à figures noires, aux scènes dionysiaques, produits à Athènes, datent de 500 av. J.-C. et proviennent des fouilles que Lucien Bonaparte avait conduites en 1828 et 1829 sur le site de Vulci.

Musée du Louvre, rue de Rivoli, 75001 Paris – www.louvre.fr tél. : 01 40 20 50 50.

Exposition

« L'Empire en boîtes »

Jusqu'au 10 mars 2019, la Fondation Napoléon propose une exposition à la Maison de Chateaubriand, à l'occasion du 250e anniversaire de la naissance de l'écrivain. Y sont exposées quatre-vingt quatre œuvres dont quarante-cinq boîtes précieuses, en or, nacre ou diamants, issues des collections de la Fondation Napoléon.



© Fondation Napoléon.

© Fondation Napoléon / Patrice Maurin-Berthier.

Maison de Chateaubriand, parc de la Vallée-aux-Loups, 87 rue de Chateaubriand 92290 Châtenay-Malabry – vallee-aux-loups.hauts-de-Seine.fr – tél. : 01 55 52 13 00.

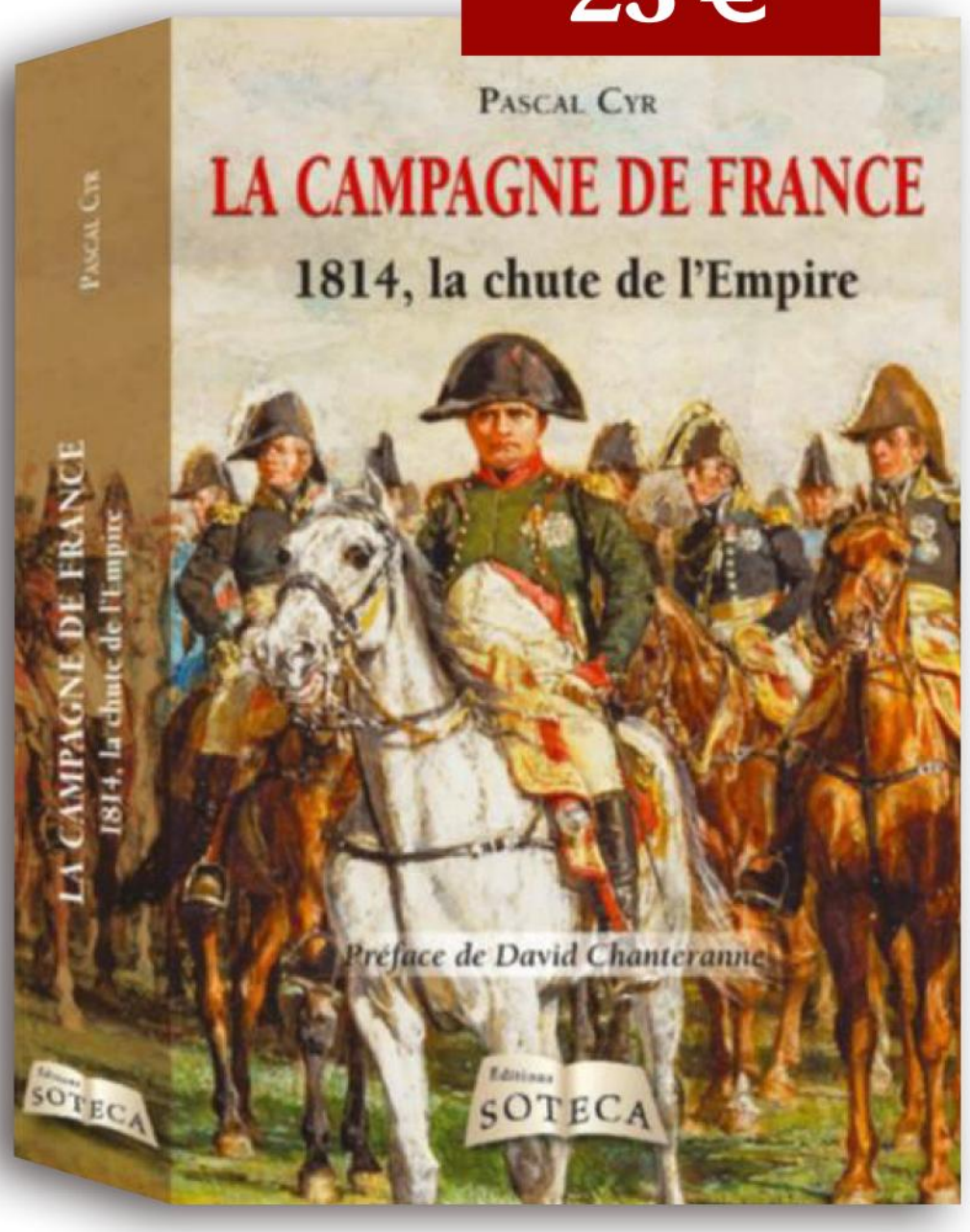
NOUVEAUTÉ

LIVRE

Éditions SOTECA

23 €

La campagne de France est la plus belle que livre Napoléon selon de nombreux historiens. En effet, devant des forces de loin très supérieures, l'Empereur chausse les bottes du jeune Bonaparte, celui de la campagne d'Italie. In extremis, il remporte des victoires, réussit même à faire douter les Alliés de l'issue victorieuse de cette campagne. Mais derrière la légende, il y a les hommes d'une armée mal équipée qui meurent de faim et qui, avec courage et vaillance, dans la neige et le froid, se sacrifient sur le champ de bataille pour défendre un pays épuisé autant par la victoire que par la défaite. Mais contrairement aux idées reçues, qui imputent la défaite aux différents abandons, les raisons véritables résident essentiellement dans les difficultés financières, administratives et logistiques. Les trahisons, celles de Marmont, de Talleyrand, du maire de Bordeaux et des maréchaux ne sont que les conséquences de ces difficultés qui ont conduit à la défaite. Même s'il remporte des victoires sur les coalisés, Napoléon peut-il encore gagner ? Peut-il seulement espérer la paix, une paix même défavorable pour la France ?



Pascal Cyr est titulaire d'un doctorat de l'Université de Montréal. Sa thèse, Waterloo origines et enjeux, *a été publiée en 2011 aux éditions l'Harmattan. Il a également publié* Égypte, la guerre de Bonaparte. *Parallèlement, il enseigne l'histoire de France à l'UTA de l'Université de Sherbrooke.*

Format 15 x 23 cm – 372 p.

Bulletin de commande

Éditions SOTECA

Par internet :
www.hommell-magazines.com

○ **Je souhaite recevoir le livre La campagne de France – 1814, la chute de l'Empire au prix de 23 €**

Je règle à l'ordre de SOTECA :

○ **Par chèque** ○ **Par carte bancaire N°** |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| **N°CVV** |_|_|_|

expire le |_|_| |_|_|

○ M ○ Mme ○ Mlle

Nom Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville.....

Tel. .....

Email .....

NAPO90

À compléter et à retourner
(ou photocopie) avec votre règlement à :
SOTECA
60643 Chantilly cedex

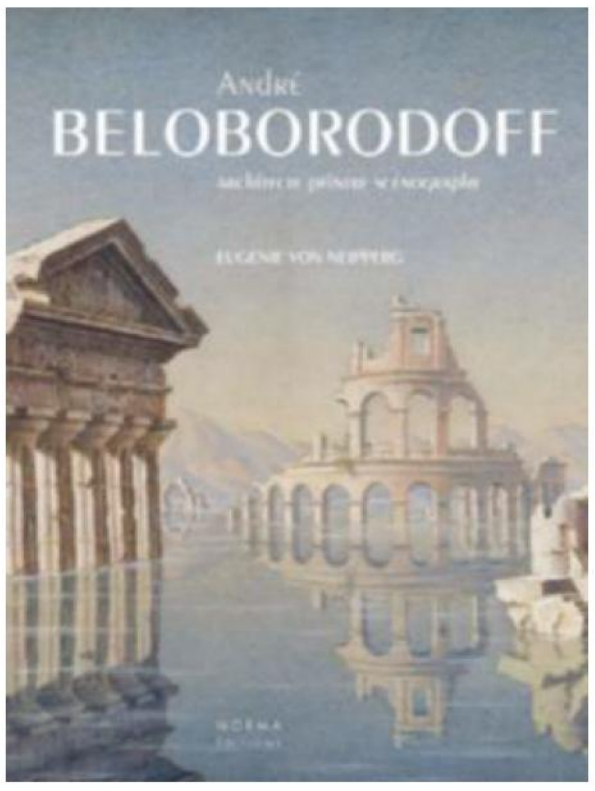
SARL SOTECA - 48/50 boulevard Sénard 92210 Saint-Cloud - RCS NANTERRE B 384 581 278 – Tél. : 01 45 36 20 41. Les informations recueillies sont nécessaires à la gestion de votre commande et sont communiquées aux prestataires qui en assurent le traitement. Conformément à la Loi Informatique et Libertés, vous pouvez y accéder, les rectifier et vous opposer à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection, en nous écrivant. Offre valable jusqu'au 30 avril 2019.

Actus

Beau livre

L'architecte du château de Caulaincourt

Un très bel ouvrage vient de paraître aux éditions Norma, retraçant le parcours et l'œuvre de l'architecte André Beloborodoff. D'origine russe, ce dernier était aussi un décorateur et scénographe exceptionnel, qui mit tout son talent dans la reconstruction du château de Caulaincourt afin de lui rendre sa superbe.



© Norma éditions.

Eugénie von Neipperg, *André Beloborodoff, architecte, peintre-scénographe*, Norma Éditions, 2018, 336 p., 75 euros

Jeux

Napoléon en Playmobil

© Naporama.

Huit cents Playmobil soigneusement habillés à la mode de l'Empire retracent les grandes scènes de la vie de Napoléon, ce qui ravira petits et grands. Le Naporama d'Ajaccio, né de l'imagination de Frédéric Pierrot, reproduit notamment la célèbre bataille de boules de neige à Brienne, l'expédition d'Égypte, le Sacre à Notre-Dame et bien d'autres événements…

Naporama – 13, rue Forcioli Conti 20000 Ajaccio – www.napo-rama.com
Tél. : 06 78 14 54 77.

Objets

Meubles à secrets

À travers la présentation d'une quarantaine de meubles sont rappelés *du 17 novembre 2018 au 18 février 2019* toute l'ingéniosité et l'art déployés par les ébénistes aux XVIII[e] et XIX[e] siècles. Tant pour la sphère du pouvoir que pour la vie privée, ces meubles pouvaient conserver ou dissimuler les documents ou objets que l'utilisateur voulait garder au secret.

© Châteaux de Malmaison et de Bois-Préau.

Château de Malmaison, avenue du château de Malmaison 92500 Rueil-Malmaison – www.chateau-malmaison.fr – tél. : 01 41 29 05 55.

Cinema

Vidocq de nouveau à l'affiche

© Production.

Le célèbre espion du Premier Empire reprend du service sur grand écran, sous les traits de Vincent Cassel. Prévu dans les salles obscures pour cette fin d'année, le film de Jean-François Richet a pour titre *L'Empereur de Paris* et retrace le parcours légendaire d'Eugène-François Vidocq, ex-bagnard qui devint l'un des meilleurs espions de la police à la tête de la « brigade de sûreté »…

Agenda

• Conférences de la Fondation Napoléon : mardi 13 novembre 2018, à 18 h, ***Chateaubriand diplomate*** par Yves Bruley ; mardi 20 novembre 2018, à 18 h : ***Desaix en Égypte*** par Pascal Cyr et Sophie Muffat ; mardi 11 décembre 2018, à 18 h ***La Grande Armée et les Juifs de Pologne de 1806 à 1812 : une alliance inespérée***, par Nils Renard. 7 rue Geoffroy-Saint-Hilaire 75005 Paris, inscription obligatoire : ce@napoleon.org

• Samedi 24 novembre 2018, conférences à 14 h 30, de Benoît Vesselle ***La médecine et la chirurgie sous l'Empire*** et à 15 h 30 de Béatrice Vivien ***Jacques Laffitte, l'Empire et Maisons***, à l'ancienne église centre Ianchelevici, place de la Vieille Église 78600 Maisons-Laffitte. Entrée libre sur réservation, informations auprès de l'office de tourisme. Tél. : 01 39 62 63 64.

© ICES.

• Vendredi 30 novembre 2018, journée d'études, de 8 h 45 à 12 h 30 ***Sainte-Hélène, à l'origine de la légende napoléonienne***, à l'ICES, 17 boulevard des Belges 85000 La Roche-sur-Yon https://ices.fr – tél. : 02 51 46 12 13.

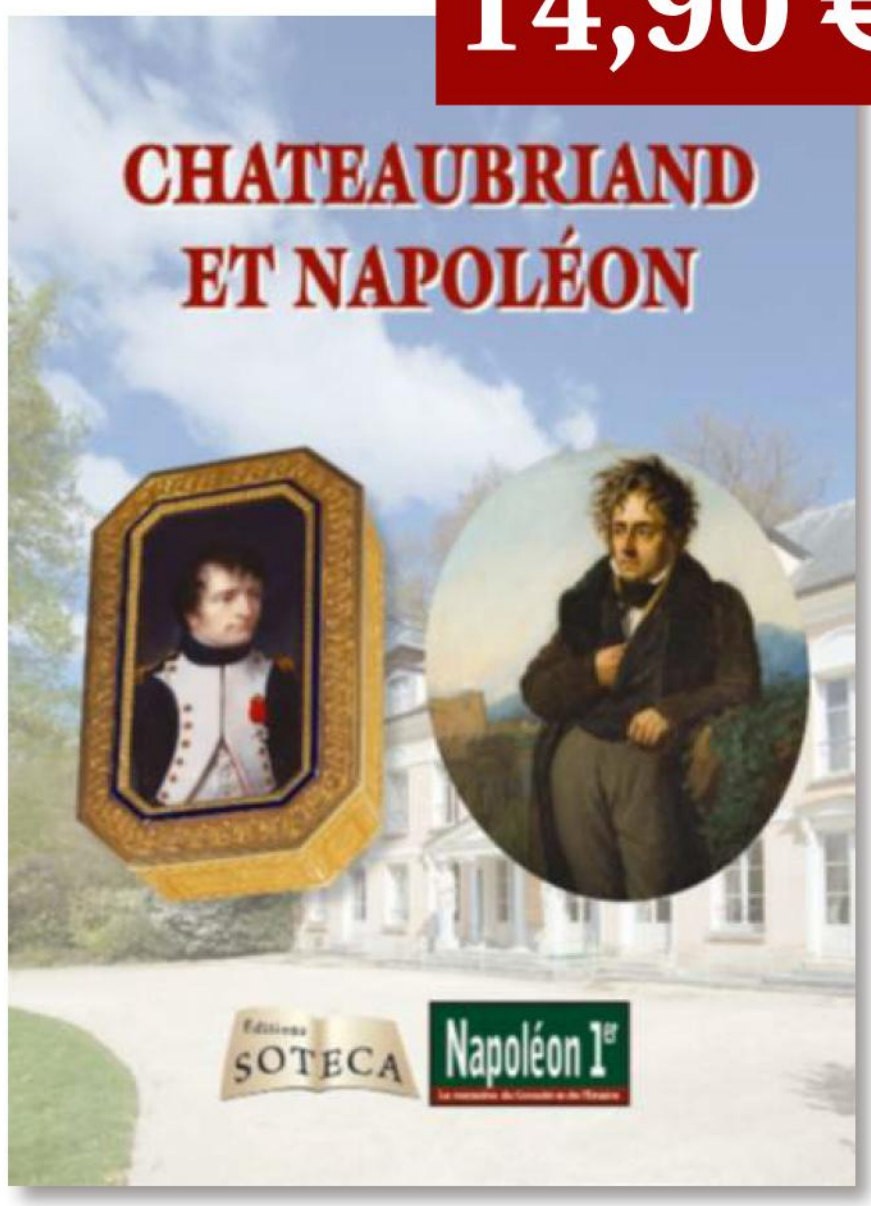
• Samedi 1er décembre, de 9 h à 17 h 30, colloque ***Napoléon Bonaparte et l'Orient, la campagne d'Égypte***, sous la direction de Jacques-Olivier Boudon, président de l'Institut Napoléon. Médiathèque Jacques Baumel, 15-21 boulevard du maréchal Foch 92500 Rueil Malmaison. Tél. : 01 47 14 54 54.

NOUVEAUTÉ

Éditions SOTECA — Napoléon 1er

LIVRE

14,90 €



Le 16 décembre 1840, en lui envoyant son poème « Le retour de l'Empereur », Victor Hugo écrivait à Chateaubriand : *« Après vingt-cinq ans, il ne reste que les grandes choses ou les grands hommes, Napoléon et Chateaubriand. Trouvez bon que je dépose ces quelques vers à votre porte. Depuis longtemps vous avez fait une paix généreuse avec l'ombre illustre qui les a inspirés. »* En écho à cette lettre, le présent ouvrage, publié dans le cadre des commémorations du 250e anniversaire de la naissance de l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe*, reproduit les œuvres et les textes présentés lors de l'exposition *(La Fondation) Napoléon rend visite à (la Maison de) Chateaubriand : l'Empire en boîtes,* présentée du 20 octobre 2018 au 10 mars 2019.

Docteur en littérature, Bernard Degout est directeur de la Maison de Chateaubriand (Domaine départemental de la Vallée-aux-Loups). Il a notamment publié *« Je ne suis plus que le temps » essai sur Chateaubriand* (Fayard, 2015) et *Goethe et Chateaubriand : regards croisés devant les paysages* (avec Hermann Mildenberger, Silvana Editoriale, 2018).

Élodie Lefort, diplômée en histoire, en histoire de l'art et en gestion des patrimoines architecturaux et artistiques, est responsable des collections de la Fondation Napoléon.

Directeur de la Fondation Napoléon, Thierry Lentz est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à Napoléon dont *Waterloo 1815* (Perrin, 2015) et *Joseph Bonaparte* (Perrin, 2016). Il a récemment dirigé le volume *Napoléon et le droit* (CNRS, 2017).

Jean Tulard, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, président d'honneur de l'Institut Napoléon, est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'histoire de l'Empire, dont *Le monde selon Napoléon* (Tallandier, 2015) et *Le monde du crime selon Napoléon* (Vuibert, 2017).

Format : 19 x 26 cm – 68 p.

Bulletin de commande

SOTECA — Napoléon 1er

Par internet :
www.hommell-magazines.com

○ **Je souhaite recevoir Chateaubriand et Napoléon pour le prix de 14,90 €** (frais de port offerts pour Europe, autres destinations, nous consulter)
Je règle à l'ordre de SOTECA :

○ **Par chèque** ○ **Par carte bancaire N°** |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| **N°CVV** |_|_|_|

expire le |_|_| |_|_|

○ M ○ Mme ○ Mlle

Nom Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| **Ville** .....

Tel. .....

Email .....

NAPO90

À compléter et à retourner
avec votre règlement à :

SOTECA
60643 Chantilly cedex

SARL SOTECA - 48/50 boulevard Sénard 92210 Saint-Cloud RCS NANTERRE B 384 581 278 – Tél. : 01 45 36 20 41. Les informations recueillies sont nécessaires à la gestion de votre commande et sont communiquées aux prestataires qui en assurent le traitement. Conformément à la Loi Informatique et Libertés, vous pouvez y accéder, les rectifier et vous opposer à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection, en nous écrivant. Offre valable jusqu'au 30 avril 2019.

Napoléon homme de théâtre

La Comédie Française vers 1780.
Aquarelle (Paris, Bibliothèque nationale).
© akg-images.

La présence du théâtre ne s'est jamais détachée de l'esprit de Napoléon. L'art de la mise en scène et la fascination qu'elle peut entraîner ont longtemps été considérés comme un instrument de domination à l'efficacité redoutable. Nombreux furent les grandes personnalités de l'Histoire qui mirent à pratique un jeu d'acteur à des fins de concrétisation d'objectifs politiques et de postérité : Jules César qui, reconnu par ses troupes grâce à son *paludamentum* (manteau pourpre du général romain), transforma la défaite d'Alésia en victoire décisive ; Louis XIV, monarque théâtral par excellence, et plus récemment les dictateurs fascistes ou encore le politicien-homme de lettres André Malraux. Napoléon est l'un de ses hommes pour qui le théâtre, outre une véritable passion, s'avère également un formidable instrument de supériorité politique et de construction de sa légende.

Vincent Direnberger /
médiateur culturel aux musées de Belfort

Napoléon nourrit, tout au long de sa vie, un véritable amour pour le théâtre. Il le connaît : six cent quatre-vingt deux représentations auxquelles il assiste au cours de son règne, dont trois cent soixante-quatorze pièces de théâtres visionnées. Il le fréquente, et ce avec assiduité, avec une venue en moyenne par semaine. Il se passionne pour la tragédie moderne (Corneille, en particulier *Cinna* qu'il adore) et antique ; au point d'en réciter lui-même des tirades.

Auteurs et comédiens

Il semble détenir un besoin constant de s'imprégner de l'univers théâtral. Pour ce faire, il prend plusieurs mesures. La première est la constitution d'un édifice approprié pour chaque résidence. C'est dans ce cadre qu'est construit en 1802 le théâtre de la Malmaison où se prêtent au jeu de grandes figures de la Comédie Française mais aussi des proches de l'entourage impérial. Napoléon ne manque pas non plus d'ordonner des représentations privées suivant son bon plaisir. Mais s'immerger dans l'univers du théâtre signifie également en fréquenter ses membres. Des actrices comme mademoiselle George ou mademoiselle Mars avec lesquelles, pour chacune, l'Empereur aurait nourrit une liaison. Mais le plus éminent d'entre eux demeure sans conteste le comédien François Joseph Talma (1763-1826).

Ce dernier n'est pas seul à être soumis au jugement de l'Empereur. Napoléon se plaît également à s'entretenir avec les auteurs talentueux de sa génération, en particulier s'ils ont pour œuvre des tragédies. Lors de la rencontre d'octobre 1808 avec le tsar à Erfurt, il fait chercher et déclare à l'un d'eux, tout en lui offrant sa propre médaille : *« Monsieur Goethe, vous êtes un homme ! »* L'auteur de *Werther*, quant à lui, est fort surpris de l'érudition de son interlocuteur, qu'il dote *« d'un grand bon sens »* et décrit comme un *« juge criminel »* dans son observation des tragédies. Goethe fait également part de l'intensité de la concentration et de la conduite de Napoléon adoptée au cours des représentations : *« Il écoutait rarement en restant immobile. Ou bien il faisait un signe de tête méditatif et disait* "oui" *ou* "c'est bien" *ou quelque chose de pareil, ou s'il avait énoncé quelques idées, il ajoutait le plus souvent :* "Qu'en pense M. Goethe ?" *»*

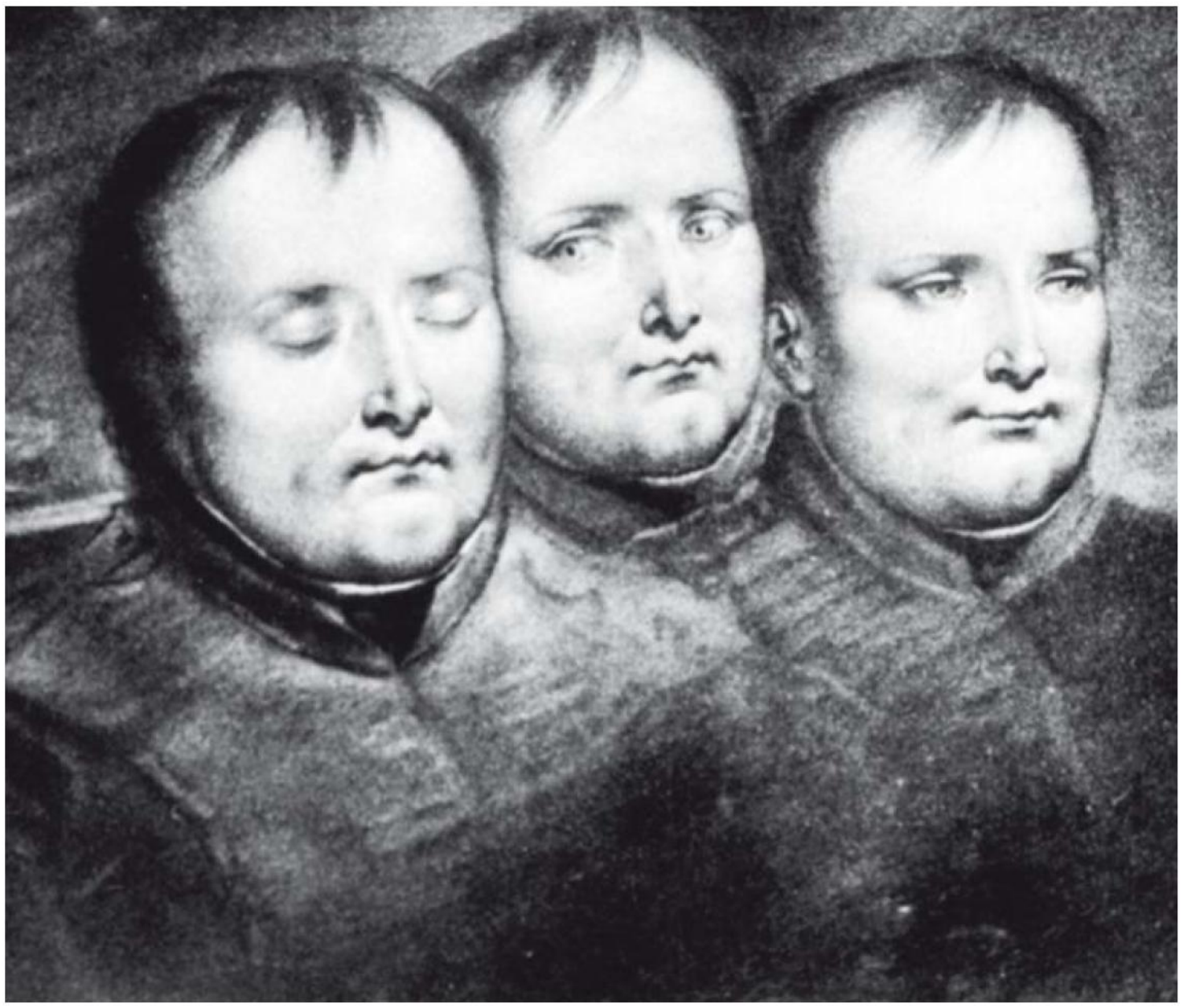
Un instrument politique

Outre une passion, le théâtre se présente, entre les mains de Napoléon, comme un instrument politique. Il est la vitrine

Portrait de Talma dans le rôle d'Égisthe de *Égisthe et Clytemnestre*, tragédie en cinq actes de Gondeville de Mont-Riche et écrit en 1813. **Huile sur toile par Léonie Guillermain (Milan, musée de la Scala).** © Costa/Leemage.

Napoléon et Talma, complices de scène

Grande célébrité de son temps, natif de Paris, Talma se forme à Londres, tout en se nourrissant des écrits de Shakespeare, avant de retourner faire ses preuves sur la scène parisienne en 1784. La Révolution lui offre ses premiers lauriers. Mais c'est avant tout sa rencontre avec le Premier consul qui s'avère déterminante pour sa carrière. Outre une ressemblance physique, les deux hommes partagent une préférence pour la tragédie (en particulier de Corneille et de Racine). Rapidement, une complicité amicale se crée, complicité qui ne s'éteint qu'au second exil de l'Empereur en 1815. Comme deux acteurs, ils s'assistent et se conseillent mutuellement. Talma forme Bonaparte au jeu d'acteur et à l'art dramatique. L'allure du souverain manquant d'élégance, le comédien lui aurait donné des leçons de maintien, bien qu'il soit impossible d'en faire la preuve. C'est également Talma qui aide son mécène et ami à l'élaboration de la gestuelle prévue pour le sacre impérial. Il joue spécifiquement pour l'Empereur, le suit dans l'essentiel de ses voyages. Inversement, Napoléon lui ouvre les portes de la haute société et lui apporte un soutien moral et financier constant (195 200 francs confiés entre 1806 et 1813). En connaisseur et critique réputé, l'Empereur ne manque pas aussi d'apporter son avis sur l'interprétation et la mise en scène de son ami : *« Vous fatiguez trop vos bras ; les chefs d'empire sont bien moins prodigues de mouvements ; ils savent qu'un geste est un ordre, qu'un regard est la mort : dès lors, ils ménagent le geste et le regard. Il est aussi un vers dont l'intention vous échappe. Vous paraissez convaincu en prononçant* "Qui tient le trône égal à l'infamie" ».



Napoléon au théâtre de Saint-Cloud, le 13 avril 1812.
Crayon d'Anne-Louis Girodet-Trioson.
© Roger-Viollet.

artistique de la France et du régime en place. L'Empereur en a conscience. Il en assure le contrôle, limitant le nombre de théâtres à douze en 1806, à huit en 1807 : *« Douze théâtres doivent suffire à Paris,* déclare Napoléon en 1806. *On distribuera entre eux les pièces des auteurs morts ; une libre concurrence leur sera laissée pour recevoir les pièces nouvelles. Il faut répartir ces douze théâtres dans différents quartiers, de manière à ce qu'ils ne se nuisent pas. »* La censure est redoutable. Le ministère de la Justice s'assure le droit de regard sur toutes les nouvelles pièces. L'Empereur se permet aussi, parfois, d'intervenir auprès des auteurs et artistes pour modification de vers ou erreurs d'interprétations. La Comédie Française se présente comme la façade de ce théâtre napoléonien. Le Premier consul, puis l'Empereur, se révèle un mécène certain pour ce qui devient en février 1803, le Théâtre Français. Au cours de son règne, Napoléon fixe une attention constante à l'institution et ne manque jamais de la réformer. C'est le cas le 15 octobre 1812 avec le célèbre décret de Moscou, où l'Empereur, malgré l'incendie tragique de la capitale russe, se montre soucieux de déterminer les emplois du Théâtre Français. Mais le moteur central de cette mise en scène politique demeure Napoléon lui-même.

Outre un conquérant militaire et politique, ce dernier est un maître dans le domaine de la séduction. Ces facultés théâtrales fonctionnent de pair avec la personnalité de son détenteur qui, à l'image de tout acteur, éprouve un besoin irascible de faire prestation autour de tout public l'environnant. Proches, inconnus et même ennemis ne sortent jamais indemnes d'un tête à tête avec l'Empereur. Bien qu'ennemi, le général Dragomiroff reconnaît à son adversaire *« cette faculté démoniaque de lire dans l'âme de son adversaire, d'ensorceler, d'épouvanter, faculté d'hypnotiseur incessant »*. Démon hypnotique pour Dragomiroff, *l'Enchanteur* pour le comte Lavalette… Ensorceleur, hypnotiseur, enchanteur… La prestation de Napoléon, acteur magnétique, fait son effet, au point qu'il a réussi à instaurer une nature mystique, surnaturelle au personnage qu'il s'est créé pour la postérité, à partir de sa propre existence. Lui-même avoue : *« Si ma puissance matérielle était grande, ma puissance d'opinion l'était bien davantage encore : elle allait jusqu'à la magie. »*

Un profil d'acteur

Cette magie, comme tout acteur, il l'a conçue, travaillée, entretenue jusqu'à sa mort. Cela se fonde sur plusieurs points. En premier temps, les atouts naturels, physiques dont il dispose. Napoléon en possède deux : le regard et le sourire. Le premier est bleu, gris suivant les humeurs, vif, *« perçant, voire intimidant si je l'avais vu pour la première fois… »* d'après Méneval. Le second, *« caressant et beau »* suivant Chateaubriand. Ses avantages physiques, Napoléon y recourt tout en développant une mimique codifiée lui permettant d'accomplir ses objectifs. Ainsi, par le regard, il se plaît à fixer chacun de ses interlocuteurs dans l'objectif de les impressionner. Il transmet ainsi comme message son autorité et le caractère surnaturel qu'il cherche à se donner. Méneval en témoigne.

Il a réussi à instaurer une nature mystique, surnaturelle au personnage qu'il s'est créé pour la postérité.

Mais le jeune Bonaparte, par la vivacité de son regard, trouble également des généraux expérimentés, qui à l'entrée de la première campagne d'Italie, en mars 1796, croyant avoir affaire à un *« intriguant »*, ont tôt fait de marcher au pas. *« ce petit bougre là m'a fait peur »*. Tel est l'effet escompté. Quant au sourire, il remplit une fonction opposée : la diplomatie par la séduction. C'est par ce sourire, si *« enchanteur »* d'après mademoiselle George, que Napoléon jette un charme à ses victimes. Avec lui, il forge des alliances, transformant d'anciens adversaires en amis. L'exemple de l'épouse de l'électeur du Wurtemberg, que l'Empereur cherche à rallier pour sa campagne d'Allemagne en 1805, est significatif. Bien que fille de la reine d'Angleterre, elle justifie ce revirement d'alliance auprès de sa mère par le *« sourire si prévenant, si enchanteur »* de l'Empereur. L'entretien n'a pas duré une heure.

Mis à part l'instrumentalisation de son faciès, Napoléon s'est constitué bien d'autres éléments destinés à compléter ses mises en scène et à former sa légende. La silhouette, il l'a compris, est de première importance ; car le pouvoir est

L'art du costume

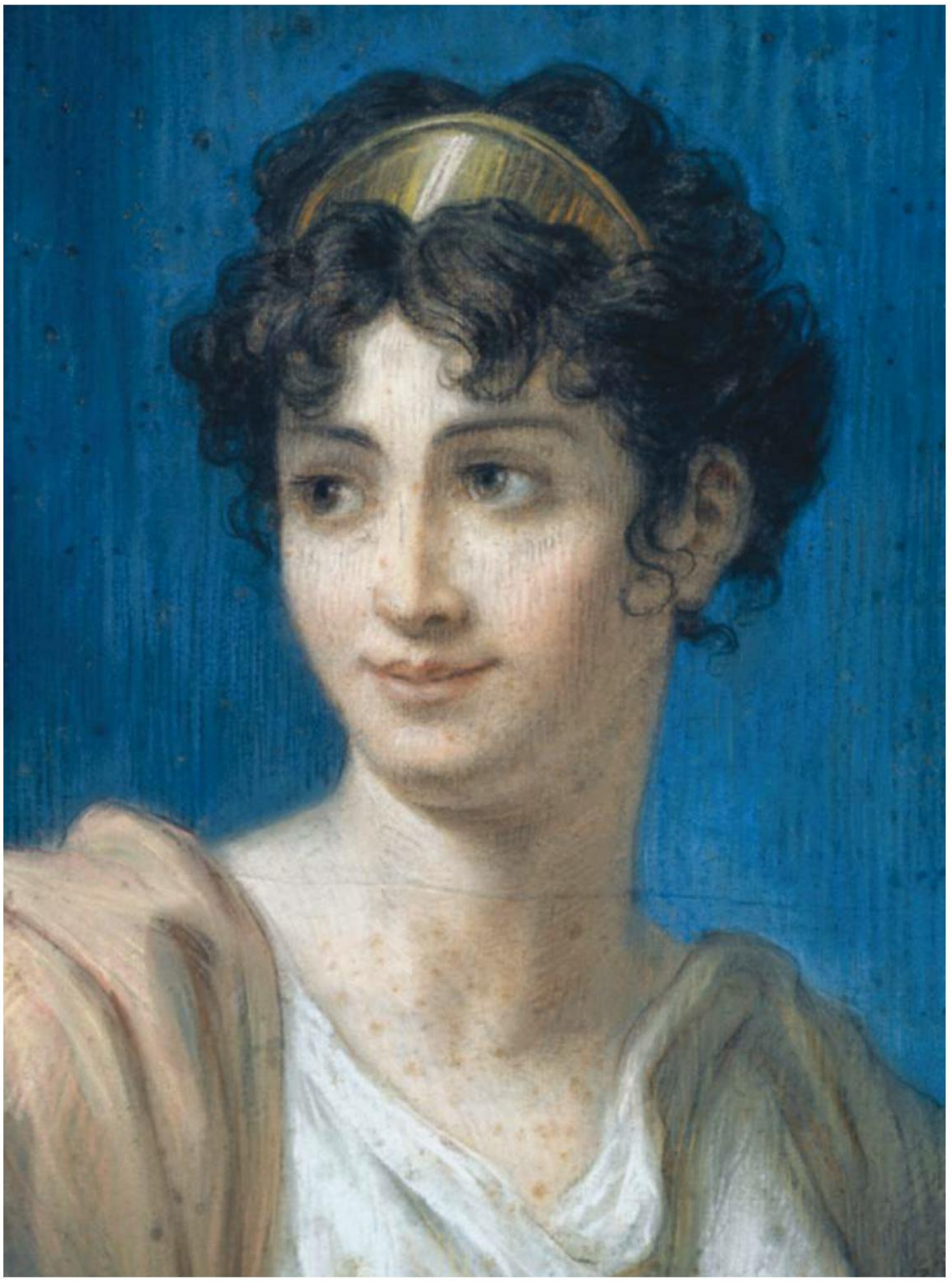
La silhouette se façonne aussi par la tenue. Là encore, celle de Napoléon est unique et n'appartient qu'à lui. D'ailleurs, les historiens emploient le terme de *« costume »* pour la désigner. La plupart des vêtements d'époque peuvent être désignés ainsi, mais le terme se réfère également à l'univers théâtral. Or Napoléon a très bien saisi que, comme pour les losanges colorés d'Arlequin, le chapeau et le colt du cow-boy, la conception d'un personnage original passe par l'adoption d'une tenue tout aussi singulière. D'où la tenue de colonel des grenadiers ou des chasseurs, la redingote en drap gris, et surtout le bicorne, porté volontairement « en bataille » afin de se distinguer d'autrui. Le bicorne est véritable accessoire de comédie. Napoléon le jette à terre ou le martyrise à coup de pied lors de colère feintes destinées à impressionner ses adversaires. Il adapte son costume suivant les personnages qu'il lui faut incarner. Quand il veut passer inaperçu, notamment pour aller mesurer l'opinion publique, il abandonne cette tenue qui caractérise son personnage si familier et immédiatement reconnu de souverain, pour celle du civil banal au chapeau rond commun. Chapeau qu'il enfonce jusqu'aux yeux afin de ne pas se faire remarquer.

affaire d'apparence. Pour Napoléon, cette dernière repose sur plusieurs points. La gestuelle, qu'il maîtrise pleinement, forge également le succès de la prestation. Une main droite glissée dans un quelconque gilet, geste de mode aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, est, encore de nos jours, directement associée à sa personne, alors que bien d'autres personnalités, contemporaines de l'Empereur ou non (Chateaubriand, l'amiral Nelson, La Fayette, Victor Hugo, Bartholdi) l'ont pratiqué.

Le discours, l'éloquence est le dernier outil essentiel. C'est avec des paroles simples, concises, claquant dans le vent que Napoléon ensorcèle ses troupes, principal public, et qu'il remporte ainsi en partie ses batailles. La nature de ces discours est révélatrice. Outre les harangues des grands généraux de l'Antiquité rapportées par les écrits d'auteurs tels que Tite Live ou Homère, le théâtre est encore à l'honneur. Avec cette déclaration : *« La mort n'est rien, mais vivre sans gloire, c'est mourir tous les jours »*, il est clair que l'Empereur se réfère à son tragédien préféré, Corneille, qui écrivant dans la scène II de l'acte II pour son *Cid* : *« À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. »* C'est avec des phrases semblables que Napoléon conquiert son public, en addition à sa présence physique.

Simuler la colère

L'ensemble de ces éléments réunis, l'acteur Napoléon peut dès lors se mettre en scène et déployer l'essentiel de son magnétisme ravageur. Les contextes sont différents mais l'objectif principal est le même : fasciner. Pour les dames présentes à Malmaison, public sensible et délicat, c'est le conteur qui s'invite auprès d'elles, se plaisant à voir frissonner son auditoire grâce à des récits d'épouvante, dont il veille lui-même à l'ambiance en éteignant les bougies du salon. Autre public, autre personnage. Ainsi, auprès des soldats, prêts à partir au combat ou revenus du feu, il incarne le héros paternel et confiant qui s'exclame : *« Soldats, je suis content de vous ! »* ou encore *« Il ne faut pas craindre*



Portrait de la comédienne mademoiselle Georges.
Pastel sur papier, école française (Saint-Quentin, musée Antoine Lecuyer).
© Leemage.

la mort. Quand on ne la craint pas, on la fait rentrer dans les rangs ennemis.»
À l'inverse, envers les ambassadeurs ou/et par raison politique ou militaire, il joue la carte de la fausse colère. Nombre d'historiens s'interrogent encore à ce sujet. Lui-même déclarant après l'une d'elles : *« Vous me croyez très en colère, eh bien ! Tâtez mon pouls ! »* Quoi qu'il en soit, ce n'est pas son meilleur rôle. Ces fureurs simulées se retournent souvent contre lui. En témoigne le baron Fain à propos de la colère jouée pour Metternich en 1813 : *«* "Ah ! Metternich ! Combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour me faire la guerre ?..." *À ces mots qu'il n'est plus possible de retenir, M. de Metternich a changé de couleur ; un profond silence succède, et l'on continue à marcher à grands pas. Le chapeau de l'Empereur est tombé à terre ; on passe et repasse plusieurs fois devant. Dans toute autre situation, M. de Metternich se serait empressé de le relever ; l'Empereur le ramasse lui-même… »*
Si ses emportements exagérés se concluent parfois en échec, la mise en scène des hauts faits et du génie militaire de l'Empereur s'avère une arme de séduction redoutablement efficace. Pour la commémoration de la nouvelle cité italienne d'Alexandrie en 1805, il organise et participe lui-même à une reconstitution de Marengo, jouant son propre rôle et en costume.

Il s'est forgé un masque par son rôle ***d'Empereur continuateur des idées révolutionnaires.***

À Erfurt en octobre 1808, Napoléon se plaît également à exposer au tsar et aux souverains vaincus l'essence de son génie militaire, tout en choisissant avec soin ses termes pour en conserver la maîtrise. Ainsi déclare-t-il à son major général, pour en pallier les inquiétudes : *« Ne vous inquiétez pas ! Je ne leur ai pas tout dit ! »* Et pour la même occasion, l'Empereur ordonne chaque soir une tragédie au théâtre de la Cour. Alexandre Ier serra ainsi la main de son homologue français, en entendant Talma rappeler sous les traits d'Œdipe que *« l'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux ».* Tout au long de son règne, Napoléon s'est forgé un masque par son rôle d'Empereur continuateur des idées révolutionnaires, avec pour objectif de ne jamais révéler ses motivations réelles tout en exposant, à tout public l'entourant, ce qu'il souhaitait présenter de sa personne.

Napoléon et le tsar au théâtre d'Erfurt en 1806. Aquarelle par Job. Coll. part.

La « tragédie Napoléon »

La question se pose : Napoléon percevait-il son existence comme une pièce de théâtre ? D'une façon générale, il l'associait à l'art, plus particulièrement à la littérature, lui-même déclarant dans le *Mémorial « quel roman que ma vie ! »* Il semble, en effet, avoir tout entrepris, pour que son histoire concrétise ce rêve de poète épique qu'il désirait, à l'image d'Homère ou de Plutarque. C'est après Lodi le 10 mai 1796, *« étincelle de la haute ambition »*, qu'il sent venir sa place dans l'histoire, histoire à laquelle il souhaite donner par sa personne une nouvelle tonalité épique. Cela se concrétise par une esthétique où le théâtre ne semble jamais absent. Le culte officiel de l'Empereur se forme de parades et revues auxquelles lui-même participe pour fasciner la foule, et au passage attirer de nouvelles recrues pour l'armée. Les portraits « officiels » de Napoléon ne sont pas non plus dépourvus de mise en scène. Lui-même déclare à David que *« …ce n'est pas l'exactitude des traits qui font la ressemblance. C'est le caractère de la physionomie qui l'anime ».*
Le théâtre est illusion, le pouvoir apparence. Napoléon présente sa physionomie telle qu'il la souhaite. Outre les traits, la peinture déforme le fait réel grâce à la mise en scène. Pour Arcole, Gros représente son modèle en jeune général plein de fougue, défiant la mort,

drapeau et épée au poing. Qui pourrait croire qu'il chuta dans le fleuve et faillit ne pas en réchapper ? Avec David, il est plus calme mais tout autant héroïque, manteau de consul flottant au vent, référence sans doute à César à Alésia. Néanmoins, avec la chute de l'Empire puis le second exil, le rôle change. Le souverain providentiel et conquérant cède la place au martyr. La tragédie supplante l'épopée. Pour le roi George III, l'irréductible adversaire, Napoléon devient Thémistocle demandant humblement *« […] de m'asseoir au foyer du peuple britannique »*. À Sainte-Hélène, il est le Christ, rôle qui lui permet de *« parler à l'imagination des peuples »*.

Représentation d'une pièce classique sous l'Empire.
Aquarelle par Jacques Poirier.
Coll. part.

La « tragédie Napoléon » n'est pourtant pas le propre de l'exil. Déjà jeune, dans une tragédie dont il est lui-même l'auteur, il se voit Clisson, guerrier à l'antique, préférant la guerre à sa promise, Eugénie (qui n'est autre que Désirée Clary). Une passion qui conduit le héros à la mort. Napoléon, bien qu'il le nie, a le sens du tragique. En outre, comme tout héros tragique, il fait front pour opposer, à la puissance aveugle du destin, le fatalisme, sa liberté : *« Il faut être l'homme de sa destinée : qui se sent appelé par elle ne saurait lui résister »*. C'est à cette raison qu'il se donne une dimension mystique à double sens suivant la tournure de la lutte. Lorsque sa confiance est absolue et qu'il sent le succès à portée de main, c'est l'étoile, son étoile qui ordonne *« […] de courir aux extrêmes »* qu'il manifeste. Étoile qui l'obsède, qui marque son triomphe sur le destin. Elle le conforte. Il la rend donc omniprésente dans le mobilier, l'imagerie populaire et les décorations militaires. Inversement, quand la situation se dégrade et qu'il n'est plus maître des événements, il se déclare *« jouet de la fatalité »*.

Quand la situation se dégrade et qu'il n'est plus maître des évènements, il se déclare « jouet de la fatalité ».

Le tragique atteint son comble lors de sa tentative de suicide dans la nuit du 12 au 13 avril 1814. Réfugié à Fontainebleau, désabusé et déprimé par la défaite et l'abdication, Napoléon avale la dose de poison demandée au docteur Yvan. Le baron Fain raconte la scène : *« Il y eut un moment de silence après lequel l'Empereur vint à la porte et dit à Hubert de faire appeler le duc de Vicence, le duc de Bassano, le Grand Maréchal et M. Fain »* Pourquoi quérir du secours dès lors que tout suicide marque une volonté de mourir ? Même en cet instant, il est supposé que Napoléon est dans la prestation et qu'il souhaite présenter à son dernier public, sa mort à la façon de Phèdre. Sa véritable mort, le cancer de l'estomac, n'a pourtant rien d'héroïque ou de tragique. Mais Napoléon, martyr de Sainte-Hélène, a compris que le tragique de son existence et de son exil lui permettrait aux yeux du monde de *« … se dépouiller de sa peau de tyran »*. Car ce n'est pas le conquérant ou grand politique qui lui a permis de vaincre le temps mais l'acteur.

La naissance du mythe

Par ses mises en scène et la démesure de son entreprise, Napoléon semble avoir livré une prestation unique en se forgeant un personnage

original à partir d'une perception quasi ciné-matographique de sa propre existence. Comme tout héros ou célèbre protagoniste de film, sa personnalité et son jugement théâtral lui ont permis de saisir l'essence du succès d'un comédien et de cerner ce qui assura son succès : *« Pour bien se faire comprendre des peuples, il faut d'abord parler à leurs yeux. »* Il a ainsi pu ancrer son propre personnage dans la mémoire collective et prouver au monde qu'il était, outre le conquérant et le politique, un acteur vedette avant l'heure. Mais la modernité de cette prestation se manifeste principalement dans cette lutte face à la fatalité avec laquelle il s'est déclaré constamment opposé. André Malraux, lui-même politique imbu de théâtre et de fatalisme, déclare que *« la politique est la forme moderne de la tragédie. Elle remplace sur notre théâtre la fatalité antique »*.

La modernité de cette prestation se manifeste **principalement dans cette lutte face à la fatalité avec laquelle il s'est déclaré.**

Si Jean d'Ormesson confie cette déclaration à Bonaparte pour sa *Conversation* (d'ailleurs pièce de théâtre fictionnelle centrée autour de la décision du Premier consul à s'emparer du titre impérial), c'est qu'il accorde à son personnage central l'origine moderne de l'élévation politique comme unique moyen de dominer son destin. D'Ormesson n'est pas seul à approcher Napoléon par l'univers théâtral. La quasi-totalité des ouvrages littéraires d'auteurs français contemporains (comme Patrick Rambaud, Max Gallo…) définissent Napoléon comme un homme percevant l'existence comme un théâtre auquel il recourt pour accomplir ses objectifs. Mais finissant par s'y enfermer, l'illusion théâtrale remplace la réalité, le piège de la fatalité. Le cinéma, également, se plaît à le dépeindre comme le conquérant pour qui la mise en scène s'avère l'instrument principal de sa domination et d'élaboration de sa légende. Pour exemple, le *Monsieur N* d'Antoine de Caunes dans lequel Napoléon déchu (incarné par Philippe Torreton), conscient du théâtre quotidien auquel il se livre à Longwood, déclare à son espion et ami Cipriani : *« Même en coulisses, je suis sur les tréteaux. »*

Près de deux siècles après sa mort, ce n'est donc plus le politique ou génial stratège qui semble continuer d'entretenir le mythe mais l'homme qui, percevant l'existence comme une tragédie, recourt au théâtre pour livrer une prestation unique de la lutte éternelle qui oppose l'homme à la fatalité. *« Napoléon est seul face au destin*, écrit Jean Tulard. *C'est ce qui a fait sa grandeur. »*

Bibliographie

A. CASTELOT, A. DECAUX, général M.-P. KOENIG, *Le livre de la famille impériale*, Paris, 1969.
L. CHARDIGNY, *L'homme Napoléon*, Paris, 1987 (éd 2010).
A. CHEVALLIER, *Napoléon par ceux qui l'ont connu…*, Paris, 2014.
H. DUMONT, *Napoléon, l'épopée en 1000 films*, Genève, 2015.
LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs, tome second : 1800-1829*, Bruxelles, 1831.
T. LENTZ, *Les vingt jours de Fontainebleau : la première abdication de Napoléon (31 mars-20 avril 1814)*, Paris, 2014.
Baron de MÉNEVAL, *Mémoires*, Paris, 1893 (éd 2014).
J. TULARD, *Dictionnaire amoureux de Napoléon*, Paris, 2012.

La campagne de Silésie

novembre 1806 à juillet 1807

Entrée de Jérôme Bonaparte à Breslau le 7 janvier 1807. Huile sur toile par Vincent Poiret (château de Fontainebleau). © akg-images.

Après avoir écrasé l'armée prussienne à Iéna et Auerstedt, puis fait une entrée triomphale dans Berlin, Napoléon se porte contre l'armée russe en Pologne en novembre 1807. Si ses troupes contrôlent presque toutes les terres de la monarchie Hohenzollern à l'ouest de l'Oder, il reste à conquérir la province de Silésie, enjeu des guerres entre Frédéric II et Marie-Thérese d'Autriche au siècle précédent. La faiblesse supposée des garnisons défendant les nombreuses places fortes de la région laisse présager une conquête facile, sentiment renforcé par la prise de Stettin par les hussards du général Lasalle.

Frédéric Naulet
Docteur en histoire et membre de la commission française d'histoire militaire, il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur les batailles et campagnes du XVII[e] au XIX[e] siècle.

La campagne de Silésie

1806-1807

L'occasion est belle de faire briller les troupes de la nouvelle Confédération du Rhin avec à leur tête Jérôme Bonaparte, dont l'Empereur veut parfaire l'instruction militaire. La conquête de ses lauriers va s'avérer beaucoup plus difficile.

Un premier siège plus compliqué que prévu

Glogau constitue le premier objectif de la campagne. Le 3 novembre, Lefebvre-Desnouettes se présente devant la ville avec trois régiments de cavalerie et de l'artillerie. À en croire ses ordres, si le commandant de la place ne lui ouvre pas les portes à sa simple vue, quelques boulets de canon le feront rapidement changer d'avis, mais il lui faut rapidement se rendre à l'évidence : à la tête de 3 200 hommes, le lieutenant-général Reinhart n'est pas décidé à capituler sans combattre. En attendant l'arrivée de la 1re division bavaroise, sous les ordres du général Deroy, Lefebvre-Desnouettes fait élever des épaulements pour l'artillerie.

S'impatientant devant la lenteur des opérations devant Glogau, Napoléon y envoie un officier d'expérience, le général Vandamme.

Deroy arrive le 10 novembre, fait armer les batteries et fixe la date du 13 novembre pour commencer le bombardement. Si les talents de cavalier de Lefebvre-Desnouettes sont incontestables, il n'en est pas de même pour ses compétences en matière d'artillerie et de génie. Les canons de la batterie n° 3, dont les embrasures ont été mal dessinées, ouvrent le feu sur ceux de la batterie n° 4 et les pièces de 6 s'avèrent d'un calibre insuffisant pour ouvrir une brèche dans les remparts. Devant ce désastre, Deroy interrompt le bombardement. Seul Jérôme le juge suffisant pour faire sommer la place, naturellement sans succès. De toute évidence, la conquête de la Silésie ne pourra se faire sans un équipage de siège digne de ce nom et l'ordre est donné de le rassembler à Küstrin, avant de le faire venir par le fleuve. S'impatientant, Jérôme conçoit le projet fou de prendre d'assaut Glogau, idée rapidement abandonnée devant les réticences de ses officiers.

Le 24 novembre, il reçoit une lettre de Berthier lui demandant de rejoindre Kalisch avec les deux divisions bavaroises, l'Empereur s'apprêtant à livrer bataille aux Russes autour de Varsovie, et de laisser les Wurtembergeois en Silésie. S'impatientant devant la lenteur des opérations devant Glogau, Napoléon y envoie un officier d'expérience, le général Vandamme. Arrivé le 28 novembre, il accélère les travaux de siège, exigeant de perfectionner les batteries, et supervise le débarquement des pièces de siège. Le 1er décembre, une pluie de projectiles s'abat sur Glogau pendant cinq heures, obligeant le commandant de la place à capituler le lendemain.

Le siège de Breslau

Sans tarder, Vandamme dirige ses forces vers Breslau, capitale de la Silésie, où doit le rejoindre Jérôme et ses Bavarois le 9 décembre, les Russes ayant abandonné Varsovie sans combattre. Avec 6 000 hommes et une impressionnante artillerie pour défendre ses puissantes fortifications, le gouverneur Thile ne compte pas se rendre sans combattre. Dès son arrivée le 7 décembre,

Fantassin des 4e et 6e régiments bavarois, 1806.
Illustration par Lienhart et R. Humbert.
Coll. V.R.

Un commandement indigne de Jérôme Bonaparte

Dès sa nomination en octobre 1806, Jérôme rejoint les troupes bavaroises assiégeant la forteresse de Plassenburg, dans le nord de la Bavière. Ne faisant guère preuve de patience, trois jours seulement après son arrivée, il réclame un autre commandement, jugeant celui-ci indigne de lui : *« Sire, Votre Majesté sait mieux que personne que ce dont j'ai le plus besoin est d'acquérir de la gloire. Combien ne serais-je pas à plaindre si, au retour de cette campagne, je ne pouvais dire autre chose sinon que j'ai commandé les Bavarois et suis resté à l'arrière-garde. »* Par l'intermédiaire de Berthier, Napoléon lui répond : *« Les alliés de l'Empereur et roi étant associés à la gloire de la dernière campagne comme à celle-ci ont le même droit que les Français à sa sollicitude. Toutes les campagnes de l'Empereur sont des campagnes de manœuvres et la gloire appartient également à tous ceux qui composent la Grande Armée, soit troupes françaises, soit troupes alliées »* (opérations du IX^e^ corps, lettre de Berthier à Mezzanelli, le 29 octobre 1806).

Dragons et infanterie légère escortant les prisonniers prussiens de la bataille de Prenzlau le 28 octobre 1806.
Aquarelle par Victor Huen.
Coll. part.

Vandamme fait établir des batteries de mortiers, espérant décourager son adversaire par quelques incendies dans la ville, mais le bombardement du 15 décembre montre l'insuffisance de l'artillerie pour contraindre la garnison à capituler. Reste la solution de prendre la ville d'assaut.

Vandamme en fixe la date à la nuit du 22 au 23 décembre, à la grande joie de Jérôme qui espère enfin voir un brillant fait d'armes dont il pourra se vanter de l'avoir commandé. Malheureusement pour lui, il est de nouveau rappelé par l'Empereur le 20 décembre, la division Deroy devant former la garnison de Varsovie afin de laisser à Napoléon un maximum de troupes françaises pour mener son offensive sur la Narew. Il n'assiste donc pas au fiasco de l'attaque du 23. Dans la nuit éclairée par la lune, les Bavarois tombent sur des ouvrages défensifs non repérés lors des reconnaissances et les Wurtembergeois n'atteignent même pas le premier fossé. L'échec est d'autant plus inquiétant qu'une nouvelle menace se profile à l'horizon.

Après avoir réussi à échapper à la poursuite menée par les Français après Iéna et Auerstedt, le prince

La campagne de Silésie

1806-1807

Portrait de Jérôme Bonaparte, commandant le IXe corps.
Gravure. Coll. part.

Friedrich-Ferdinand, duc d'Anhalt-Pleß a été nommé par le roi de Prusse major-général et gouverneur de Glatz. Apprenant la marche de Vandamme sur Breslau, il rassemble une armée de 14 000 hommes, de médiocre qualité, sous les murs de Schweidnitz, puis se rend à Strehlen, à 40 km seulement de Breslau. Chargé de protéger le siège avec sa cavalerie, Montbrun apprend sa présence au soir de l'échec de l'assaut du 23 novembre et avertit Vandamme de son intention de se porter à sa rencontre. Approuvant sa décision, ce dernier le renforce avec la 2e division bavaroise de Minucci.

Devant la détermination des assiégeants, les Prussiens se replient.

La veille de Noël, Montbrun atteint Strehlen avec trois cents cavaliers. Apercevant les forces de l'ennemi, il se replie prudemment sur une crête, où il parvient à repousser les assauts de près de trois mille Prussiens jusqu'à la tombée du jour. Minucci le rejoint alors avec son avant-garde (trois bataillons et un escadron) et les deux hommes décident d'attaquer sans tarder, de peur de voir l'ennemi se retirer. Les fantassins bavarois culbutent les bataillons prussiens pendant qu'Alexandre Montbrun, le frère du général, balaye les escadrons ennemis. Ayant perdu près de neuf cents hommes, le prince d'Anhalt-Pleß se retire.

Vandamme profite de cette victoire pour vaincre la résistance du gouverneur de Breslau, désormais abandonné à son triste sort. Devant son refus, il fait de nouveau bombarder la ville le 29 décembre, mais le millier de projectiles lancés sur la ville ne parvient pas à le faire céder. Cette intransigeance s'explique par l'espoir d'être secouru car, malgré son échec de Strehlen, le prince d'Anhalt-Pleß s'est de nouveau approché de Breslau.

Après avoir détourné l'attention des hommes de Montbrun par une diversion d'un millier d'hommes, le prince d'Anhalt-Pleß sort de Brieg à la tête de huit mille à dix mille hommes, sans être repéré. À l'aube du 30 décembre, il tombe par surprise sur les bivouacs de deux régiments wurtembergeois rapidement mis en fuite. À son quartier-général de Lissa, Hédouville a la surprise de voir passer les fuyards en courant, criant que tout est perdu, suivis par quelques jolies femmes à cheval ! Alerté, Vandamme se met à la tête de deux bataillons bavarois et contre-attaque. Devant la détermination des assiégeants et ne voyant aucune tentative de sortie de la garnison de Breslau, les Prussiens se replient.

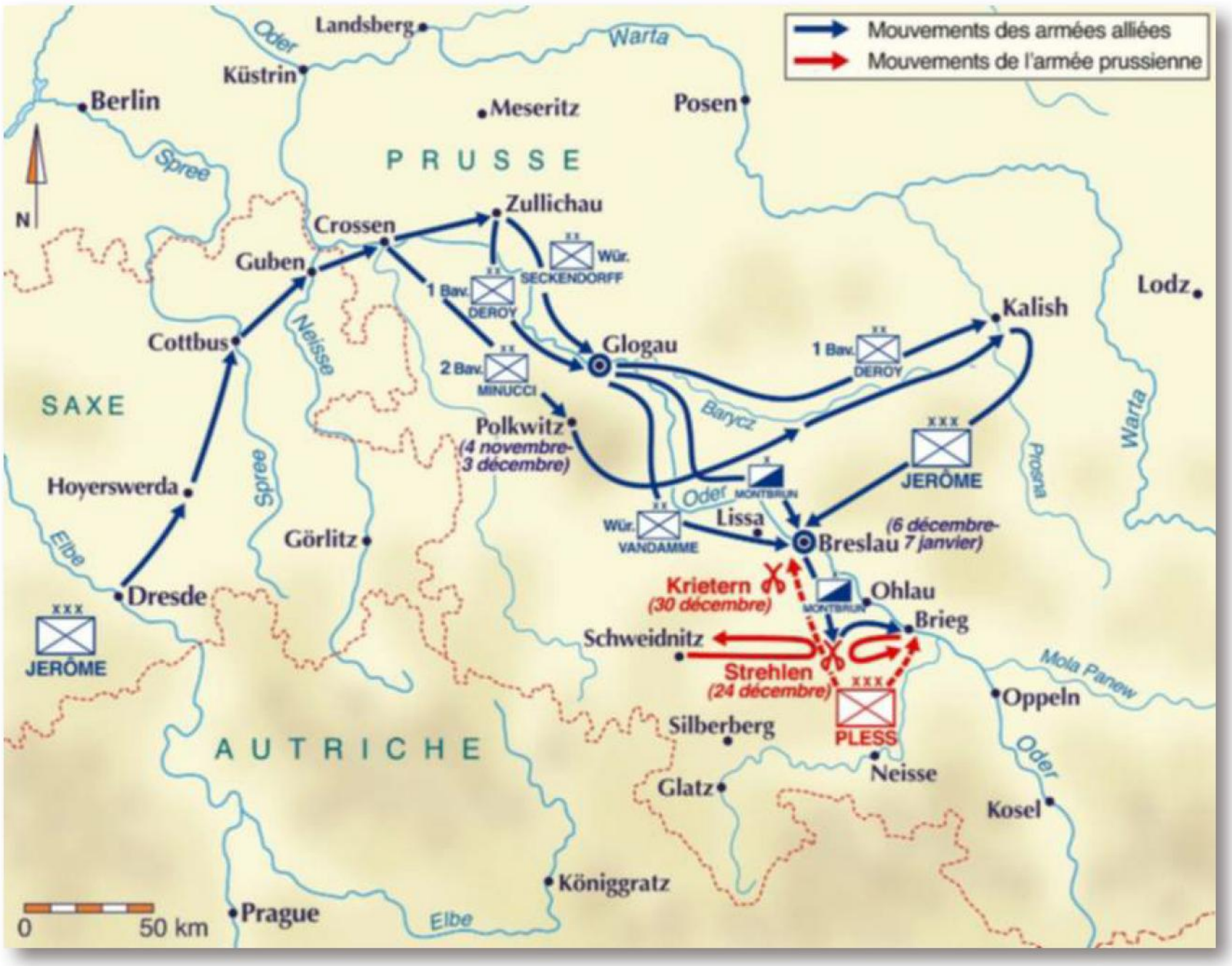
Querelle autour de la reddition de Breslau

Ayant perdu tout espoir d'être secouru, le gouverneur de Breslau signe une suspension d'armes le 3 janvier 1807, prélude à la capitulation de la place quatre jours plus tard. Vandamme n'a guère le temps de savourer son succès car il a commis une erreur d'appréciation. En l'absence du prince Jérôme, dont il estime le commandement plus symbolique que réel, il n'a pas jugé nécessaire de lui demander l'autorisation de sommer la place le 31 décembre. Prévenu par Hédouville, le frère de l'Empereur entre dans une rage folle : *« Monsieur le général* […], *je suis fâché que vous ayez fait une nouvelle sommation au gouverneur. Vous saviez que mes intentions n'étaient pas telles. Je ne vous avais pas laissé ignorer, avant mon départ, que mon absence n'était que momentanée, que je ne quittais point le commandement de l'armée des alliés, que je laissais mon chef d'état-major pour vous transmettre mes ordres et je vois que dans tous ceux que vous donnez, vous le faites en votre nom. »*

Craignant de voir Vandamme recevoir la capitulation de la garnison avant son

Un commandant en chef absent

Arrivé le premier devant Breslau, Vandamme cherche un lieu convenable où Jérôme pourra établir son quartier général. Son choix se porte sur le village de Pilsnitz, *« assez logeable »* et suffisamment près de Breslau. Jérôme lui apprend alors son intention de s'installer au château de Lissa, à 20 km au nord de Breslau, *« en espérant que la place ne tiendrait pas assez longtemps pour l'obliger de se rapprocher »*. Phrase curieuse sous la plume d'un officier censé diriger un siège et pour qui, de toute évidence, le confort passe avant la bonne marche des opérations. Obligé à détacher un bataillon complet pour assurer la sécurité du prince, Vandamme ne décolère pas et, malgré ses demandes réitérées, le commandant en chef se fait remarquer par son absence auprès de ses troupes durant le siège, préférant le confort de son château baroque.



Les opérations en Silésie du 30 octobre 1806 au 7 janvier 1807.
Carte Jean-François Krause d'après l'auteur.

Breslau le lendemain pour y faire une entrée triomphale à la tête des Bavarois, refusant à Vandamme cet honneur mais, en agissant ainsi, il punit également les Wurtembergeois. Napoléon le lui fait probablement remarquer car, le 8 janvier, Jérôme les autorise à défiler dans la ville, avec Vandamme à leur tête.

Conscient de l'incompatibilité d'humeur entre son frère et le général, et des conséquences néfastes qu'elle peut entraîner dans la suite des opérations, Napoléon décide d'éclaircir la situation. Ne pouvant rappeler Jérôme sans l'humilier et ne souhaitant pas se priver des

retour à Breslau, il ordonne au général de quitter, sur-le-champ, les rives de l'Oder, pour mettre le siège devant Schweidnitz, avec la seule division wurtembergeoise et la brigade de Montbrun. Connu pour son caractère autoritaire et difficile, Vandamme paie indéniablement sa brouille avec Hédouville durant le siège et se trouve victime des rêves de gloire de Jérôme.

Se sentant profondément humilié, il refuse d'obéir, prétextant qu'il ne peut agir sans instructions précises et écrites, moyen de mettre le frère de l'Empereur et son chef d'état-major devant leurs propres manquements. Malgré la satisfaction de voir Vandamme rappelé à l'ordre, Hédouville se trouve devant un problème de taille. L'acte de capitulation de Breslau doit être signé le 6 janvier or, Thile ayant négocié avec Vandamme, acceptera-t-il de remettre sa reddition à Hédouville dont il ignore probablement jusqu'à l'existence ?

Ne voulant prendre aucun risque, il autorise Vandamme à parapher l'acte au nom du chef d'état-major et la garnison fait sa sortie le 7 janvier. Jérôme arrive à

Infanterie du Würtemberg avec de gauche à droite le 1er régiment, le 8e régiment et un chasseur à pied.
Aquarelle par Fred Funcken.
Coll. part.

La campagne de Silésie
1806-1807

talents de Vandamme, il donne ses instructions pour la suite de la campagne. Son frère poursuivra la conquête des places fortes le long de l'Oder (Brieg et Kosel) avec la division Deroy et Vandamme se chargera de celles plus proches de la frontière autrichienne, à savoir Schweidnitz, Neisse et Glatz, avec les Wurtembergeois et la brigade de Montbrun. S'il reste officiellement sous les ordres du prince, leur éloignement doit éviter une nouvelle querelle.

Le siège de Schweidnitz

Le 10 janvier, Vandamme arrive sous les murs de Schweidnitz, dont le siège s'annonce compliqué en raison du sol gelé et des routes impraticables pour l'artillerie de siège. Comme il s'en doute, le gouverneur rejette sa sommation et ce n'est que la première d'une série de mauvaises nouvelles pour le général. Le général Songis, premier inspecteur de l'artillerie, ayant exigé de tirer trente-six pièces de gros calibre de Breslau pour les envoyer à Varsovie, et le siège de Kosel étant prioritaire, Vandamme doit attendre deux semaines pour recevoir son artillerie lourde, manière de lui faire comprendre que la prise de Schweidnitz est définitivement considérée comme une opération secondaire. Pour ne rien arranger, Montbrun demande à Jérôme l'autorisation de se rendre à Breslau pour y prendre quelques jours de repos afin de soulager une crise de rhumatismes.

Le même jour, le général Bertrand se présente au quartier général de Vandamme, avec l'ordre de l'Empereur d'accélérer les opérations de siège en Silésie. Après avoir inspecté la place, il conseille *« d'écraser la ville, de fatiguer la garnison, de tuer des canonniers et de fournir un prétexte de capitulation »*. Des ordres sont donnés en conséquence et le bombardement commence le 3 février. La ville est rapidement la proie des flammes, contraignant le gouverneur à ouvrir des pourparlers. Ne souhaitant pas commettre la même erreur qu'à Breslau, Jérôme rejoint Vandamme le 5 février, afin de recevoir personnellement la reddition de la garnison d'une des principales forteresses de Silésie. Celle-ci est signée le lendemain mais sous condition : la place sera remise dix jours plus tard, si elle n'est pas secourue d'ici là.

La ville est rapidement la proie des flammes, contraignant le gouverneur à ouvrir des pourparlers.

Chargé de protéger les opérations de siège, Lefebvre-Desnouettes arrive devant Glatz le 9 février, pour y apprendre le départ du prince d'Anhalt-Pleß, parti sans doute secourir Schweidnitz. Deux routes permettant de s'y

Le régiment du roi de Bavière au passage du Danube en 1809.
Aquarelle par Victor Huen.
Coll. part.

Hussards prussiens.
Illustration par Georg Schäfer.
Coll. V.R.

Une leçon de tactique

S'impatientant devant la résistance de Glogau, Jérôme ordonne à Deroy de prendre la ville d'assaut, au grand dam du général bavarois et du major d'artillerie Colonge : *« Le succès de cette tentative était des plus douteux car, n'ayant point de plan de la forteresse, on ne pouvait suffisamment connaître l'espèce des différentes pièces de fortification et leur position respective. Le nombre et la largeur des fossés ainsi que la hauteur des remparts n'étaient connus que par les rapports contradictoires des déserteurs. »* Ramené à la raison par Deroy, Jérôme renonce à son projet insensé qui lui vaut, néanmoins, une leçon militaire de son frère par l'intermédiaire de Berthier. *« Sa Majesté trouve que les observations que vous a faites le général Deroy sont très justes. On ne peut pas prendre une ville d'assaut quand on n'a pas fait la brèche et quand il y a une escarpe et une bonne contre-escarpe. Sa Majesté pense que ceux qui ont pu être de l'air d'une pareille attaque ont eu un très grand tort car on y perdrait beaucoup de monde inutilement »* (opérations du IXe corps, journal du siège de Glogau).

rendre, Lefebvre-Desnouettes divise ses forces et se lance à la poursuite de l'ennemi. Six jours plus tard, deux de ses escadrons se heurtent à 1 400 Prussiens à Konigswalde, près de la frontière autrichienne et, avec le renfort du 6e de ligne bavarois, les mettent en fuite. Malheureusement, le colonel Reubell, engagé sur l'autre route, ne peut empêcher les fuyards de se réfugier en Autriche. Ce succès scelle le sort de Schweidnitz. Vandamme peut se diriger vers sa nouvelle proie, la forteresse de Neisse.

Un coup d'arrêt dans la campagne

Conjointement aux opérations menées par Vandamme, Deroy remonte l'Oder avec sa division. Il suffit d'un bombardement de douze heures, le 15 janvier, pour contraindre la place de Brieg à capituler. Deux jours plus tard, la garnison sort avec les honneurs de la guerre. Le 22 janvier, Deroy arrive devant Kosel, place-forte protégée par de vastes zones marécageuses. Le siège tourne rapidement au cauchemar.

Dans la nuit du 3 au 4 février, les premières batteries sont armées et le bombardement commence le lendemain. Si des incendies éclatent rapidement dans la ville, l'usure de l'artillerie bavaroise oblige Deroy à réduire la cadence de tir, trois des quatre mortiers ayant brisé leurs affûts dès les premiers tirs. Si le froid a facilité les travaux de siège en gelant les marécages, le brutal redoux du 14 février inonde la plupart des ouvrages. À chaque nouveau coup de pic, l'eau jaillit, rendant presqu'impossible la progression de la tranchée. Comme souvent dans ces situations, les tensions appaissent rapidement, les artilleurs reprochant aux officiers du génie de n'avoir pas su anticiper le dégel et les seconds critiquant les premiers pour l'inefficacité de leurs tirs.

Les batteries rétablies, le bombardement reprend le 24 février, avec une certaine réussite, le feu des canons de la place faiblissant. Mais les artilleurs voient le niveau de l'Oder monter dangereusement et ce qu'ils craignaient arrive: le 28 février, l'une des batteries est totalement submergée, les servants des canons ayant tout juste le temps de sauver les munitions. Devant le découragement général, Deroy renonce à faire taire l'artillerie prussienne, pour concentrer le feu de ses mortiers et de ses obusiers sur la ville, espérant ainsi démoraliser la population et forcer le gouverneur à se rendre. Tout est en place lorsqu'un coup de tonnerre retentit.

Le 4 mars, Deroy convoque le commandant de l'artillerie bavaroise pour lui communiquer les ordres de Jérôme. Le siège doit être levé sur-le-champ, l'artillerie envoyée à Glogau, et non à Breslau, les fortifications de cette dernière devant être détruites. En clair, la conquête de la Silésie est abandonnée et la province en grande partie évacuée.

Cette décision, prise par l'Empereur en personne, s'explique par l'évolution des opérations militaires contre les Russes. Si Napoléon est resté maître du champ de bataille d'Eylau le 8 février, son armée a considérablement souffert, rendant impossible la prise de Königsberg. Craignant une nouvelle attaque de Bennigsen, plusieurs maréchaux exhortent l'Empereur à se replier derrière la Vistule, d'autant plus que l'Angleterre pousse l'Autriche à entrer en guerre. Pour garantir ses arrières, Napoléon ordonne à son frère de concentrer le IXe corps à Glogau et d'envoyer la 2e division bavaroise à Varsovie. Les combats livrés par Ney autour de Guttstadt permettent d'arrêter les Russes et de rassurer l'Empereur, qui annule les ordres donnés à son frère. Jérôme ayant naturellement commencé à les appliquer, Napoléon le lui reproche vivement, fort injustement il faut le reconnaître.

La campagne de Silésie

1806-1807

Après la prise de Schweidnitz, Vandamme doit également suspendre ses opérations contre la place-forte de Neisse et ne les reprend que le 29 mars.

Jérôme quitte Breslau et arrive à Wartha, juste à temps pour repousser une nouvelle attaque.

Des problèmes de hiérarchie

À cinquante et un ans, le général Gabriel Marie Joseph Théodore d'Hédouville, ancien page de Marie-Antoinette, a été nommé chef d'état-major de Jérôme. Supérieur de Vandamme, il n'est guère intervenu dans la direction du siège de Breslau. Craignant pour sa sécurité, il ordonne à Deroy de détacher le 1er de ligne bavarois, sans en avertir Vandamme. En l'apprenant, l'ombrageux général écrit à son supérieur pour lui dire qu'il *« ne comprend rien à ces dispositions »* et se plaindre de la confusion régnant dans le commandement. Faisant fi de la hiérarchie, il écrit directement à l'Empereur pour lui présenter la situation. Naturellement, Hédouville goûte fort peu cette franchise et cette initiative. Deux jours plus tard, et pour la première fois depuis le début des opérations en Silésie, il le rappelle à l'ordre : *« Je me plains de n'avoir encore reçu aucun détail du résultat de cette brillante action* [la victoire de Strehlen] *qui devait m'être adressée de suite, en qualité de chef de l'état-major général de l'armée des alliés, ce qui m'a mis dans l'impossibilité de rendre compte de mon côté tant au commandant en chef* [Jérôme] *qu'au prince major-général de la Grande Armée* [Berthier]. »

La prise de Neisse

Dans le camp prussien, le prince d'Anhalt-Pleß a dû céder sa fonction de gouverneur général de Silésie au comte Friedrich Wilhelm Von Götzen, fils d'un lieutenant général du grand Frédéric. Le 13 avril, il attaque les forces de Lefebvre-Desnouettes chargées de protéger le siège de Neisse. Le général français parvient à le contenir mais, ses troupes n'étant pas suffisantes pour résister à une nouvelle offensive, il alerte Jérôme. Sans tarder, le prince quitte Breslau à la tête de deux régiments et arrive à Wartha le 17 avril, juste à temps pour repousser une nouvelle attaque des Prussiens et remporter sa première victoire personnelle dans cette campagne.

Jérôme rejoint Vandamme sous les murs de Neisse où, preuve de son changement, il refuse de s'installer à Ottmachau, jugé trop loin des travaux de siège, pour établir son quartier-général à proximité de Neisse. Malgré les progrès des Wurtembergeois et les bombardements, le gouverneur refuse obstinément de capituler, espérant encore le secours du comte von Götzen.

Ce dernier sort une nouvelle fois de Glatz à la tête de plus de 3 000 hommes mais, au lieu de marcher directement vers Neisse et d'attaquer frontalement les troupes de Jérôme, il choisit de se diriger vers Breslau. Averti de ce mouvement, Lefebvre-Desnouettes se lance à sa poursuite et le rejoint à Canth le 14 mai où, malgré son engagement personnel, il est sévèrement battu.

Heureusement pour les Français et leurs alliés, le général Dumuy est sorti de Breslau avec un millier d'hommes. À son approche, les Prussiens se retirent. Lefebvre-Desnouettes n'attend pas longtemps pour prendre sa revanche. Avec le renfort de 240 lanciers polonais, il part à la recherche de l'ennemi et le met en déroute à Salzbrunn, lui faisant 800 prisonniers. Ce succès et la succession des bombardements poussent le gouverneur de Neisse à signer sa capitulation le 30 mai, sur le modèle de celle de Schweidnitz. Le 16 juin, la garnison défile devant Jérôme.

Les opérations en Silésie du 9 janvier au 3 juillet 1807.
Carte Jean-François Krause d'après l'auteur.

Grenadier et sous-officier des grenadiers de la Garde bavaroise.
Aquarelle par Fred Funcken.
Coll. part.

Une campagne inachevée

La dernière étape de la campagne semble venue avec la prise de Glatz, forteresse d'où sont parties toutes les armées de secours. S'étonnant de la rapidité avec laquelle le prince d'Anhalt-Pleß, puis le comte de Götzen sont parvenus à compenser leurs pertes, Vandamme a surnommé la place-forte « la lapinière ».

Le 21 juin, sa division et celle de Deroy aperçoivent le château perché sur une colline abrupte, dominant le camp où les 2 500 hommes de Götzen se sont retranchés. Le 24 juin, les troupes de Jérôme l'attaquent et mettent 1 700 Prussiens hors de combat. Après une telle déroute, le commandant de la place de Glatz capitule le lendemain mais l'acte prévoit la remise de la forteresse le 26 juillet or, le 3 juillet, la nouvelle de la signature de l'armistice de Tilsit parvient à Deroy.

La campagne de Silésie s'achève. En huit mois, faute de moyens suffisants, Jérôme n'est pas parvenu à en faire totalement la conquête mais les ressources tirées des places fortes conquises ont permis à Lefebvre de prendre Dantzig et à Napoléon de remporter sa brillante victoire de Friedland. Quant au prince, même s'il n'a pas montré de grands talents militaires, il a pris quelques leçons de commandement au contact d'officiers comme Vandamme et Deroy.

Sources

Service historique de la Défense :
2c31 à 2c50 : correspondance de la Grande Armée.
2c396 : Grande Armée, correspondance du général Vandamme (27 septembre 1805 – 30 janvier 1807).
2c397 : *ibid.* (27 septembre 1805 – 30 janvier 1807).
2c398 : *ibid.* (30 janvier 1807 – 21 juin 1807).
2c399 : *ibid.* (30 janvier 1807 – 21 juin 1807).
2c615 à 2c625 : Grande Armée, situations (novembre 1806 – juillet 1807).
1M649 : opérations du IXe corps (1806-1807).

Ordre de bataille du IXe corps de la Grande Armée (au 25 janvier 1807)

Commandant en chef : Jérôme Bonaparte : 20 589 hommes.
Chef d'état-major : général de division Hédouville.
1re division (bavaroise) : lieutenant-général Deroy : 6 324 hommes.
1er de ligne (2 bat.).
4e de ligne (2 bat.).
5e de ligne (2 bat.).
10e de ligne (2 bat.).
6e bataillon d'infanterie légère.
Bataillon de chasseurs à pied.
2e division (bavaroise) : lieutenant-général de Wrede (remplacé par le major général Minucci) : 5 772 hommes.
2e de ligne (2 bat.).
3e de ligne (2 bat.).
7e de ligne (2 bat.).
13e de ligne (2 bat.).
3e bataillon d'infanterie légère.
4e bataillon d'infanterie légère.
3e division (wurtembergeoise) : lieutenant-général Seckendorff (en réalité sous les ordres du général de division Vandamme) : 6 038 hommes.
Régiment d'infanterie du Prince Royal (2 bat.).
Régiment d'infanterie de Lilienberg (2 bat.).
Régiment d'infanterie de Seckendorff (2 bat.).
Régiment d'infanterie du Duc Guillaume (2 bat.).
Régiment d'infanterie de Schroeder (2 bat.).
1er bataillon de chasseurs.
2e bataillon de chasseurs.
1er bataillon d'infanterie légère.
2e bataillon d'infanterie légère.
Division de troupes à cheval : 2 455 hommes.
1re brigade : général de brigade Mezzanelli.
1er régiment de dragons bavarois (3 esc.).
2e régiment de chevau-légers bavarois (3 esc.).
2e brigade : général de brigade Lefebvre-Desnouettes.
2e régiment de dragons bavarois (3 esc.).
3e régiment de chevau-légers (3 esc.).
3e brigade : général de brigade Montbrun.
Régiment de chevau-légers du Roi (wurtembergeois).
2e régiment de chevau-légers wurtembergeois (3 esc.).
Régiment de chasseurs à cheval wurtembergeois (3 esc.).

MÉCÉNAT

La restauration de *l'arc du Carrousel*

Vue actuelle de l'arc du Carrousel. © 2018 musée du Louvre – Olivier Ouadah.

Dans le cadre de ses appels aux dons, le musée du Louvre lance un vaste programme auprès des particuliers pour restaurer l'arc de triomphe du Carrousel. Il est vrai que le monument napoléonien en a bien besoin.

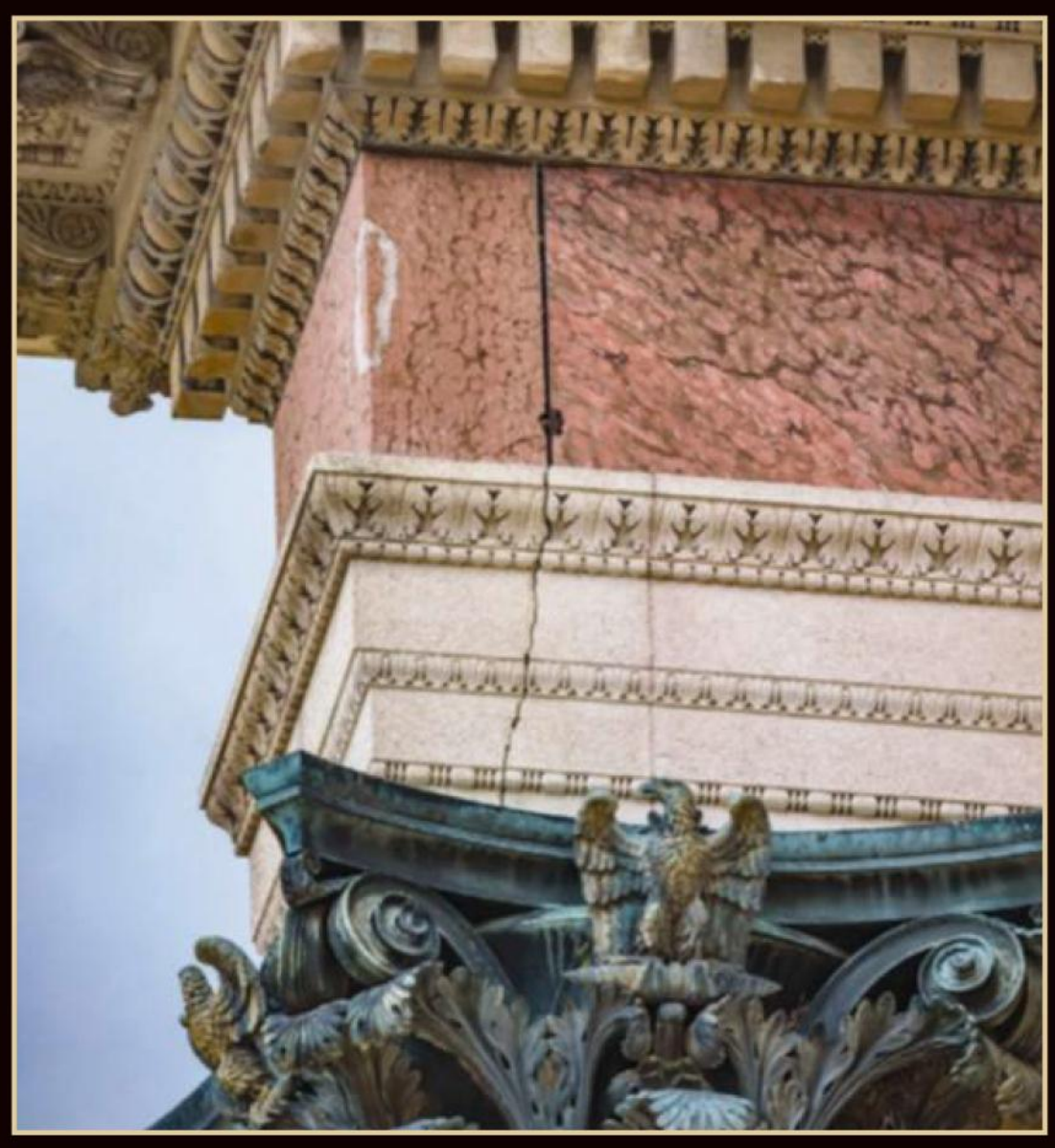
Depuis sa création sous l'Empire, à la demande du vainqueur d'Austerlitz et sous la direction des architectes-décorateurs Percier et Fontaine, l'arc inspiré de celui de Constantin à Rome a tout connu. Deux années de travaux entre 1806 et 1808, de nombreux aléas sous la Restauration, la monarchie de Juillet et le Second Empire, avant de subir la destruction des Tuileries. Mais les dernières décennies, après une lente et inexorable altération, l'ont fortement marqué, effets conjugués du temps et des intempéries. Il n'est que de contempler ses nombreux bas reliefs (cartouches de la paix de 1805), son quadrige par Bosio et Lemot, et ses statues en ronde bosse ornant sa façade [1], elle-même fortement dégradée, pour finir de s'en convaincre.

Comme pour la victoire de Samothrace en 2013, récente campagne engagée par l'institution fondée par Vivant Denon, le musée du Louvre s'engage cette fois à réunir cinq millions d'euros, dont un million provenant des dons individuels, pour lancer ce vaste et indispensable chantier de restauration. Depuis le 9 octobre 2018 et jusqu'au 31 janvier 2019, cette campagne « Tous mécènes ! » s'engage à réunir les fonds pour que le projet puisse être lancé à l'automne 2019 et s'achever au printemps 2022 [2].

Vue des sculptures de soldats de la Grande Armée. © 2018 musée du Louvre – Olivier Ouadah.

Quadrige de la Restauration, dite aussi *La Paix*, par Bosio et Lemot. © 2018 musée du Louvre – Olivier Ouadah.

Agrafes métalliques maintenant les plaques de marbre sur la frise d'entablement. © 2018 musée du Louvre – Olivier Ouadah.



Sculpture de soldat de la Grande Armée (chasseur à cheval) par Foucou. © 2018 musée du Louvre – Olivier Ouadah.

Les plaques de marbre, les visages des huit statues de soldats de la Grande Armée – dont le fameux sapeur Dominique-Gaye Mariole –, les décors polychromes et les nobles inscriptions, hommages rendus aux combattants et surtout à la paix conclue à Presbourg (Bratislava) en 1805, seront enfin sauvegardés. Une noble entreprise à laquelle chacun est appelé à participer [3].

David Chanteranne / rédacteur en chef

1• Pour tout don de 1 500 € ou plus, les donateurs peuvent associer leur nom ou celui d'un proche à l'une des sculptures de l'arc.

2• La campagne en images est visible sur www.tousmecenes.fr / #tousmecenes

3• En ligne sur donate.louvre.fr, par SMS avec don de 5 € en envoyant LOUVRE au 92004 (disponible en France métropolitaine pour les clients des opérateurs Bouygues, Orange et SFR, dons collectés sur facture opérateur mobile), ou par chèque à l'aide d'un bulletin à télécharger sur donate.louvre.fr et à retourner par courrier.

Le baron Larrey
chirurgien de la gloire

Plus de deux cent cinquante ans après sa naissance, Dominique Larrey reste une gloire incontestée de l'époque napoléonienne : des statues de marbre ou de bronze, plusieurs biographies, de nombreux articles, ses *Mémoires* et ses travaux ont forgé sa légende intimement liée à celle de l'Empereur.

Henri Ducoulombier / historien de la médecine

Page précédente :
Portrait de Jean Dominique Larrey, chirurgien en chef de l'armée d'Égypte et inventeur de l'ambulance.
Huile sur toile par Anne Louis Girodet de Roucy-Trioson (Paris, musée du Louvre).
© Photo Josse/Leemage.

Dominique-Jean Larrey est né le 7 juillet 1766, à Baudéan, au pied des Pyrénées. Son père, maître-cordonnier, décède en 1770, laissant trois enfants en bas âge. Dominique reçoit des rudiments d'instruction par le curé du village ; il semble doué et manifeste précocement son goût pour la chirurgie. En 1780, il est envoyé à Toulouse chez son oncle Alexis Larrey, chirurgien-chef à l'hôpital de La Grave et poursuit ses études au collège de l'Esquile.

Une vocation précoce

Ses progrès sont rapides : en 1781, il est sous-aide, puis prosecteur d'anatomie et aide-major en 1785. Le 10 septembre 1787, il soutient une thèse de chirurgie sur la carie des os qui ne lui confère pas le titre de médecin.

Désireux d'accroître ses connaissances, il décide d'aller, à pied, à Paris où il arrive en août 1787 : pendant quelques semaines, il reçoit l'enseignement de Louis à l'École de chirurgie et de Desault à l'Hôtel-Dieu, puis se présente aux épreuves de sélection pour une place de chirurgien de la marine ; il est admis et, toujours à pied, part pour Brest où il est reçu chirurgien-major des vaisseaux du Roi. En avril 1788, il embarque pour une mission de six mois à Terre-Neuve, une navigation pénible et dangereuse qui l'incite à demander son licenciement.

En mars 1789, Larrey se présente au concours d'aide-major à l'Hôtel des Invalides ; il est reçu premier, mais le ministre de la Guerre attribue le poste à un de ses protégés. Blessé par cette injustice, il adhère dès lors aux idées révolutionnaires. En avril, lors des émeutes au Faubourg Saint-Antoine, il fait sa première expérience des blessures de guerre. En juillet, il n'est pas parmi les assaillants de la Bastille, mais reste sous les armes jusqu'en octobre. En 1791, il est nommé aide-major aux Invalides où ses fonctions sont interrompues par un rappel à Brest, puis par la guerre.

La guerre

Le 15 avril 1792, Larrey est désigné pour être employé en qualité de chirurgien aide-major à la suite des hôpitaux ambulants de l'armée du Rhin commandée par les généraux Custine, Houchard, puis Beauharnais, tous trois guillotinés sous la Terreur, victimes, dit Larrey, *« de la faction anarchiste »*. Il reçoit le baptême du feu à Spire le 29 septembre et, dès ce premier combat, s'affranchit du règlement qui relègue l'ambulance à une lieue en arrière et décide de porter secours aux blessés sur la ligne de feu. À Alzey, en mars 1793, il fait pour la première fois une amputation derrière les rangs. Avec l'ordonnateur en chef Villemanzy, il crée une ambulance volante et, lorsqu'il la présente au Conseil de santé en février 1794, elle comprend six officiers de santé montés, deux infirmiers et deux voitures.

Dès son premier combat, il s'affranchit du règlement qui relègue l'ambulance à une lieue en arrière et décide de porter secours aux blessés sur la ligne de feu.

L'ambulance volante de Larrey.
Aquarelle par Edmond Lajoux.
Coll. V.R.

Le 4 mars 1794, il épouse Élisabeth Leroulx-Delaville, fille du dernier ministre des Contributions publiques de Louis XVI, qui sera toute sa vie sa *« chère Laville »*.
Pendant la Terreur, Larrey est dénoncé pour avoir soigné et libéré un prince autrichien, mais il est disculpé grâce à l'intervention de son compatriote Barère. Puis, en récompense de ses services, il est nommé par le Conseil de santé chirurgien en chef de l'armée de Corse et rejoint Toulon où il rencontre pour la première fois le général Bonaparte, mais l'expédition projetée est abandonnée. Il est alors affecté à l'armée de Catalogne, puis à Toulon. En mai 1795, en congé à Paris, il n'a d'autre mission que d'organiser les ambulances au cours des insurrections *« de la faim »* et, dans l'attente d'une affectation, il se rend fréquemment au Conseil de santé où on retrouve sa trace de juin à décembre 1795.
Fin 1795, l'hôpital du Val-de-Grâce ouvre officiellement ses portes ; trois mois plus tard, Larrey y est nommé chirurgien, mais ce n'est qu'en octobre 1796 que l'hôpital d'instruction est inauguré. Larrey y enseigne l'anatomie et les techniques opératoires. Mais à peine a-t-il terminé son enseignement qu'à la demande de Bonaparte et de Villemanzy il reçoit le 1er mai 1797 l'ordre de rejoindre l'armée d'Italie avec le titre de chirurgien en chef adjoint.

Les ambulances volantes

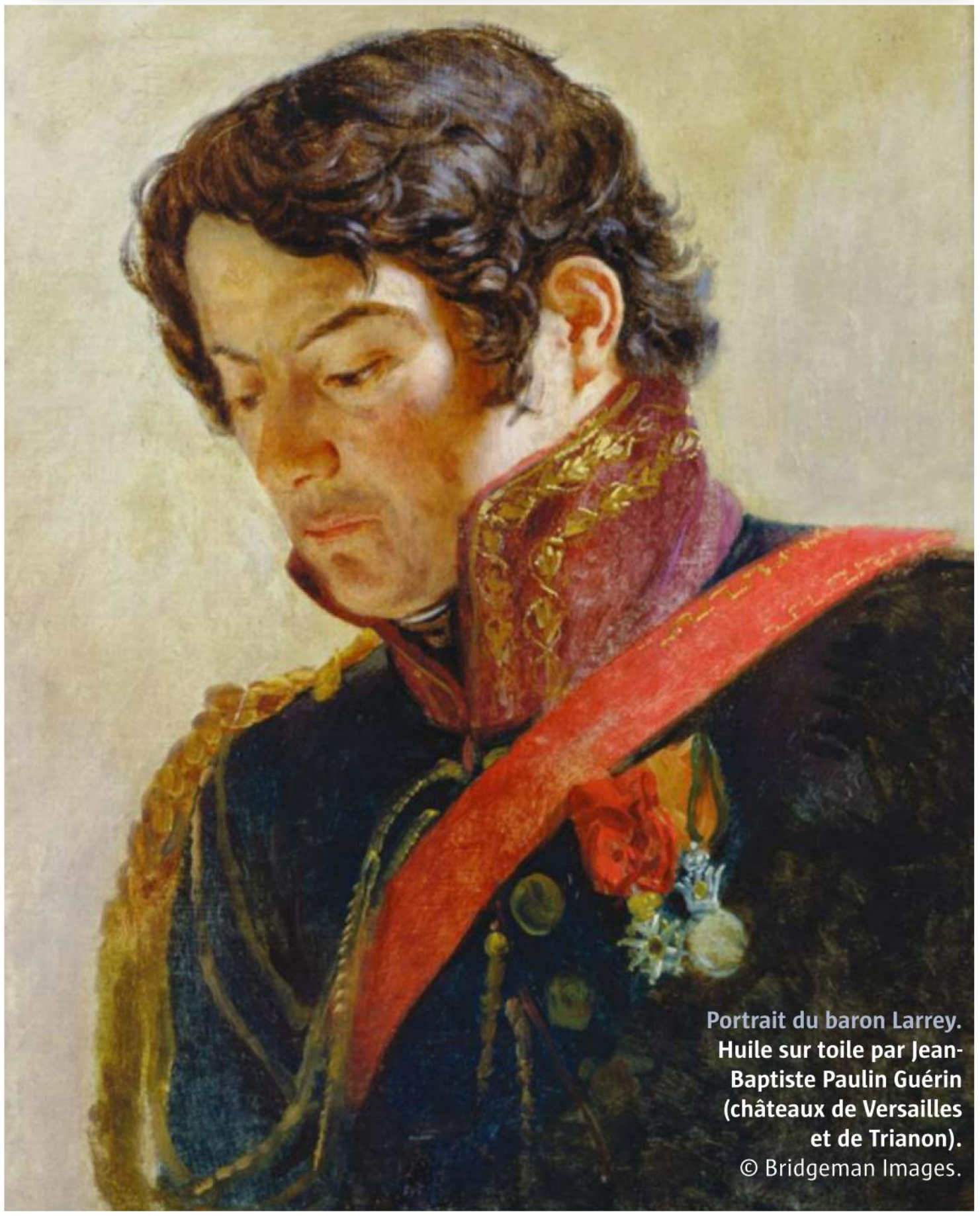
Larrey arrive à Milan le 13 mai, c'est-à-dire après la ratification des préliminaires de paix de Leoben terminant la glorieuse campagne et n'a donc pas connu Arcole et Rivoli. Outre l'inspection des hôpitaux de Milan à Venise, sa mission est l'organisation des ambulances volantes et d'abord la confection des petites voitures. Avec l'appui de Villemanzy et après quelques mois, il est en mesure de présenter trois divisions d'ambulance, chaque division comprenant cent treize hommes dont quinze chirurgiens, trente-sept infirmiers, des soldats du train, douze voitures légères et quatre pesantes, soit au total 340 hommes. À Udine, Bonaparte témoigne à Larrey sa satisfaction.
Ayant terminé sa mission, ce dernier rentre à Paris en décembre 1797 : il reprend son cours d'anatomie qu'il ne peut achever, car, le 5 mars 1798, il est nommé chirurgien-adjoint de l'armée d'Angleterre et reçoit l'ordre de se rendre à Toulon avec le titre de chirurgien-chef.

Le commissaire ordonnateur Villemanzy

Jean-Pierre Orillard de Villemanzy (1751-1830) a réalisé les ambulances volantes sur l'idée de Larrey. En témoigne la dédicace de la thèse de celui-ci : *« Cette dissertation étant basée sur le résultat des faits que j'ai observés dans l'ambulance volante, créée par moi, sous vos auspices, à l'armée du Rhin, en 1795, j'ose vous la dédier. »* Villemanzy sera inspecteur général aux revues, comte de l'Empire en 1810, rallié à Louis XVIII et pair de France en 1814.

L'ambulance volante

L'ambulance volante comporte deux roues pour le transport de deux blessés. Un autre modèle, à quatre roues, emporte quatre blessés. Réservées à la Garde, ces ambulances légères participent parfois – en nombre insuffisant – au ramassage des blessés de la ligne. Bien tardivement, en mai 1813, Napoléon écrit à Daru : *« Il me semble qu'on se trouve bien de ces petites voitures à la Garde et qu'elles ont rendu de grands services. »*



Portrait du baron Larrey. Huile sur toile par Jean-Baptiste Paulin Guérin (châteaux de Versailles et de Trianon). © Bridgeman Images.

Au total, il a rempli les fonctions de chirurgien du Val-de-Grâce pendant dix-huit mois et d'enseignant pendant dix mois.

La campagne d'Égypte et de Syrie

En compagnie de Desgenettes, médecin-chef de l'expédition, Larrey arrive à Toulon le 12 avril. Leur mission est double : trouver le personnel médical nécessaire à une armée de plus de 30 000 hommes et équiper trois navires-hôpitaux. Non sans difficultés, Larrey recrute une centaine de chirurgiens. L'escadre lève l'ancre le 19 mai. Dans cette flotte considérable de treize vaisseaux de ligne et deux cent quatre-vingt bâtiments de commerce, deux navires-hôpitaux ne rejoignent pas pour une raison inconnue. Commence alors une navigation éprouvante interrompue par la prise de Malte le 10 juin ; c'est là que Larrey découvre qu'un chasseur à cheval blessé est une femme, madame Pauline Fourès, dite *Bellilote*, qui deviendra la maîtresse de Bonaparte.

L'armée débarque à Alexandrie le 1er juillet et, après la prise de la ville, c'est une marche pénible à travers le désert en direction du Caire, puis la bataille des Pyramides qui fait 260 blessés pour lesquels Larrey établit un grand hôpital à Gizeh. L'armée fait son entrée au Caire le 25 juillet 1798 mais, dès le 5 août, Larrey part avec les troupes à la poursuite d'Ibrahim Bey qui fuit vers la Syrie et c'est au cours de cette expédition que l'armée apprend le désastre d'Aboukir. De retour au Caire, il organise le service chirurgical dans plusieurs hôpitaux, ainsi qu'une école de chirurgie pratique. Deux affections le préoccupent : l'ophtalmie, endémique en Égypte et responsable de nombreux cas de cécité, et le tétanos, le plus souvent fatal. Le 21 octobre, la révolte du Caire lui fait courir les plus grands dangers et deux chirurgiens sont massacrés en défendant leur hôpital.

Mais la peste est là : dès le mois de juillet 1798, l'épidémie éclate dans les villes du delta. Larrey est certain qu'il s'agit bien de la peste, qu'elle est contagieuse, et, contrairement à l'opinion de Desgenettes, estime qu'il ne faut pas cacher la vérité aux soldats. Au début de l'expédition de Syrie, il constate la présence de la maladie à El-Arich ; dès lors, tous les chirurgiens de Larrey participent à la lutte contre l'épidémie qui s'étend et une vingtaine d'entre eux succombe.

Dans ses *Mémoires*, Larrey est très bref sur la prise de Jaffa : *« Je me dispenserai*, écrit-il, *de parler des suites horribles qu'entraîne habituellement l'assaut d'une place. »* Il passe sous silence le massacre de 1 500 à 2 000 prisonniers, n'évoque pas la mémorable visite de Bonaparte aux pestiférés, ni l'auto-inoculation de la peste qui a fait le renom de Desgenettes. De même, il nie énergiquement l'empoisonnement de pestiférés à la levée du siège de Saint-Jean d'Acre. Le retour au Caire est pénible et, si Larrey écrit : *« C'est au général Bonaparte que ces honorables victimes durent principalement leur conservation »*, plusieurs témoignages attestent que de nombreux pestiférés et blessés furent abandonnés.

Puis c'est la victoire d'Aboukir, le départ de Bonaparte, le commandement de Kléber, qui est assassiné : Larrey embaume le corps et fait l'autopsie de son assassin Souleyman, cruellement empalé. Il apprécie le général Menou qui propose pour le service de santé des

réformes judicieuses. Enfin, après la défaite de Canope, la campagne s'achève par la capitulation d'Alexandrie et le rapatriement des troupes, Larrey exigeant que les blessés soient embarqués en priorité.

Servir la tyrannie ?

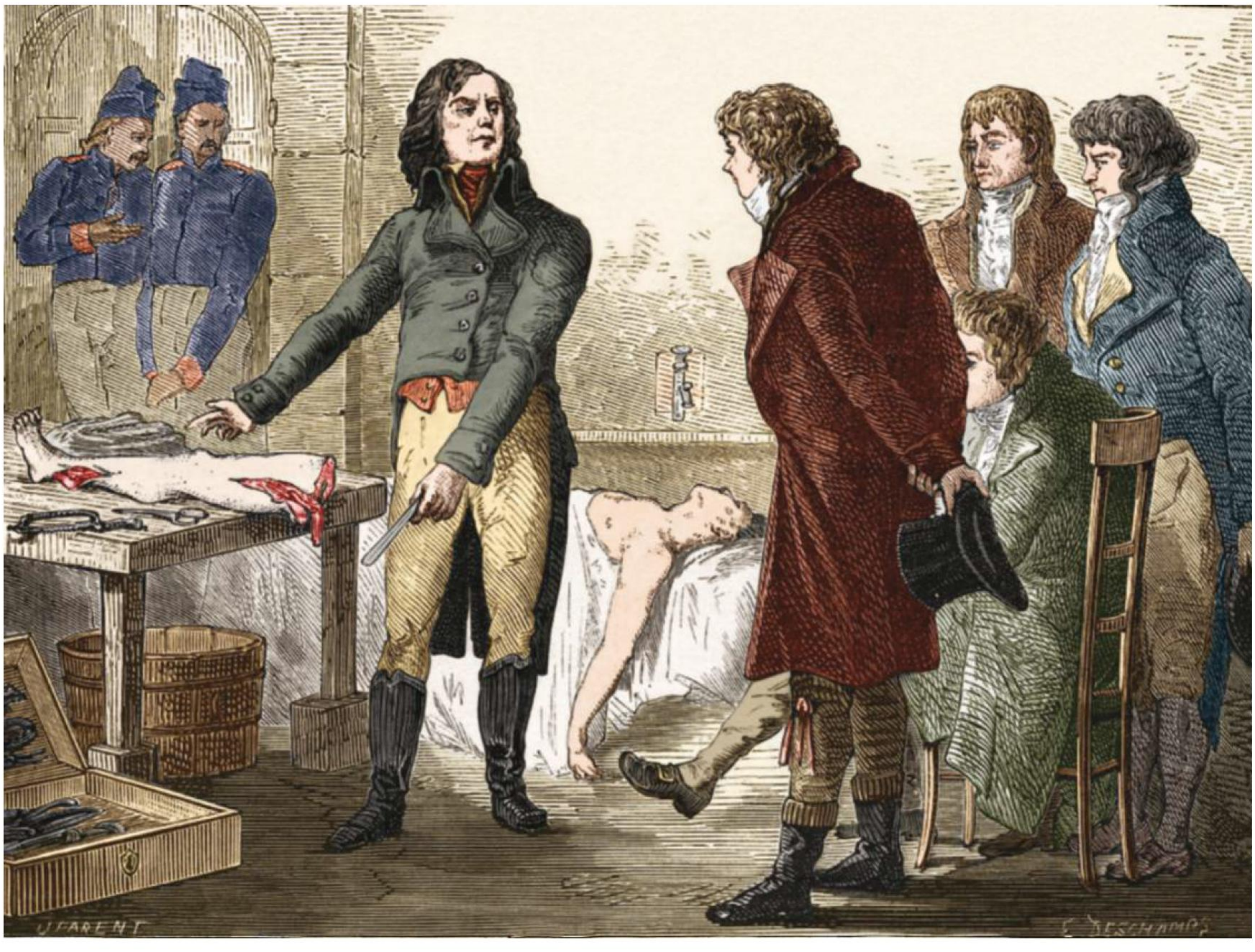
De retour en France, Larrey est nommé chirurgien en chef de la Garde consulaire et de l'hôpital du Gros Caillou. En mai 1803, en vertu du règlement, il doit soutenir sa thèse pour acquérir le titre de docteur en médecine. En décembre 1803, il est nommé inspecteur général du Service de santé. Le 15 juillet 1804, il est officier de la Légion d'honneur. Le 2 décembre, il assiste au sacre de l'Empereur mais, le soir même, il note : *« C'est avec une affliction profonde, dis-je à mon épouse, que j'ai vu cet illustre guerrier porter le sceptre des rois. Tout me prédit que cet instrument de la tyrannie causera incessamment sa perte et la ruine de la France. »* Mais, comme Percy ou Desgenettes, il suivra le nouveau maître jusqu'à la fin.

Les campagnes d'Autriche, de Saxe et de Prusse

Larrey, au sein de la Garde, suit la Grande Armée qui se rue vers l'Autriche. Il assiste à la reddition d'Ulm. À Austerlitz, en l'absence de Percy, il assure le service chirurgical jusqu'au milieu de la bataille. À Iéna où la Garde n'a pas donné, il participe encore à la prise en charge des blessés de la ligne. *« Il faut toujours commencer,* écrit-il, *par le plus dangereusement blessé, sans avoir égard au rang et aux distinctions ».* À Eylau, conservant une force surnaturelle, il opère pendant des heures dans une grange ouverte à tous vents par un froid de -14° sans avoir le temps de satisfaire aux plus pressants besoins que prescrit la nature ; il refuse de quitter ses blessés quand une attaque russe sème la panique.

Le lendemain, Napoléon, qui parcourt le champ de bataille, remarque qu'il n'a plus d'épée. *« Sire, elle m'a été volée »*, répond Larrey et, dans un geste magnifique, l'Empereur lui tend la sienne. Quelques jours plus tard, épuisé, Larrey tombe malade et il est soigné par Percy. Il est alors promu commandant de la Légion d'honneur, mais il éprouve deux déceptions : Dubois lui est préféré pour la fonction de chirurgien consultant de l'Empereur et, alors qu'il figure dans l'esquisse préparatoire du célèbre tableau de Gros, il est éclipsé par Percy dans la version définitive.

Après Friedland et Tilsit, Larrey rentre à Paris pour peu de temps : nommé chirurgien en chef de l'armée de Murat, il part pour l'Espagne en février 1808. Il connaît tous les dangers de cette campagne : le *dos de mayo*, l'évacuation de Madrid, la retraite. Lors de l'intervention de Napoléon, il est remplacé par Percy à la direction du service de santé. Épuisé et déprimé, il ne quitte l'Espagne qu'en avril 1809, mais contracte le typhus à



Larrey pratiquant une amputation.
Gravure. © akg/Science Photo Library.

La mort du général d'Hautpoul

Au cours de la célèbre charge d'Eylau, le général d'Hautpoul est grièvement blessé : un biscaïen lui a fracassé le fémur. Larrey écrit : *« C'était un cas d'amputation immédiate, mais ayant reçu l'avis d'un autre médecin, le général la refusa »* et, dans une note citée par Triaire, il accuse Percy : *« L'opération ne fut pas approuvée par M. Percy et par suite refusée par le général. Il fallut se contenter d'un pansement ordinaire. Ce fut son arrêt de mort. »* Or, dans son *Journal*, Percy donne une version des faits différente : *« M. Larrey achevait de le panser lorsque j'ai appris ce cruel accident. Le général voulait, en me serrant la main, qu'on défît l'appareil pour que je visse sa blessure ; M. Larrey se préparait à cet acte de complaisance, mais je n'y consentis point et répétai plusieurs fois au blessé que mon collègue était digne de toute sa confiance. »* Le lendemain, lorsque l'Empereur lui demande : *« Pourquoi ne lui avez-vous pas amputé la cuisse ? »*, Percy répond : *« C'est mon confrère Larrey qui l'a vu et pansé, et il m'a dit qu'il y avait beaucoup de chances pour la conservation du membre. »* Dans sa thèse, Larrey écrit : *« Le fracas du corps des os, produit par les balles ou les petits biscayens n'exige pas l'amputation »* et il cite le cas d'un soldat atteint comme d'Hautpoul d'une fracture comminutive du fémur, qu'il n'a pas amputé et qui a guéri en trois mois. »

Burgos. À son départ, il écrit : *« Je rendis compte de la situation favorable où je laissais ces hôpitaux »*, un optimisme que contredisent tous les témoignages dont celui de Percy qui déclare à la même date : *« Les mauvais soins, la malpropreté, le défaut de secours, la pénurie de linge, le manque de médicaments, le méphitisme des salles convertissent des hôpitaux hideux et dégoûtants en autant d'asiles de la mort ou, comme le dit le soldat lui-même, en vrais cimetières. »*

Essling et Wagram

Larrey ne reste que quelques jours à Paris et, dès le 22 avril, il repart pour une nouvelle campagne d'Autriche. À Essling, il ampute Lannes qui meurt d'infection treize jours plus tard. Dans l'île de Lobau où on manque de tout, il fait abattre les chevaux pour préparer le bouillon salé avec de la poudre à canon. À Wagram, il réalise de nombreuses amputations dont quatorze désarticulations de l'épaule avec douze guérisons et même la désarticulation coxo-fémorale *« en quatorze ou quinze secondes »*, dit-il, chez deux blessés qui n'ont pas survécu à cette terrible intervention.

En janvier 1810, Larrey reprend ses fonctions à l'Inspection générale et à l'hôpital du Gros Caillou. Il rédige trois tomes de ses *Mémoires* qui paraîtront début 1812. Par lettre patente du 31 janvier, il est fait baron d'Empire avec une dotation de 5 000 francs.

Place à Monsieur Larrey

Après un répit de deux ans, Larrey est nommé le 12 février 1812 chirurgien en chef de la Grande Armée en replacement d'Heurteloup et reçoit l'ordre de joindre Mayence. Avec Desgenettes, il organise

Boîte d'amputation.
Paris, musée du Val-de-Grâce.
© Musée du Val-de-Grâce.

les hôpitaux de l'arrière. Après un mois à Berlin, c'est le départ pour l'Est et le passage du Niémen le 24 juin. D'emblée les difficultés apparaissent : de Kovno à Wilna, la marche a été très pénible, les malades s'accumulent dans les hôpitaux improvisés, les chevaux meurent par milliers et les approvisionnements ne suivent plus. Dans les villes incendiées par les Russes, il n'y a plus de ressources. À Vitebsk, les chirurgiens doivent utiliser pour les pansements le linge des soldats et leur propre chemise ; à Smolensk, ils emploient les papiers des archives.

Il réalise deux cents amputations dont onze désarticulations de l'épaule.

Persuadé que l'armée ne s'avancerait plus guère dans le nord, Larrey laisse à Smolensk cinq divisions d'ambulance sur six avec tous ses chirurgiens, puis la sixième à Valoutina et ne garde avec lui que deux aides. Commencent alors les privations de toute espèce. À la veille de la bataille de la Moskowa, il doit réquisitionner quarante-cinq chirurgiens des corps de troupe. Au cours des deux jours suivants, à lui seul, il réalise deux cents amputations dont onze désarticulations de l'épaule. Le 14 septembre, il arrive à Moscou et, dans ses *Mémoires*, décrira l'effroyable incendie.

Larrey suit la dramatique retraite au sein de la Garde. Avec elle, il franchit la Bérézina, puis revient sur la rive opposée pour rechercher des caisses d'instruments.

Désarticulations de l'épaule et coxo-fémorale

Prônée par Larrey, cette intervention radicale et rapide est réputée moins douloureuse, mais elle laisse une épaule déformée sans possibilité de prothèse. Son bien-fondé est contesté par Percy qui rapporte son expérience de plus de deux mille amputations du bras : *« On a osé avancer qu'elle était bien moins dangereuse et d'une guérison beaucoup plus prompte que l'amputation ordinaire de ce membre. On se trompe et l'expérience prouve assez que cette assertion, malheureusement répétée en public par un chirurgien de beaucoup de mérite est dénuée de fondement. »* En 1811, Larrey, candidat à l'Académie des Sciences, présente un mémoire intitulé *Le succès de l'amputation du bras à son articulation de l'épaule*. Il est sanctionné par Percy et Pelletan et, lors du vote, il est battu par Deschamps ; il n'entrera à l'Institut qu'en 1829, vingt-cinq ans après sa première candidature.

Au cours de la campagne de Russie, deux blessés ont subi une effroyable mutilation coxo-fémorale, mais ont disparu lors de la retraite. En 1817, Larrey présente à la Société de médecine un blessé amputé par Guthrie à Waterloo. Il déclare : *« J'ai lieu de penser que la société sera convaincue que cette découverte m'appartient, ou plutôt appartient à la chirurgie française. »*

Il est submergé et *« près de périr dans la foule »*, mais il est reconnu et, littéralement *« porté par les soldats de l'un à l'autre »*, il se retrouve sur le pont.

Arrivé à Wilna, il tente d'organiser les hôpitaux mais, dès le lendemain, il doit fuir la ville en proie au pillage et au massacre : *« Wilna nous a été presque aussi funeste que la Bérézina. »* Épuisé, il arrive à Königsberg ; à Dantzig, il peut dresser le bilan de la campagne : sur 826 chirurgiens au départ, 412 sont morts ou disparus, 137 sont prisonniers ; il n'en reste donc qu'un tiers avec lesquels il fait la campagne de Saxe. Après Lützen et Bautzen en mai, ses résultats sont encore très satisfaisants : 22 000 blessés dont 972 amputés ; 9 700 guéris, 2 416 morts dont 10 % des amputés, 5 856 en invalidité totale, 4 029 en invalidité partielle.

Parmi ces cas, on relève un nombre important de blessés de la main et des doigts et, pour beaucoup de médecins et d'officiers, il s'agit de mutilations volontaires. Napoléon ordonne une sévère enquête suivie de sanctions, mais Larrey proteste : *« Sire, on vous trompe »*, clame-t-il, et l'Empereur lui enjoint de réunir un jury qui examine 2 632 blessés. Se basant sur l'inexpérience des jeunes soldats au maniement d'armes et sur la dangereuse position sur trois rangs, Larrey conclut : *« Il est physiquement impossible d'établir la moindre preuve qu'aucun des militaires visités se soit mutilé volontairement. »* L'Empereur accepte ses conclusions et déclare : *« Un souverain est bien heureux d'avoir affaire à un homme tel que vous. »*

Certes, il y avait parmi ces blessés de nombreux mutilés volontaires et plusieurs témoignages l'attestent dont le plus autorisé est celui de Percy qui, dès la campagne d'Espagne, demande que l'on mette à sa disposition pour en faire des infirmiers quatre cents de ces soldats mutilés volontairement ou par accident. Il reste que Larrey a sauvé la vie de ces enfants-soldats et la circulaire qu'il adresse quelques jours plus tard à ses collaborateurs est admirable : *« Le médecin est et doit être l'ami de l'humanité. En cette qualité, il doit toujours agir et parler en sa faveur. Vous devez toujours soigner et panser le coupable comme l'innocent et vous ne devez voir que l'organisme malade. Le reste ne vous regarde pas. »*

Après le désastre de Leipzig où il perd tout son matériel, c'est la retraite puis, après un court répit d'un mois, la campagne de France où il est d'une activité incessante, de La Rothière à Arcis-sur-Aube où il fait 70 amputations. À la ferme d'Hurtebise, il charge sabre au clair les cosaques qui menacent une ambulance où gisent 200 blessés.

Le 20 avril, Larrey assiste aux adieux de Fontainebleau. A-t-il offert à l'Empereur de le suivre en exil ? Si l'on en croit une note de ses *Mémoires* publiés en 1841, Napoléon lui aurait répondu : *« Vous appartenez à l'armée, vous devez la suivre ; ce n'est pas sans regret que je me sépare de vous »*, mais selon Soubiran, une lettre datée du 5 juin 1814 permet le doute : *« Je me serais volontiers offert à le suivre en supposant que mon offre lui fût agréable. »*

À la Restauration, il respire : *« J'entrevis enfin le terme de mes fatigues et des pénibles vicissitudes que je n'avais cessé d'essuyer jusqu'à ce moment. »* Comme tous les dignitaires de l'Empire, il prête allégeance au roi et, dès le 15 mai 1814, il

Larrey à la bataille de la Moskowa le 7 septembre 1812.
Huile sur toile par Louis-François Lejeune, détail (châteaux de Versailles et de Trianon).
© Rue des Archives/CCI.

demande à Louis XVIII de lui conserver ses deux emplois d'inspecteur général et de premier chirurgien de la Garde. Il obtient satisfaction et devient chirurgien en chef de la Maison militaire du roi.

Les Cent-Jours et Waterloo

Dès le retour de l'Empereur, Larrey se rend aux Tuileries pour lui offrir ses services, mais il éprouve une cruelle désillusion : c'est Percy, malgré son âge et son état de santé, qui est nommé chirurgien en chef de la Grande Armée. Il se retire chez lui et boude (le mot est de l'Empereur), mais Drouot parvient à le convaincre de reprendre les fonctions de chirurgien en chef de la Garde. Le 9 juin, il quitte Paris ; le 18, il est à Waterloo. Comme à son habitude, il s'expose en première ligne pour relever les blessés. Selon la légende, Wellington aurait remarqué cet imprudent et aurait déclaré : *« Je salue l'honneur et la loyauté qui passe »*, tout en ordonnant de ne pas tirer dans cette direction. Citée par Triaire dans une note non référencée, cette anecdote est douteuse : cette magnanimité ressemble bien peu au *Duc de fer* et, selon tous les témoins, la fumée était telle qu'on ne voyait pas à dix mètres.
Dangereusement avancé à la ferme de la Belle Alliance, Larrey voit sa retraite coupée par les Prussiens débouchant de Plancenoit : blessé, fait prisonnier, dépouillé, il est sur le point d'être fusillé, mais il est reconnu par un chirurgien prussien qui fait suspendre l'exécution. Il est amené à Blücher qui le fait libérer.

Reniement ou ralliement ?

Cette fois, l'aventure est bien finie et il faut sauver ce qui peut l'être : de Bruxelles, dès le 24 juin, Larrey écrit à Clarke, ministre de la Guerre et le prie de demander *« à Sa Majesté le Roi de France, dans quel point des Armées elle désire que je me rende »*, tout en qualifiant le Roi *« mon Auguste et Légitime Souverain »*. Le 21 novembre, il s'adresse à la commission d'examen du Service de santé et cherche à se disculper : il a fait la campagne de Waterloo *« malgré lui et sans titre spécial* […] *il lui fut intimé l'ordre de se rendre à l'armée* […] *il n'a jamais reçu aucune récompense ni du Roi, ni du dictateur* […] *il ne s'est jamais mêlé de politique. »*
Il termine ce long plaidoyer en protestant de sa soumission et de son entier dévouement au roi son souverain légitime et on comprend que cette lettre soit méconnue ou tronquée par les hagiographes de Larrey. Quelques jours plus tard, la commission émet un avis favorable et il est confirmé dans ses fonctions de chirurgien en chef de la Garde royale, mais il a perdu ses autres fonctions : l'Inspection du Service de santé a été supprimée et remplacée par un Conseil de santé dont il est écarté. De même, il n'est pas incorporé à l'hôpital militaire d'instruction du Val-de-Grâce rétabli le 1er juillet 1816. Il est dans la gêne et multiplie les démarches jusqu'en avril 1818 où un vote de la Chambre des députés lui rétablit la pension allouée depuis Lützen-Bautzen.
Déboires et satisfactions alternent alors : en 1818, sa candidature à l'École de Médecine échoue et, cinq fois candidat, il ne sera jamais professeur à la Faculté.

Portrait du baron Larrey.
Huile sur toile, école française (Paris, musée du Val-de-Grâce). © Archives Charmet/Bridgeman Images.

Ce caractère ombrageux n'est pas sans nuire à sa carrière et altérer sa vie familiale.

En 1821, il est nommé membre honoraire du Conseil de Santé, mais seulement avec voix consultative sur les questions importantes. La raison de ces échecs est sans doute la défiance de ses collègues qui l'estiment bien envahissant, *« aussi hâbleur à lui seul que trois Gascons ensemble »* (Jacob). De même, Percy écrit : *« M. Larrey, qui se fourre partout et qui partout porte son esprit remuant »* ou encore : *« Ce chirurgien serait plus intéressant et plus estimé s'il n'avait pas la fureur de vouloir être le maître partout. »*
Ce caractère ombrageux n'est pas sans nuire à sa carrière et altérer sa vie familiale : il régente sévèrement son fils Hippolyte et sa fille Isaure dont il contrecarre les aspirations amoureuses. Bourreau de travail, il veut tout faire lui-même et semble souvent incapable de déléguer à ses collaborateurs.
En 1820, Larrey est un des fondateurs de l'Académie de Médecine. En 1822, il prend connaissance du testament de Napoléon qui lui lègue la somme de 100 000 francs, une disposition assortie d'une petite phrase inoubliable : *« C'est l'homme le plus vertueux que j'ai connu. »*

Ces malades sont à moi

Lors des Trois Glorieuses, Larrey doit défendre ses blessés menacés par les émeutiers. À la porte de l'hôpital du Gros Caillou, il s'écrie : *« Ces malades sont à moi ; mon devoir est de les défendre. »*
Sous le règne de Louis-Philippe, il retrouve ses fonctions au Conseil de santé, puis, en 1832, il est nommé chirurgien en chef des Invalides. Il effectue alors plusieurs voyages ou missions, en Angleterre, en Belgique, en Italie ou dans le Midi où il enquête sur l'épidémie de choléra qu'il estime d'ailleurs non contagieux. En 1838, il est évincé des Invalides et, en 1840, il assiste au retour des Cendres de l'Empereur. Enfin, en 1842, il remplit une dernière mission en Algérie. Lors de son retour, il contracte une pneumonie à Toulon et décède à

Statue de Larrey à Tarbes.
Photo de l'auteur.

Lyon le 25 juillet 1842 sans avoir appris la mort de son épouse trois jours auparavant. Il est inhumé au cimetière du Père-Lachaise et ce n'est qu'en 1992 que ses restes sont transférés aux Invalides, conformément au vœu qu'il avait exprimé et que Soult, ministre de la Guerre, avait refusé.

Larrey interventionniste ?

L'interventionnisme de Larrey a été souvent discuté, à l'opposé de la prudence de Percy ou d'Yvan. Les témoins reconnaissaient l'ambulance de Larrey aux bras et aux jambes coupés entassés devant la porte et dénonçaient la fureur d'amputer qui régnait alors. Le nombre d'amputations qu'il a effectuées est considérable, supérieur même aux chiffres de Percy qui lui cède d'ailleurs volontiers cette malheureuse prérogative. En fait, la question ne se pose plus aujourd'hui : l'amputation précoce vise à gagner de vitesse l'infection, à sauver la vie du blessé en sacrifiant un membre. Plus tard, dès les premiers mois de la Grande Guerre, les blessés évacués vers l'arrière, selon les principes de l'époque, y arrivent exsangues, choqués et infectés, et la chirurgie de l'avant préconisée par Larrey sera reconnue indispensable.

Passionné d'enseignement, Larrey faisait constamment partager son expérience à ses élèves.

Les résultats de Larrey sont remarquables : il ne perd qu'un dixième de ses amputés. Cependant, ils ne concernent habituellement que les blessés de la Garde pour laquelle le chirurgien dispose des meilleures conditions en termes de personnel médical et infirmier, de matériel, de moyens de transport et d'hébergement. Dès le lendemain de la bataille, après Austerlitz ou Eylau et dans l'île de Lobau, il évacue ses blessés à l'arrière, leur faisant éviter les hôpitaux de la ligne où règnent le typhus, la gangrène et la pourriture d'hôpital, responsables d'une mortalité tardive souvent méconnue.

Larrey était aussi médecin : ses intuitions sur des questions purement médicales comme le tétanos, la peste ou la plique polonaise, sont tout à fait pertinentes. Passionné d'enseignement, il faisait constamment partager son expérience à ses élèves.

Larrey a été un homme exceptionnel dans des circonstances exceptionnelles. Par ses indéniables qualités de courage, d'endurance, d'abnégation, de désintéressement, il représente aujourd'hui le modèle même du chirurgien militaire. De l'épopée napoléonienne, il a partagé la gloire, mais aussi les épreuves, les déconvenues et *in fine* la lassitude. Par la pratique de l'amputation précoce, il a été le promoteur d'une chirurgie de l'avant, rapide et radicale, et aussi d'une médecine humanitaire ne tenant compte ni de la nationalité, ni du grade du blessé. Point n'est besoin pour autant de vouloir en faire l'inventeur des SAMU ou un précurseur d'Henri Dunant et des conventions de Genève. En 1825, à la mort de Percy, c'est Larrey qui prononce le discours au cimetière du Père-Lachaise et un témoin note : *« C'est le courage qui honorait le courage. »*

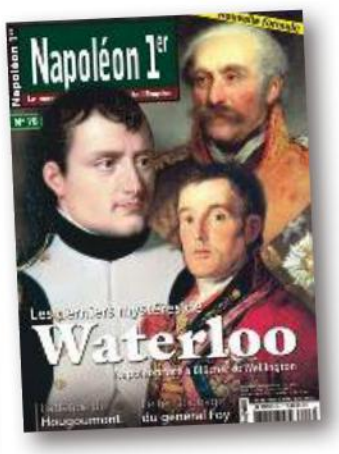
Bibliographie

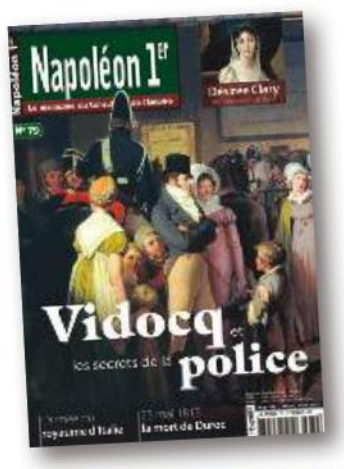
J. MARCHIONI, *Place à Monsieur Larrey, chirurgien de la Garde Impériale,* Arles, Actes Sud, 2003.

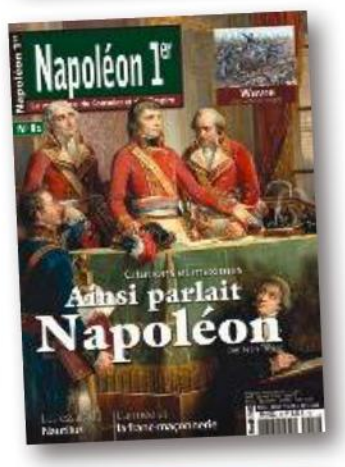
A. SOUBIRAN, *Le baron Larrey, chirurgien de Napoléon*, Paris, Fayard, 1966.

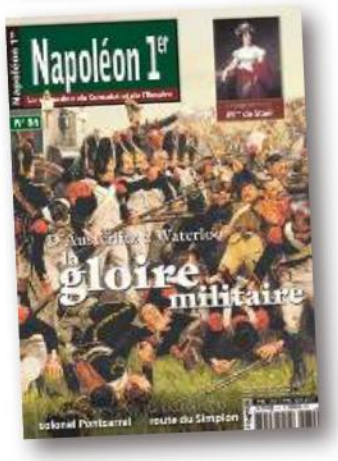
P. TRIAIRE, *Dominique Larrey et les campagnes de la Révolution et de l'Empire*, Tours, Mame, 1902.

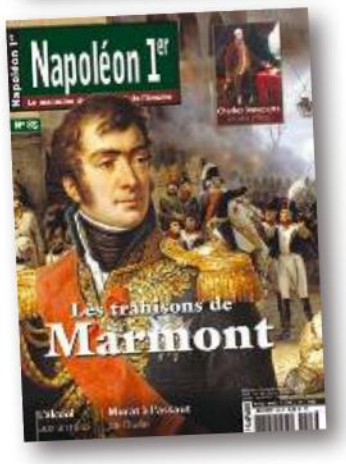
Collectionnez

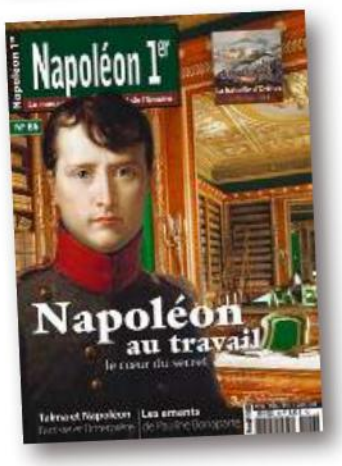


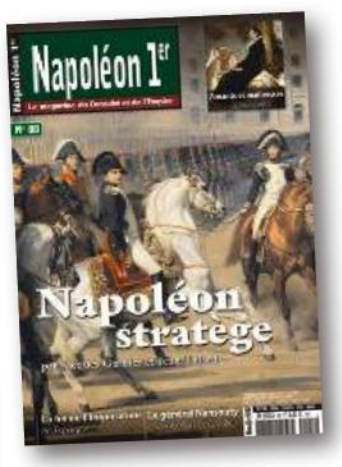












Napoléon 1er
Le magazine du Consulat et de l'Empire

74•	**Presse et communication. Un empereur médiatique**	9,90 €
75•	**De Golfe-Juan à Grenoble**	9,90 €
76•	**Les derniers mystères de Waterloo Napoléon face à Blücher et Wellington**	9,90 €
77•	**La campagne de Syrie : Bonaparte en Orient**	9,90 €
78•	**De l'entente à la rupture : Napoléon et le pape**	9,90 €
79•	**Vidocq et les secrets de la police**	9,90 €
80•	**Les grandes charges de la cavalerie à Austerlitz**	9,90 €
81•	**Ainsi parlait Napoléon**	9,90 €
82•	**Le maréchal Berthier**	9,90 €
83•	**Les fastes de la Cour impériale**	9,90 €
84•	**D'Austerlitz à Waterloo. la gloire militaire**	9,90 €
85•	**Les trahison de Marmont**	9,90 €
86•	**Napoléon au travail le cœur du secret**	9,90 €
87•	**Les origines familiales de Nabulio**	9,90 €
88•	**Napoléon stratège**	9,90 €
89•	**Napoléon s'empare de Venise**	9,90 €

COFFRET

Et conservez vos revues dans un coffret (capacité 6 nos) 12,20 € et 4 € de port

Nouveau format (à partir du n° 64)

Bulletin de commande

Napoléon 1er
Le magazine du Consulat et de l'Empire

Par internet :
www.hommell-magazines.com

○ **Veuillez m'adresser le(s) magazine (s) n° ..... pour un total de .....** €

○ **Je souhaite recevoir ..... coffret(s) (nouveau format) au tarif unique de 12,20** € **+ 4** € **de port et d'emballage pour un total de .....** €
(tarif Europe, autres destinations, nous consulter).

Je règle à l'ordre de SOTECA :

○ **Par chèque** ○ **Par carte bancaire N°** |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| **N°CVV** |_|_|_|

expire le |_|_| |_|_|

○ M ○ Mme ○ Mlle

Nom Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

Tel. .....

Email .....

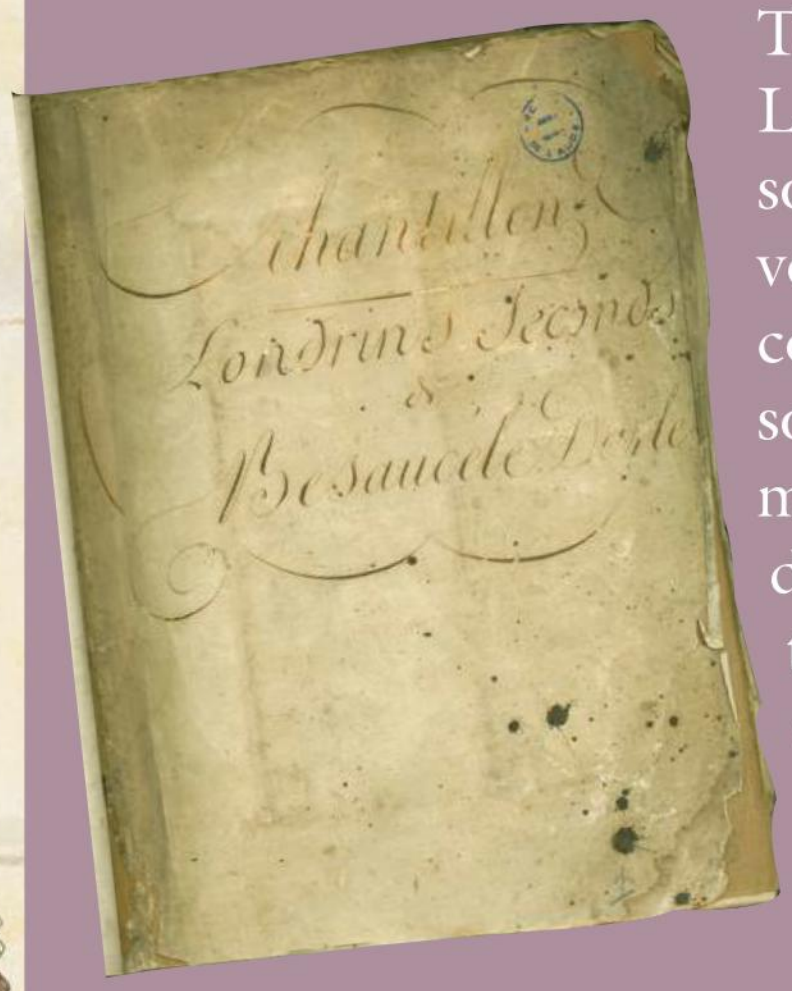
NAPO90

À compléter et à retourner avec votre règlement à :
Napoléon 1er
60643 Chantilly cedex

SARL SOTECA - 48/50 boulevard Sénard 92210 Saint-Cloud - RCS NANTERRE B 384 581 278 – Tél. : 01 45 36 20 41. Les informations recueillies sont nécessaires à la gestion de votre commande et sont communiquées aux prestataires qui en assurent le traitement. Conformément à la Loi Informatique et Libertés, vous pouvez y accéder, les rectifier et vous opposer à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection, en nous écrivant. Offre valable jusqu'au 30 avril 2019.

Infanterie de ligne, Premier Empire, projet pour la Grande Armée 1812.
Gouache, 1812, par Carle Vernet sous la direction de Bardin (extrait du *Règlement sur l'habillement des troupes de terre de l'armée française*, vol. 4., Paris, musée de l'Armée).
© akg-images.

Manufactures, tissus et uniformes *sous l'Empire*



Couverture du catalogue des échantillons (réf. 3 J 961). Photo de l'auteur.

Toutes les troupes françaises portent l'habit uniforme. Les cavaliers l'ont plus court que les fantassins, car ce ne sont que des habits-vestes. De 1800 à 1811, les habits vont en s'écourtant et se dégageant progressivement. La coupe de l'habit sera principalement réformée en 1812 sous l'inspiration du major Bardin ; jusqu'en 1812, l'armée française porte l'habit de type à la française. L'une des difficultés pour les amateurs d'uniformes, les collectionneurs et les figurinistes est de retrouver les « bonnes couleurs ». Découvert aux Archives départementales de l'Aude, à Carcassonne, un registre des années 1804-1815 présente justement des échantillons de tissus avec les noms : l'un des intérêts est la grande fraîcheur des éléments présentés.

Alain Pigeard /
docteur en histoire et docteur en droit

« *On devient l'homme de son uniforme* » (Napoléon). Le mot uniforme ne devrait s'entendre que du mode de confection, *unica forma*, mais il se dit de la même couleur et de la même qualité.

Quelques généralités

Les draps, les armes, le linge, la chaussure, l'équipement et le harnachement, tout en un mot est uniforme dans les troupes, et confectionné avec la même matière. C'est le moyen de n'avoir rien de bigarré, rien de disparate. Le coup d'œil d'un régiment en est bien plus régulier et plus beau. On tient beaucoup dans les corps à ce que l'uniforme soit strictement observé, aussi veille-t-on à ce que personne ne porte d'effets qui ne soient pas uniformes ou réglementaires. Les officiers, quoique s'entretenant de leur poche, ne sont pas libres, après dix heures du matin, de paraître en public vêtus autrement qu'il n'est prescrit. Quelle que soit leur fortune, ils ne peuvent ni enjoliver ni enrichir leurs habits, leurs armes, ni leur harnais. L'égalité la plus parfaite doit régner dans les rangs de l'armée si l'on veut y maintenir l'union. Il est des uniformes pour toutes les troupes, pour tous les grades, et pour toutes les positions dans lesquelles l'officier ou le soldat se trouve.

Des règlements fixent les couleurs, la forme et la coupe des vêtements, la largeur des broderies, mais dans la pratique les règlements sont loin d'être suivis. Le règlement du 1er vendémiaire an XII (24 octobre 1803) fixe l'uniforme des hauts officiers de l'armée. Le drap bleu est la couleur de base des uniformes de l'armée

Échantillons datés du 12 octobre 1806.
Photo de l'auteur.

française. En 1806, Napoléon, séduit par des projets d'économie et par la rareté de l'indigo, a l'idée de donner à l'infanterie l'habit blanc (*J.-M.* 1806/2, p. 15). C'est surtout en 1812 que la réforme principale touche l'armée avec l'apparition de l'habit-veste ; les dessins de Carle Vernet sur cette réforme ont fait l'objet de deux publications : la première par R. et J. Brunon sous forme de quarante-huit planches (*La Grande Armée de 1812*) ; la seconde par le musée de l'Armée de Paris en 2001, sous le titre *Uniformes napoléoniens* mais avec seulement soixante-seize planches sur deux cent quarante-quatre.

L'HABILLEMENT DES TROUPES

L'habillement des troupes est uniforme. Cependant, les couleurs et la coupe varient suivant l'arme et, dans chaque arme, les régiments sont distingués par la couleur ainsi que, parfois, la coupe des parements, des poches, des revers et des collets. Dans les régiments, un capitaine est chargé des problèmes d'habillement, il porte d'ailleurs ce nom. Le remplacement des effets se fait en fonction de leur durée réglementaire.

Dans le cadre du *Règlement portant instruction sur l'administration et la comptabilité, tant en deniers qu'en nature, de la première et de la seconde portion de la masse générale des corps de toutes armes* de février 1806, il est prévu une rubrique *Habillement neuf*, qui stipule, dans les articles 6 à 12 : *« 6 – Le maître tailleur prendra mesure à chaque homme, et se conformera strictement aux proportions prescrites par les anciens règlements, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. Le capitaine chargé de l'habillement tiendra la main à ce que le maître tailleur ne s'écarte pas du modèle qui aura été arrêté par le corps. 7 – Il sera en conséquence établi dans chaque corps un modèle d'habillement complet, lequel sera présenté à l'inspecteur général lors de sa revue ; et après qu'il aura été par lui agréé et revêtu de son cachet, le colonel demeurera responsable des changements qu'on pourrait y faire. 8 – Lorsque le gouvernement jugera à propos d'accorder des congés pendant l'hiver, et que ceux-ci les auront obtenus, seront destinés à être habillés de neuf dans l'année suivante, la mesure de leur habit leur sera prise avant leur départ. 9 – Tout l'habillement neuf sera essayé par les hommes auxquels il sera destiné, en présence du commandant de la compagnie et des officiers chargés de ce détail ; tout ce qui ne sera pas en règle sera réparé sur-le-champ aux frais du maître tailleur, qui doit répondre de la coupe et des façons. 10 – Le conseil d'administration réglera les salaires respectifs du maître tailleur et de ses ouvriers, sur le prix fixé pour les façons par le tarif mentionné en l'art. 3. 11 – Tout ce qui vient d'être prescrit pour la vérification et la distribution de l'habillement neuf, sera également observé pour la coiffure, ainsi que pour l'équipement, tant de l'homme que du cheval. 12 – Toutes les parties de l'habillement seront timbrées de l'année où elles auront été façonnées. Les habits et les vestes seront marqués sur le pli de derrière, et les culottes sur le côté droit extérieur de la*

Soldat d'infanterie de ligne 1807 en uniforme blanc.
Figurine par Bruno Leibovitz.
© DeAgostini/Leemage.

ceinture. Toute la buffleterie, les havre-sacs, les portemanteaux et autres effets d'équipement, tant de l'homme que du cheval, seront marqués du n° de l'homme et des lettres alphabétiques qui seront affectées à chaque compagnie » (S.H.D Xs 82 à 92 et *J.-M.* 1806/1, p. 17).

La durée de l'habillement

La durée des effets d'habillement est déterminée, ainsi que la quantité d'étoffe qui convient pour leur fabrication. La durée de la « veste » de drap bleu est de deux ans et trois pour le blanc ; la culotte de tricot, un an ; la capote ou redingote de drap beige, trois ans ; dans la légère l'habit-veste et le gilet deux ans ; dans l'artillerie à pied l'habit, deux ans et demi ; dans les troupes à cheval, l'habit quatre ans, le surtout deux ans et le manteau neuf ans ; pour les chapeaux, la durée est de deux ans ; quatre ans pour le shako ; dans les troupes à cheval, shako et bonnet d'oursin six ans ; le casque pour les dragons, dix ans ; la giberne, le porte-giberne, le porte-mousqueton, le mousqueton et la carabine, le tablier de sapeur, vingt ans ; dans les troupes à cheval, le manteau, le porte-manteau, la housse, neuf ans ; la couverture en laine, la schabraque, huit ans ; la selle, vingt ans ; les bottes, deux ans ; la pelisse et le dolman, quatre ans ; la culotte de peau, un an.

Échantillons datés du 22 mai 1806.
Photo de l'auteur.

La fabrication et les fournisseurs

Le directoire de l'habillement est chargé de donner son avis sur les marchés à passer pour l'habillement des troupes, d'examiner la quantité des étoffes, et de transmettre aux fabricants les ordres du ministre pour les fournitures. Ces marchés déterminent les quantités et le prix, ainsi que les qualités et les proportions des draps, étoffes, toiles et autres objets ; ils font connaître le nombre des fils dont la chaîne des draps et autres étoffes est composée, le lieu de la fabrique, le nom du fabricant, du manufactutrier, ouvrier ou commissionnaire chargé de les fournir ; ils indiquent aussi le prix de l'emballage et celui du transport ; enfin, ils contiennent toutes les clauses qui peuvent assurer aux corps un service aussi bon que régulier.

Les entreprises sont spécialisées : certaines produisent des draps communs, d'autres des draps fins ou des couvertures.

Il y a aussi des inspecteurs pour surveiller la fabrication des étoffes destinées à l'habillement des troupes. Les inspecteurs sont au nombre de trois : le premier pour les fabriques de Lodève, Clermont-l'Hérault, Villeneuvette, Saint-Chinian et autres des départements de l'Hérault, de l'Aveyron et de la Lozère ; le second pour les fabriques de l'ancien Dauphiné, du Piémont et de Gênes ; le troisième pour les fabriques du Nord et de l'Ouest. Sous l'Empire, les principales manufactures du département de l'Aude sont nombreuses et situées à Carcassonne (trente), Limoux (quarante), Chalabre (vingt-huit), Cenne-Monestiès (vingt-cinq), Bize, Montolieu, Pennaudier ; ce sont en grande partie des entreprises familiales. Celles-ci sont spécialisées : certaines produisent des draps communs, d'autres des draps fins ou des couvertures. Les Archives départementales de l'Aude possèdent un catalogue présentant des échantillons de tissus de la manufacture de M. Besaucèle-Darles de Carcassonne, pour la période 1803-1827 (réf. 3 J 961).

D'autre part, on trouve un état indicatif des principales manufactures, où se fabriquent les marchandises propres à l'habillement des troupes, publié dans le *Journal Militaire* (*J.-M.* an XIV, p. 330). Drap : Lodève, Liège, Hodimont, Lyon, Vienne, Tours, Vire, Strasbourg, Bischwiller ; tricot : Fayel, Pont-de-Camaris, Crest, Saint-Affrique, Viviers, Tournon, Lyon, Beauvais, Tours, Liège, Metz, Nancy, Strasbourg ; toile : Gand, Bellême, Mamers, Hazebrouck, Abbeville, Yvetot ; boutons : Paris, Lyon, La-Charité-sur-Loire.

Échantillons datés du 25 février 1808.
Photo de l'auteur.

Un exemple : les chevau-légers lanciers de la Garde

L'étude du vaste dossier, cité ci-après en référence, nous donne d'intéressants renseignements sur les fournisseurs parisiens des différents besoins du régiment des chevau-légers lanciers de la Garde impériale. Les étuis de « czapkis » et de plumets sont fournis par M. Dupouvillon ; les selles, surfaix, licols *(sic)*, schabraques, têtières par M. Seillard ; le drap bleu de première qualité par *« Barbaud frères »* à Paris, rue Neuve des Petits-Champs ; le remplacement des « czapkis » en 1811 par *« Chardon fils »,* fabricant de chapeaux à Paris, rue de la Monnaye ; les boutons par M. Sauer, fabricant à Paris, rue Saint-Denis ; les couvertures par M. Bacot, fabricant à Paris ; les plumets par M. Dufrenel, fabricant à Paris, 10 rue Saint-Denis ; les peaux de veaux, par Edme-Noël Raoul, marchand de cuir, rue Saint-Denis à Paris et par Huguet, marchand, 20 rue du Fer à Moulin ; les toiles (d'Abbeville, blondine, écrue, d'Alençon) par *« Destors fils »*, marchand à Paris, rue royale, enclos Saint-Martin, n° 20 ; les passementeries, par *« Hébert et C^ie »*, négociant à Paris, 14 rue Saint-Sauveur ;

les gants à crispins et gants courts, les «caleçons» de peau par Gerel, marchand chamoiseur à Paris; les coiffes et étuis en toile cirée, les flammes de lances et les chemises par M. Dupouvillon, négociant, 24 rue Quincampoix; les uniformes et menues fournitures (en 1814) par M. Költz, maître-tailleur: *kourtkis (sic)*, pantalons de voyage, pantalons d'uniforme, gilets unis, vestes d'écurie, bonnets de police, sous-pieds, redingotes, manteaux; la toile, le treillis blanc par M. Destors, marchand rue royale, enclos Saint-Martin, n° 20 (S.H.D Xab 41).

Échantillons datés du 27 août 1808.
Photo de l'auteur.

Les prix et le service de l'habillement

En application du nouveau règlement de 1812, les prix de l'habillement et de l'équipement sont les suivants: bas de fil: 1,80 F; bonnet de police: 3,83 F; bretelle de fusil: 1,01 F; caleçon: 2,07 F; capote: 24,63 F; chemise: 4,50 F; col noir: 0,40 F; épinglette: 0,10 F; giberne: 4,40 F; gilet à manches: 11,81 F; guêtres (demi) grises: 1,80 F; guêtres (demi) noires: 2,90 F; habit veste: 24 F; havresac: 7,80 F; pantalon de toile: 3,05 F; pantalon de tricot blanc: 9,63 F; porte-giberne: 4,40 F; shako: 9,40 F; souliers: 5 F; tournevis: 0,30 F.

Le service de l'habillement est un service de peu d'importance au quartier général; il est dirigé par l'inspecteur général De Riccé, assisté de deux inspecteurs, deux gardes-magasins et un aide. Cette administration est chargée de la garde, de la réparation et de la distribution des effets affectés à ce service; elle ne doit avoir d'autres établissements que des magasins susceptibles de se subdiviser en autant de dépôts qu'il y aura de corps agissant séparément. Des ouvriers spécialisés sont attachés à chacun des magasins ou dépôts. Un décret du 16 mars 1812 règle les envois à faire par les dépôts aux bataillons de guerre. Chaque dépôt doit envoyer les effets d'habillement et d'équipement nécessaires pour assurer les remplacements jusqu'au 1er avril 1813, et comme linge et chaussures deux paires de souliers et une chemise par homme de l'effectif; deux paires de guêtres et deux paires de bas pour la moitié de l'effectif; un havresac pour le quart de l'effectif. Les effets doivent être emballés dans des caisses ou des tonneaux.

Infanterie de ligne, grenadiers en veste.
Gouache, 1812, par Carle Vernet sous la direction de Bardin (extrait du *Règlement sur l'habillement des troupes de terre de l'armée française*, vol. 4., Paris, musée de l'Armée).
© akg-images.

La réforme de l'habit blanc

Le 8 ventôse an XIII (13 février 1805), Napoléon décide que le 3e bataillon du 18e de ligne et le 3e bataillon du 4e régiment d'infanterie légère seront habillés suivant les nouveaux modèles. L'habit blanc fait donc son retour dans l'infanterie; le décret du 25 avril 1806 (*J.-M.* 1806/1, p. 176) précise que les régiments d'infanterie de ligne portant les numéros suivants seront habillés en drap blanc, savoir: 3, 4, 8, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 27, 28, 32, 33, 34 et 36. Les remplacements commenceront en 1807, de manière à ce que l'habillement en blanc soit complet en 1809. Le décret du 24 juillet 1806 (*J.-M.* 1806/2, p. 14) donne les couleurs distinctives et les caractéristiques des cent douze régiments d'infanterie de ligne.

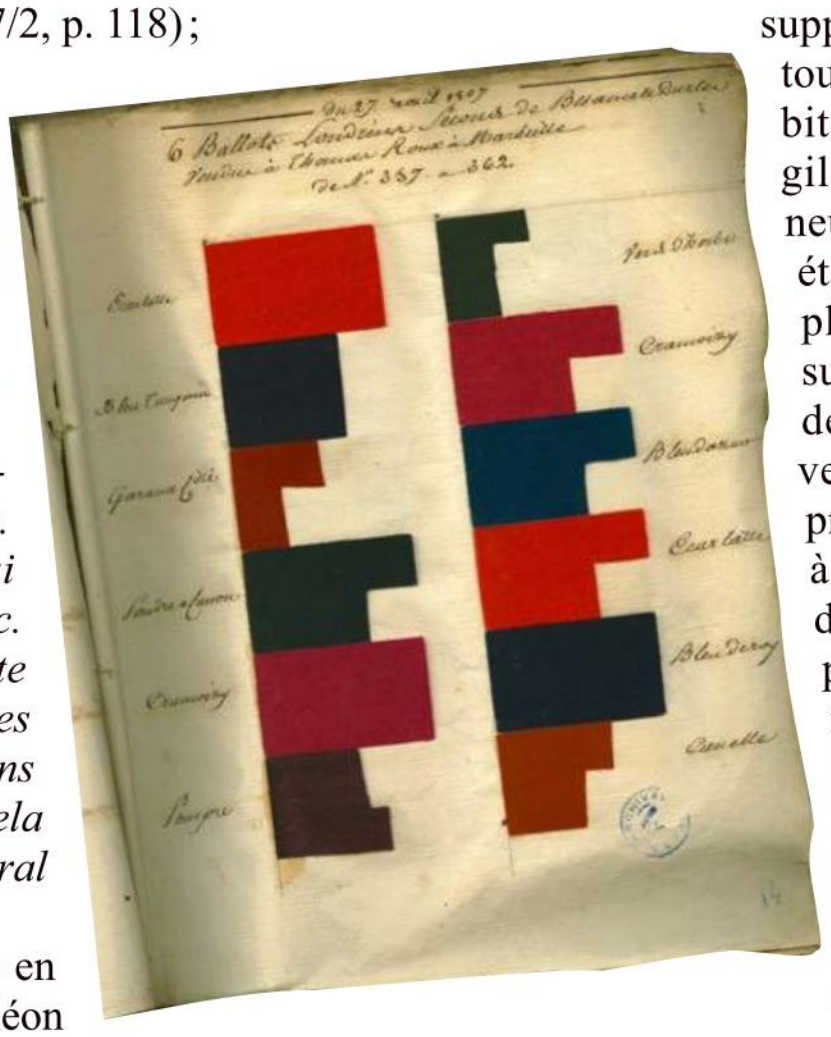
Couleurs distinctives par numéro de régiments (selon le règlement portant réforme sur l'habit blanc)

A*	B	C	D	E	F	G	H	
1er	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	Vert impérial
9e	10e	11e	12e	13e	14e	15e	16e	Panne noire
17e	18e	19e	20e	21e	22e	23e	24e	Écarlate
25e	26e	27e	28e	29e	30e	31e	32e	Capucine
33e	34e	35e	36e	37e	38e	39e	40e	Violet
41e	42e	43e	44e	45e	46e	47e	48e	Bleu céleste
49e	50e	51e	52e	53e	54e	55e	56e	Rose
57e	58e	59e	60e	61e	62e	63e	64e	Aurore
65e	66e	67e	68e	69e	70e	71e	72e	Bleu foncé
73e	74e	75e	76e	77e	78e	79e	80e	Jonquille
81e	82e	83e	84e	85e	86e	87e	88e	Vert-de-pré
89e	90e	91e	92e	93e	94e	95e	96e	Rouge garance
97e	98e	99e	100e	101e	102e	103e	104e	Cramoisi
105e	106e	107e	108e	109e	110e	111e	112e	Gris-de-fer

*Répartition des couleurs distinctives par colonne. Colonne A : revers, parements, collet, boutons jaunes et poches en travers. Colonne B : revers, parements, boutons jaunes et poches en travers. Colonne C : revers, collet, boutons jaunes et poches en travers. Colonne D : parements, collet, boutons jaunes et poches en travers. Les colonnes E, F, G, H sont constituées sur le même principe que les quatre premières mais avec les boutons blancs et les poches en long.

Dans la pratique, cet uniforme est une catastrophe au niveau de l'entretien. Dès 1807, c'est la fin théorique de l'habit blanc (*J.-M.* 1807/2, p. 118) ; en revanche, le 15e de ligne porte toujours cet uniforme en Espagne en octobre 1808. Ce fait est confirmé par Castellane qui se trouve dans la péninsule Ibérique en 1808 : *« Les régiments provisoires avaient pris définitivement rang dans l'armée, à la suite des corps de ligne déjà existants ; ils avaient encore des uniformes avec des numéros différents. Quelques-uns des détachements qui les composaient étaient en habit blanc. L'Empereur avait voulu donner cette couleur à l'infanterie ; il y renonça. Ces habits étaient sales à la guerre ; dans les actions, le sang se voyait trop, cela produisait un mauvais effet sur le moral du soldat. »*

Le 15e de ligne fait cette campagne en habit blanc. Le 11 juillet 1808, Napoléon écrit à son ministre Dejean : *« La couleur bleue est la meilleure de toutes les couleurs ; d'ailleurs c'est celle sous laquelle nous sommes connus en Europe. S'il y a impossibilité de conserver le bleu, vu la rareté de l'indigo, je préfère le blanc à tout autre couleur »* (*C.N.* 1808, n° 18532).



Échantillons datés du 27 avril 1807.
Photo de l'auteur.

Les différents types d'habits

L'habit-dolman des chasseurs à cheval est supprimé en 1806 ; il est remplacé par le surtout, qui prend alors la dénomination d'habit-surtout ; on ajoute en même temps un gilet d'écurie croisé, à manches, en drap neuf, ce qui fait que le gilet d'écurie, qui était confectionné avec le vieux surtout, n'a plus lieu depuis cette époque. Cet habit-surtout est lui-même remplacé, d'après le décret du 7 février 1812, par un habit-veste. L'habit-dolman est également supprimé dans tous les autres corps de troupes, à l'exception des hussards, par les décrets des 19 janvier et 7 février, et est remplacé par l'habit-veste (Le Goupil, notes, 3).

L'habit long est supprimé pour toutes les troupes indistinctement, à l'exception des compagnies de réserve, par les décrets des 19 janvier et 7 février 1812.

L'habit de l'infanterie de ligne, pour le temps qu'il est distribué en blanc, dure trois ans. La durée de deux ans et demi, portée dans les colonnes d'artillerie à pied, sapeurs, et canonniers vétérans, est fixée par le décret du 25 avril 1806 ; avant cette époque, cette durée n'est que de deux ans. L'habit des compagnies de réserve, étant fourni en drap blanc, doit durer trois ans (Le Goupil, notes, 1).

Les textes principaux

L'arrêté du ministre de la Guerre du 4 brumaire an X (26 octobre 1801) donne l'état des dimensions des effets confectionnés de toute nature, dont les troupes doivent se pourvoir sur leurs masses, conformément à la loi du 26 fructidor an VII, et à l'arrêté des Consuls de la République, du 9 thermidor an VIII (Le Goupil, p. 12). Le *Règlement sur les uniformes des généraux, des officiers des états-majors des armées et des places, des officiers du corps du génie, des inspecteurs aux revues, des commissaires des guerres, des officiers réformés, des officiers jouissant de la solde de retraite, des officiers de santé, et des membres de l'administration des hôpitaux militaires* est indiqué dans le *J.M.* (an XII/1 pp. 213 à 244). Le décret impérial du 19 janvier 1812 fixe l'uniforme des troupes à pied (*J.-M.*, 1812/1 p. 5 et Le Goupil, p. 222). Le décret impérial du 7 février 1812 fixe l'*Habillement des troupes à cheval* (*J.-M.*, 1812/1 p. 42 et Le Goupil, p. 233).

2e régiment de cuirassiers. **Gouache, 1812, par Carle Vernet sous la direction de Bardin (extrait du Règlement sur l'habillement des troupes de terre de l'armée française, vol. 4., Paris, musée de l'Armée).** © akg-images.

L'habit-surtout est accordé aux cuirassiers dès 1809 ; il remplace l'habit-veste. Le décret du 7 février 1812 ayant assigné de nouveau l'habit-veste aux cuirassiers, l'habit-surtout se trouve supprimé depuis cette époque. L'habit-surtout est également accordé aux chasseurs à cheval depuis 1806 ; il remplace alors l'habit-dolman. Le décret du 7 février 1812 ayant affecté l'habit-veste aux chasseurs, l'habit-surtout se trouve pareillement supprimé depuis cette époque (Le Goupil, notes, 4).

Le texte du décret du 15 juillet 1811, sur la création des régiments de chevau-légers, porte **un habit-court au lieu d'un habit-veste.**

L'habit-veste des cuirassiers est supprimé en 1809 ; il est remplacé par le surtout, qui a pris la dénomination d'habit-surtout ; on a ajouté en même temps un gilet d'écurie, en drap neuf, ce qui fait que le gilet d'écurie qui est confectionné avec le vieux surtout, n'a plus lieu depuis cette époque : cet habit-veste leur est de nouveau rendu par le décret du 7 février 1812.

Le texte du décret du 15 juillet 1811, sur la création des régiments de chevau-légers, porte un habit-court au lieu d'un habit-veste ; il doit être de drap vert, pour les six premiers régiments, et bleu pour les trois autres. Mais le décret du 7 janvier 1811 lui donne définitivement la dénomination, savoir, d'habit-veste aux six premiers régiments et de kurtka aux trois autres. L'habit-veste est accordé, par les décrets du 19 janvier et 7 février 1812, à toutes les troupes tant à pied qu'à cheval, à l'exception pourtant des trois derniers régiments des chevau-légers et des compagnies de réserve (Le Goupil, notes, 2).

Bibliographie

Archives départementales de l'Aude : dossier 3J 961.

Journal militaire, 1790-1814.

LE GOUPIL, *Manuel de l'Administration et de la vérification des masses d'habillement*, Paris, Magimel, 1812.

Vincent BOURGEOT, « L'étoffe des héros : l'habit blanc », *Soldats napoléoniens,* n° 11, septembre 2006.

Roger FORTHOFFER, pl. 51 à 60.

Pierre JUHEL, « L'habit blanc », *Soldats napoléoniens,* n° 11, septembre 2006 ; « L'habillement de l'armée d'Espagne », *Soldats napoléoniens,* n° 18, juin 2008.

Alain PIGEARD, « Les Bleus sous l'habit blanc », *Tradition,* n° 107.

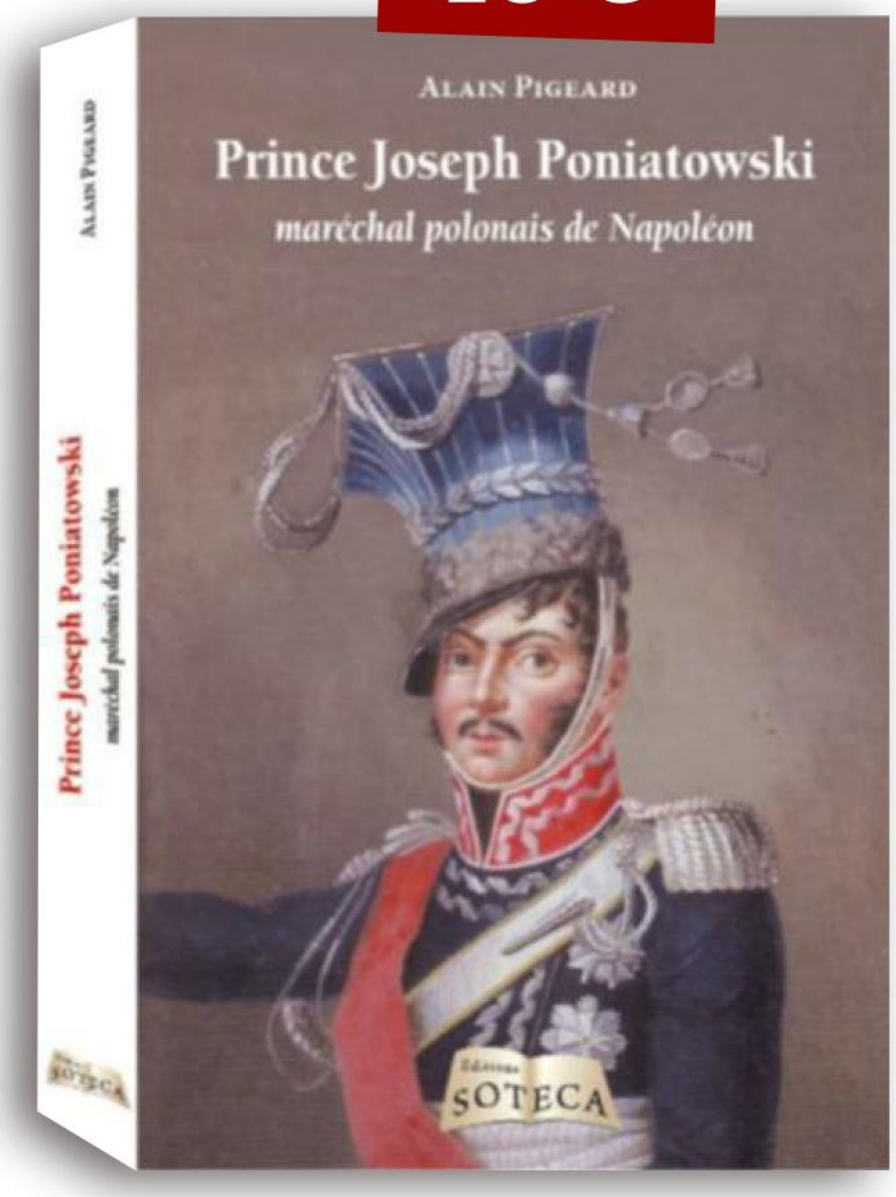
NOUVEAUTÉ

Éditions SOTECA

LIVRE

19 €

Joseph Poniatowski réunissait au plus haut degré les qualités qui font plaire, celles qui font aimer, celles qui commandent l'estime et souvent l'admiration. Homme aimable, tendre ami, excellent citoyen, intrépide soldat, chef habile en tous temps, et, dans toutes les occasions, homme loyal et preux chevalier. Le surnom de « Bayard polonais » a été attribué à celui qui a toujours fait preuve de fidélité envers la Pologne, la France et Napoléon. Bien que maréchal d'Empire pendant cinq jours, il est entré dans la légende napoléonienne. Sa dernière biographie, en français, remonte à quatre-vingt quinze ans ! Il convenait de revoir la vie de ce héros sous un jour nouveau, en incluant d'indispensables annexes, sources, bibliographie, cartes, notes et iconographie.



Alain Pigeard est né à Dijon en 1948. Juriste de formation, il a enseigné cette matière, mais sa réelle passion est l'histoire napoléonienne. Docteur en Histoire en Sorbonne, il est l'auteur de soixante ouvrages dont les classiques Dictionnaire de la Grande Armée, Dictionnaire des Batailles de Napoléon, L'Armée Napoléonienne, La Garde Impériale, L'Allemagne Napoléonienne *et dernièrement* l'Histoire de la Grande Armée. *C'est le créateur de la reconstitution historique napoléonienne en France en 1984. Président du Souvenir Napoléonien depuis 2012, il est conférencier et guide sur les sites napoléoniens. En 2009, la Légion d'honneur a récompensé l'ensemble de son œuvre.*

Format 15 x 23 cm – 237 p.

Bulletin de commande

Éditions SOTECA

Par internet :
www.hommell-magazines.com

○ **Je souhaite recevoir le livre Prince Joseph Poniatowski, maréchal polonais de Napoléon au prix de 19 €**

Je règle à l'ordre de SOTECA :

○ **Par chèque** ○ **Par carte bancaire N°** |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| **N°CVV** |_|_|_|

expire le |_|_| |_|_|

○ M ○ Mme ○ Mlle

Nom Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville.....

Tel. .....

Email .....

NAPO90

À compléter et à retourner (ou photocopie) avec votre règlement à :

SOTECA
60643 Chantilly cedex

SARL SOTECA - 48/50 boulevard Sénard 92210 Saint-Cloud - RCS NANTERRE B 384 581 278 – Tél. : 01 45 36 20 41. Les informations recueillies sont nécessaires à la gestion de votre commande et sont communiquées aux prestataires qui en assurent le traitement. Conformément à la Loi Informatique et Libertés, vous pouvez y accéder, les rectifier et vous opposer à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection, en nous écrivant. Offre valable jusqu'au 30 avril 2019.

PATRIMOINE

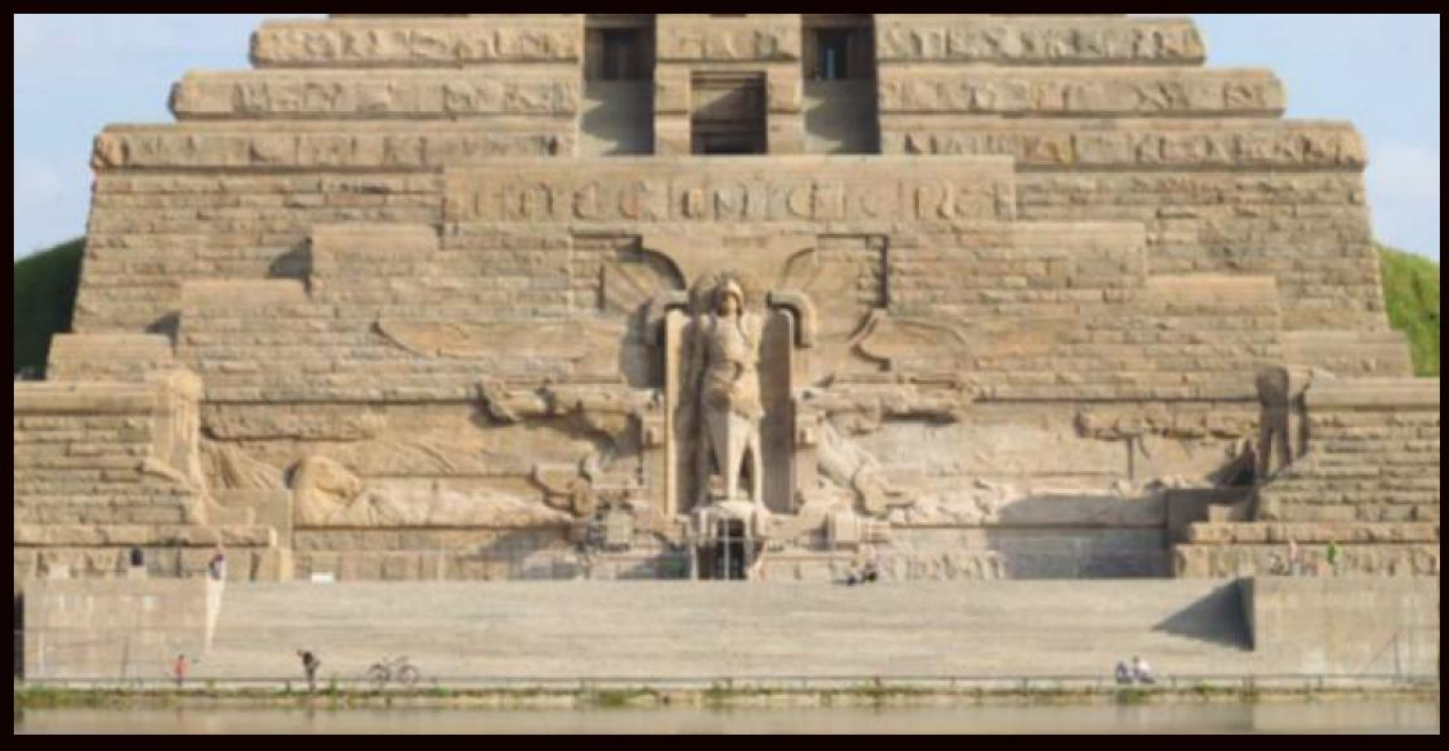
Le monument de la bataille *de Leipzig*

La victoire coalisée à Leipzig (16-19 octobre 1813) avait déjà été commémorée par un certain nombre de monuments érigés par une association locale, l'Association pour la célébration du 19 octobre (*Verein zur Feier des 19. Oktobers*). De 1847 à 1863, celle-ci avait érigé sept grands monuments sur les lieux des phases importantes de la bataille. En outre, le docteur Theodor Apel, un des membres de cette association, avait placé une cinquantaine de stèles marquant les positions des unités pendant la bataille. Mais il manquait encore, pour célébrer la plus grande bataille de l'Histoire à cette date, un monument grandiose qui serait l'expression, non pas d'une volonté locale, mais nationale, au moment où le nationalisme allemand était en plein essor.

La création d'un monument « national » avait toujours rencontré certaines difficultés dues au fait que Leipzig est situé en Saxe, et que, jusqu'au troisième jour de cette bataille, la Saxe avait été l'alliée de l'Empire ! Les projets d'après 1815 et de 1863 furent vite abandonnés. À partir de 1895, on organisa des concours et de nombreux projets furent soumis, mais aucun ne répondait vraiment aux souhaits du président de la *Ligue des Patriotes*, Clemens Thieme. On confia finalement le projet à l'architecte berlinois Bruno Schmitz, qui avait réalisé le monument de Kyffhäuser ou monument *Barbarossa*.

La première pierre fut posée le 18 octobre 1895 au sud-est de la ville, à un des endroits les plus disputés du 18 octobre 1813, sur un terrain de 42 500 m² offert par la ville. Dans son projet, Schmitz dut inclure de nombreux éléments imposés par Clemens Thieme, le maître d'ouvrage. Le premier écueil fut de régler des problèmes de stabilité. Il fallut déplacer 82 000 m³ de terre. On édifia ensuite de

Le monument s'élève à 91 m et se reflète dans le « *lac des larmes* ».
© Dominique Timmermans.



Vue complète de la façade, avec les bas-reliefs de part et d'autre de saint Michel, surmonté du « *Gott mit uns* ».
© Dominique Timmermans.

gigantesques échafaudages pour la réalisation du bâtiment, qui devait s'élever à 91 m. La fin des travaux fut célébrée le 18 octobre 1911 et la clé de voûte posée le 13 mai 1912. L'inauguration solennelle eut lieu le 18 octobre 1913, en présence du *kaiser* Guillaume II et de nombreuses personnalités.

L'entrée se situe entre les roues du char de l'archange Michel, saint patron des soldats, dont la gigantesque statue domine la façade. La sculpture de Christian Behrens est surmontée de l'inscription : *« Gott mit uns »*. De part et d'autre de cette statue se trouvent des bas-reliefs de 19 m sur 30 où l'on voit un cheval, des serpents et de nombreux soldats morts et nus. Aux deux extrémités, on aperçoit des drapeaux ; un de ceux de gauche est surmonté d'une aigle, ceux de droite, de la croix de Fer. Au-dessus, des figures allégoriques féminines représentent la furie de la guerre. Deux aigles survolent la scène. La coupole est entourée de douze gigantesques statues de chevaliers.

L'intérieur du monument est appelé *Ruhmeshalle* ou hall de la gloire. L'acoustique y est réputée extraordinaire et on y organise donc régulièrement des concerts. Au centre de la crypte, qui est entourée de huit groupes de deux chevaliers en armure, on trouve un cénotaphe pour tous les morts de la bataille. Au premier étage, quatre gardiens de 9,50 m veillent les morts. Ces gardiens sont la personnification des *« vertus du peuple allemand dans les guerres de Libération »* : la bravoure, la conviction religieuse, la force du peuple et l'esprit de sacrifice. Pour ces statues, le sculpteur Franz Metzner s'est inspiré des colosses de Memnon à Thèbes. La hauteur sous la coupole est de 68 m. Celle-ci est ornée d'un bas-relief comptant 324 cavaliers. Cinq cents marches conduisent à une terrasse qui donne une vue sur le sud de la ville et ses environs.

L'ouvrage a une masse totale de 300 000 tonnes et on utilisa pour sa réalisation 26 500 blocs de porphyre granitique de Beucha. Tout l'édifice se reflète dans un grand lac artificiel de 192 m sur 79, appelé *« lac des larmes »*. Une importante campagne de restauration a été entamée en 2003, avec une fin projetée pour le bicentenaire. Ce délai a été respecté pour le monument lui-même, même si quelques aménagements se prolongeront jusque 2019. Depuis la restauration, il est possible d'accéder à la terrasse en ascenseur.

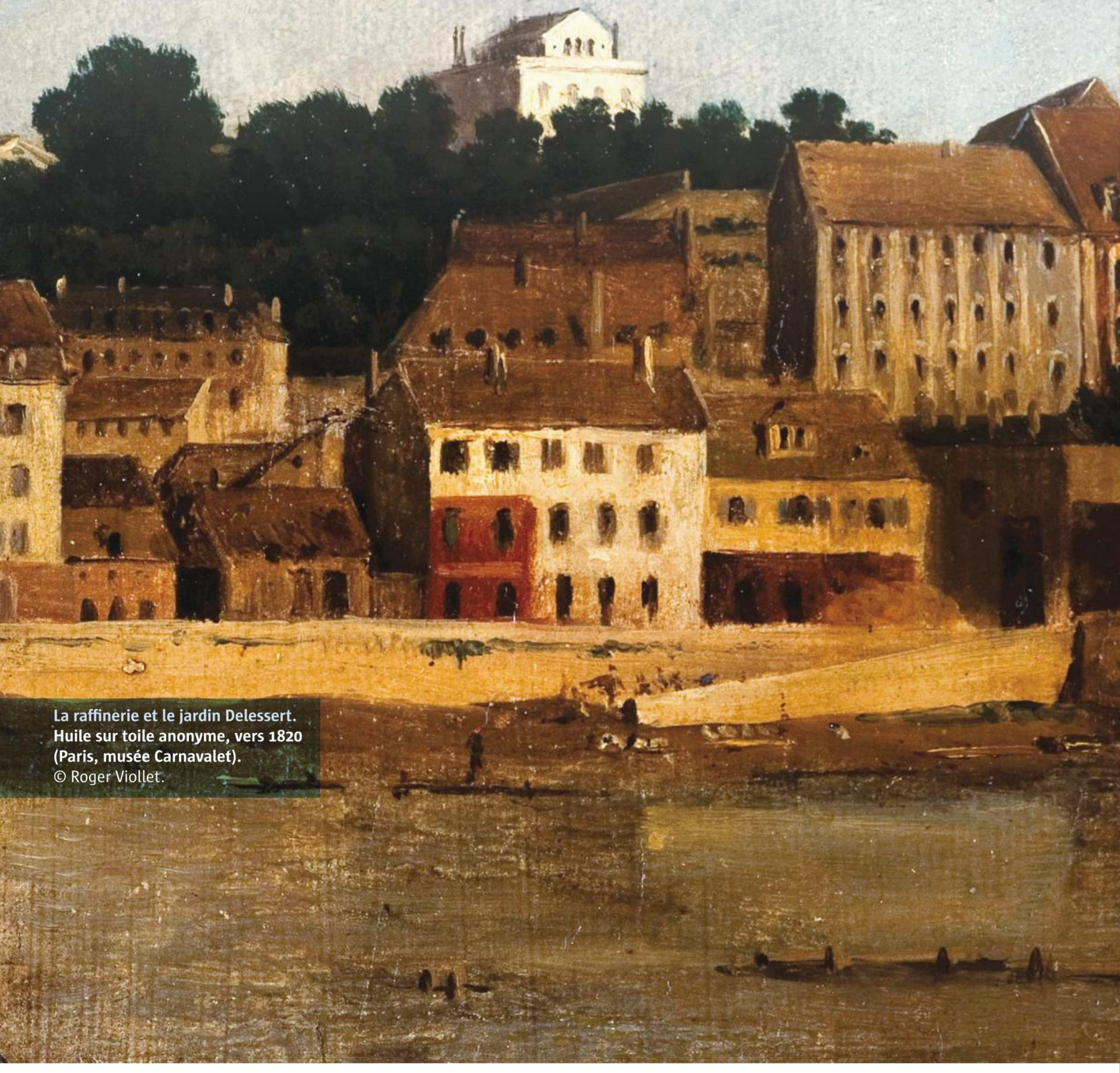
Dans l'aile droite, au pied du monument, on trouve le Forum 1813, musée de la bataille, inauguré en 1999. On y remarque de nombreux objets intéressants : armes, uniformes, documents, etc. On notera particulièrement la selle et les pistolets du prince Poniatowski, ainsi qu'un authentique et unique uniforme de *baschkir*.

Dominique Timmermans / historien

Quatre gardiens, personnifications des vertus du peuple allemand, veillent les morts.
© Dominique Timmermans.

La crypte avec un cénotaphe pour tous les morts de la bataille. Elle est entourée de huit groupes de deux chevaliers en armure.
© Dominique Timmermans.

Benjamin Delessert et le sucre de betterave



La raffinerie et le jardin Delessert. Huile sur toile anonyme, vers 1820 (Paris, musée Carnavalet).
© Roger Viollet.

Le blocus continental décrété à Berlin par Napoléon le 21 novembre 1806 a pour but de ruiner le Royaume-Uni en empêchant tout commerce entre les îles Britanniques et le continent du Portugal à la Russie. La riposte anglaise ne se fait pas attendre en interdisant à tout navire non britannique d'accoster en Europe à partir du 11 novembre 1807. L'industriel Delessert, possesseur d'une filature de coton et d'une raffinerie du sucre en 1801, craint pour son approvisionnement d'outre-mer. Il décide de s'investir dans l'industrie du sucre, en utilisant une autre matière première que la canne à sucre antillaise.

Alain Goldcher / docteur en médecine

Portrait de Benjamin Delessert. **Huile sur toile, école française (collection privée).** © Leemage.

Né à Lyon le 14 février 1773, Benjamin Delessert voit le jour dans une famille calviniste. Son père, Étienne Delessert (Lyon, 30 avril 1735 – Paris, le 18 juin 1816) et sa mère Madeleine Boy de la Tour (1747-1816) sont tout deux originaires du canton de Vaud en Suisse. La famille s'installe à Paris en 1777 où le père fonde une banque, à l'hôtel d'Uzès, rue Montmartre, établissement qui va devenir l'un des plus importants de France. Il contribue au développement de l'industrie des tissus de gaze à Lyon et forme la première compagnie d'assurances contre l'incendie. Il favorise en 1782 la création de la caisse d'escompte sur laquelle va se greffer la fondation de la Banque de France.

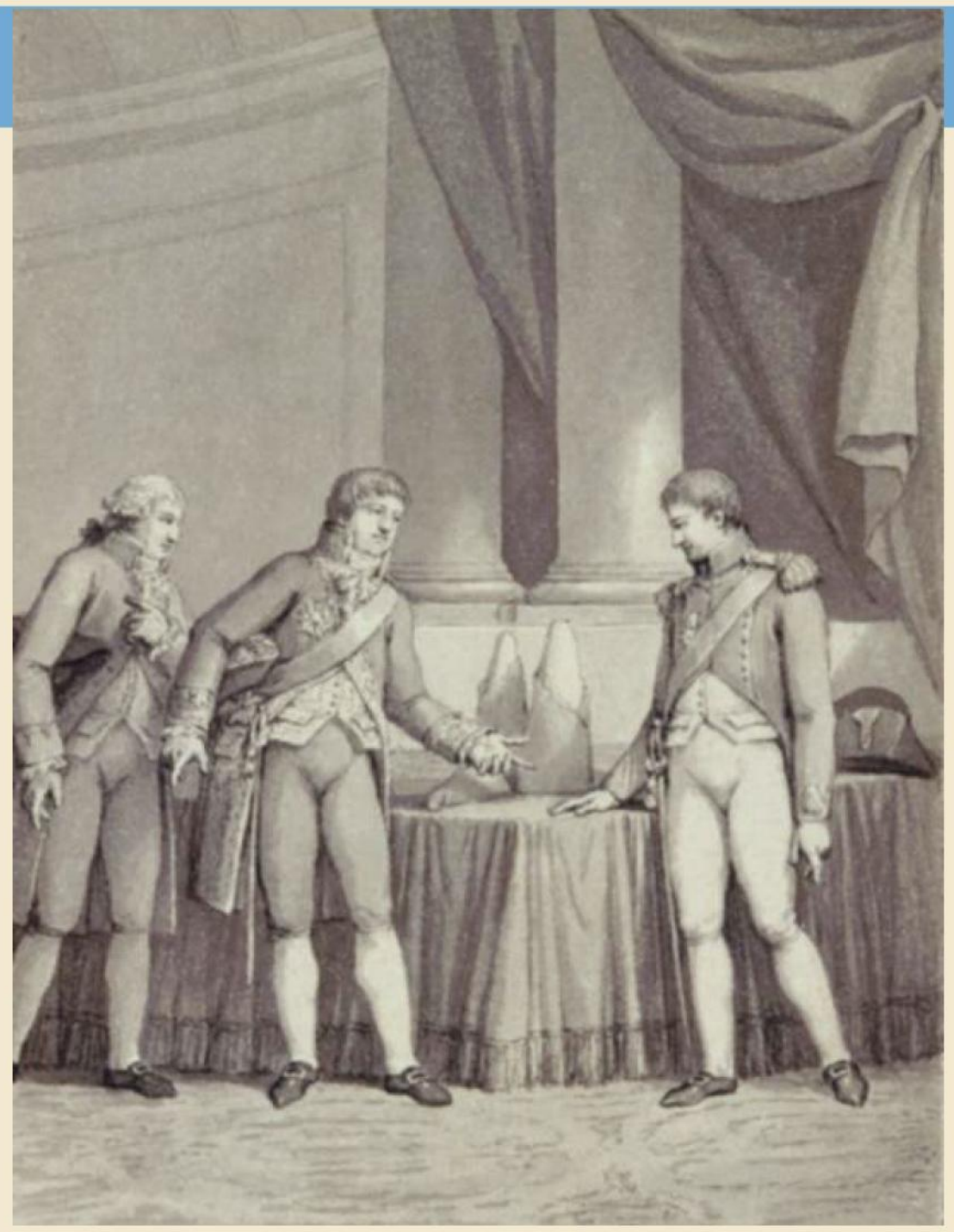
Des amis influents

Parmi les amis des Delessert figurent Benjamin Franklin ainsi que Jean-Jacques Rousseau qui dédie à Madeleine et à sa fille ses *Lettres sur la botanique* puis réalise *L'herbier Delessert*. Plusieurs membres de la famille Delessert ont joué un rôle important dans la finance et l'industrie. Citons, en particulier, le cousin Armand Delessert (1780-1859), possesseur d'une raffinerie de sucre de canne à Nantes avec Louis Say en 1812. Sa fusion avec la société F. Beghin (1821) créera en 1973 le groupe Beghin-Say.

En 1784, Benjamin accompagne son frère en Angleterre pour parfaire sa formation. Il y fait la connaissance de plusieurs personnages influents dont l'historien-philosophe David Hume, à Edimbourg l'économiste Adam Smith dont il suit les cours et surtout le physicien James Watt qui lui révèle les possibilités de la machine à vapeur. De retour en France pendant la période révolutionnaire, Benjamin s'engage le 8 janvier 1790 dans la 3e compagnie du 8e bataillon de la 4e division des volontaires de la garde nationale parisienne. En 1793, il entre à l'École d'artillerie de Meulan, et en sort l'année suivante, avec un brevet de capitaine. Il participe à la campagne de Belgique où il sert sous le commandement de Jean-Charles Pichegru contre les armées anglo-autrichiennes qui, vaincues, abandonnent leur marche vers Paris. Il participe aux sièges d'Ypres, de Maubeuge et d'Anvers, et on le charge du commandement de la citadelle de cette dernière place.

Visite de l'Empereur

« S.M. est allée voir aujourd'hui la fabrique de sucre de betteraves établie par M. Benjamin Delessert à Passy, où se trouvait M. le comte Chaptal, sénateur. S.M. a visité cet établissement dans le plus grand détail : elle en a témoigné sa satisfaction à M. Delessert à qui elle a accordé la décoration de la Légion d'honneur. Elle a fait donner une semaine de paye en gratification aux ouvriers. La révolution dans le commerce colonial que des succès heureux et multipliés opèrent et qui entraînera la ruine des sucreries de cannes est consommée. Un arpent semé en canne à sucre, dans les colonies, ne produit qu'un tiers de plus qu'un arpent cultivé en betteraves, dans une partie quelconque du Continent. Le résidu de la fabrication du sucre de betteraves fournit une nourriture abondante pour les bêtes à cornes. Le prix du sucre non raffiné de cannes, en y ajoutant le droit d'occident, les frais du transport par mer, et ceux du transport par terre, pour approcher la denrée du consommateur, était au minimum à Paris avant la Révolution, de 12 sols la livre. On fabrique aujourd'hui du sucre de betteraves qui ne revient qu'à 18 sols et qui ne coûtera pas 15 sols lorsqu'on aura perfectionné les procédés et les machines. Ainsi en mettant sur le sucre étranger un droit de 25 %, non seulement le sucre de betteraves pourrait, dans tous les temps, soutenir la concurrence, il jouirait même d'un avantage assez grand pour encourager puissamment la fabrication. Dans l'état actuel des choses, si le tarif du cinq août était réduit au quart, la prime qui resterait pour le sucre de betteraves serait encore plus avantageuse. Mais ce qui garantit aux fabricants de grands bénéfices, c'est l'intention où est S.M. de maintenir, pendant plusieurs années, les droits sur le sucre des colonies au taux fixé par le tarif du cinq août. La même révolution s'opère à l'égard de l'indigo. La fécule du pastel produit un indigo absolument semblable à celui du Guatemala [...]. *Le ministre de l'Intérieur a mis sous les yeux de S.M. l'état de la récolte faite cette année en betteraves dans les divers départements et celui des établissements formés pour l'extraction du sucre. Les mesures prises pour la culture ont marché plus vite que celles qui ont été adoptées pour la formation des fabriques, de sorte que, quoiqu'elles soient déjà nombreuses, elles n'ont pas suffi pour la quantité de betteraves qui ont été récoltées. Les propriétaires de raffinerie n'ont pas saisi assez promptement une circonstance qui leur était si favorable. Un capital de vingt à trente mille francs par fabrique aurait fourni les établissements nécessaires à la fabrication de cent ou deux cents milliers de sucre. C'est pour les propriétaires des raffineries surtout que cette industrie serait avantageuse puisqu'ils fabriqueraient le sucre l'hiver, qu'ils le raffineraient l'été et qu'ils tireraient aussi parti du capital si longtemps inactif de leurs raffineries. Il faut cultiver 100 000 arpents en betteraves pour produire une quantité de sucre qui suffise à la consommation totale de la France. Tout porte à penser qu'en 1812 on approchera beaucoup de ce résultat. Avec un capital de six millions, on établira deux ou trois cents nouvelles fabriques et la France n'aura plus besoin d'envoyer son numéraire outre-mer pour acheter le sucre qu'elle consomme. Elle le recueillera sur son propre sol, et nos raffineries ne dépendront plus de l'avidité de nos ennemis. Voilà ce que l'Angleterre devra aux ordres atroces du conseil de 1806 et de 1807 »* (*Le Moniteur Universel*, 3 janvier 1812).



Le ministre de l'Intérieur présente à l'Empereur du sucre de betterave.
Gravure par Charles Monnet (châteaux de Malmaison et de Bois-Préau).
© akg-images / Laurent Lecat.

À la mort prématurée de son frère Jacques (1771-1794), Étienne demande à son fils Benjamin âgé de vingt-deux ans de quitter l'armée et reprendre les affaires familiales. Les succès financiers permettent aux Delessert de faire fortune. Ils s'investissent dans une sorte de mécénat scientifique, participent activement à la vie économique française et s'impliquent progressivement en politique.

Le blocus continental stimule l'industrie

En 1800, sous le Consulat, Benjamin Delessert commence à financer la fabrication de machineries à vapeur en se basant sur les découvertes de James Watt. Il ouvre à Passy, près de Paris, au bord de la Seine, une filature de coton dès 1801. La France est toujours en guerre contre la deuxième coalition depuis 1798, en particulier contre les Anglais qui dominent sur les mers. De nombreuses denrées provenant d'outremer commencent à manquer : l'indigo, le café, le coton, la canne à sucre. Napoléon encourage les industriels à trouver des produits de substitution dès 1803. Une grave pénurie s'installe sous l'Empire après l'instauration du blocus continental en 1806 complété par le décret de Milan du 17 décembre 1807.

Grâce aux travaux des chimistes français, on obtient des succès dans les teintures. Citons Charles-Philibert de Lasteyrie du Saillant dont le garant du Rhône permet d'obtenir un beau rouge et la plante pastel, l'*Isatis tinctoria*, des nuances de bleu qui n'ont rien à envier à l'indigo.

La chicorée devient un substitut du café en Belgique, en Allemagne et en France. La torréfaction de la racine d'une plante de la famille des pissenlits permet d'obtenir une boisson jugée meilleure que la décoction de racine séchée jusque-là en usage. Mais les plantations restent limitées sous l'Empire.

La laine va petit à petit remplacer le coton. On importe des ovins, en particulier le mérinos d'Espagne, très riche en laine. Éleuthère Irénée du Pont de Nemours va fonder sa société dans le Delaware, aux États-Unis d'Amérique, en avril 1801, grâce aux mérinos. Delessert envisage d'abandonner l'industrie du coton et se consacrer à la production de sucre dont le blocus a provoqué une envolée des prix. Produire du sucre à partir d'un fruit devient une cause nationale, encouragée par l'Empereur.

La recherche sur le sucre

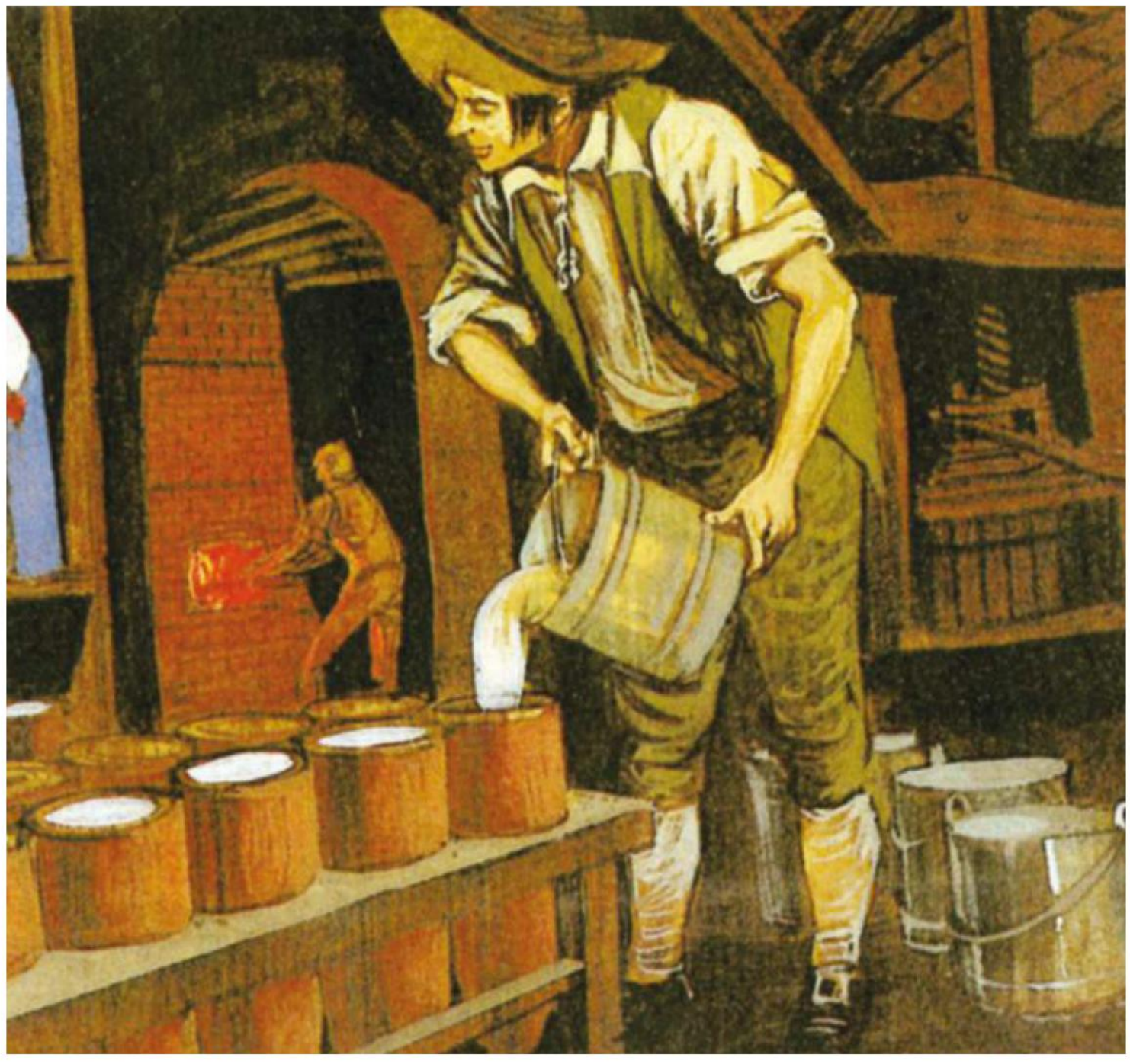
Les premières publications en France concernent les travaux de Louis-Joseph Proust (1754-1826), chimiste et apothicaire. Il rédige un premier article dans le *Journal de physique* en février 1802 sur l'extraction du sucre de raisin. Il révèle sa cristallisation délicate, favorisant plutôt une présentation sous forme de cassonade. Parmentier pense qui faut développer un sirop de sucre de raisin. Jean-Antoine Chaptal (1756-1832), en tant que ministre de l'Intérieur, demande de trouver une technique d'extraction industrielle. Le 18 juin 1810, Napoléon signe un décret attribuant 100 000 francs à Proust. Cette voie est abandonnée dès la fin de la première décennie du XIX^e^ siècle pour plusieurs raisons. Le glucose obtenu est fermentescible et difficile à cristalliser. La production reste limitée à certaines zones du territoire. Enfin, la baisse des récoltes de raisin en 1809 et 1810 et la concurrence du vin nuisent au développement de cette voie.

La production reste limitée à certaines zones du territoire.

Les recherches s'orientent plutôt vers le sucre de betterave dont les travaux ont débuté dès le XVIII^e^ siècle. En 1747, le chimiste prussien Andreas Sigismud Marggraf réussit à en extraire un sucre cristallisé. En 1796, Franz-Karl Achard construit la première sucrerie à betterave en Silésie qui parvient à traiter 70 kg de betterave par jour selon le procédé de Marggraf.

La betterave blanche allie plusieurs avantages. La plante se cultive sur des terres non viticoles, en particulier dans le nord de l'Empire, dans des régions pauvres en fruits et en miel. On consomme aussi bien ses feuilles que sa racine.

Chaptal, avant de se lancer dans la politique, a fait des études de médecine à Montpellier de 1774 à 1777 puis des études de chimie à Paris. On lui doit la fameuse « chaptalisation » du vin par sucrage ainsi que plusieurs applications de la chimie dans l'industrie en utilisant l'acide chlorhydrique, l'alun et le salpêtre. Napoléon l'a nommé ministre de



Le sirop blanchâtre extrait de la betterave est coulé dans des moules émaillés d'où il sort en « pains » de sucre, technique mise au point par Delessert.
Aquarelle par Pierre Probst. Coll. part.

l'Intérieur le 21 janvier 1801 mais il démissionne en 1804 pour continuer ses recherches en particulier sur le sucre. Il améliore l'extraction du sucre de betterave en perfectionnant les travaux d'Achard. Il finance des plantations de betteraves dans la plaine Saint-Denis. Cependant, l'Institut de France trouve son sucre *« amer, fétide et impropre à la consommation »,* d'où son intérêt transitoire pour le sucre de raisin.

Il offre à l'Empereur l'un des deux premiers pains de sucre, lequel l'offrira à son tour à son épouse Marie-Louise.

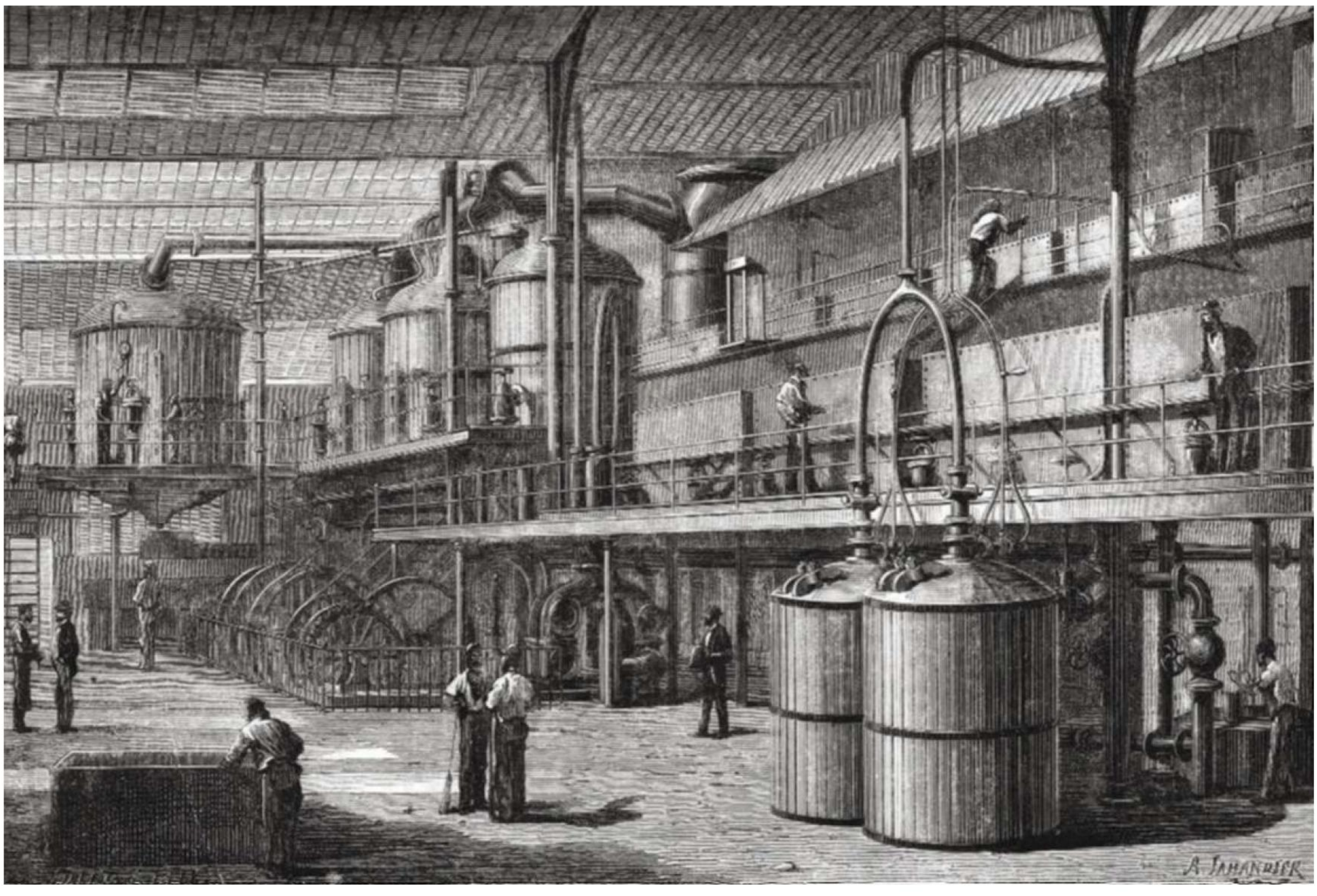
Benjamin Delessert décide en 1801 de construire à Passy une raffinerie de sucre en utilisant des machines à vapeur comme celles qu'il a introduites dans ses filatures de coton. Ayant eu connaissance des travaux de Marggraf et d'Achard, il s'entoure de chimistes compétents pour extraire dans un premier temps, de façon expérimentale, le sucre de betterave puis par un procédé industriel. Dès 1808, Delessert décide d'investir dans ce domaine et ouvre vingt et une autres raffineries en prévision des conséquences du blocus maritime imposé par les Anglais.

Le principal savant qui collabore à l'entreprise est Nicolas Deyeux (1745-1837). Après vingt ans de travail dans une officine pharmaceutique privée à Paris, le chimiste devient successivement professeur à l'École de pharmacie, professeur de chimie à la Faculté de Médecine, membre de l'Académie des sciences, élu en 1797, et de l'Académie de médecine, membre du Conseil d'Hygiène publique et de Salubrité en 1802, pharmacien de Napoléon puis Premier pharmacien membre du service de santé impérial. C'est à lui que Corvisart confie la mission de confectionner les pilules à base de *mica panis* (mie de pain) qui soulagent avec efficacité les maladies imaginaires de l'impératrice Marie-Louise.

Un autre chimiste va se révéler très performant dans l'entreprise, il s'agit de Jean-Baptiste Queruel (1779-1845). Engagé vers 1809 comme ouvrier, il devient rapidement contremaître, premier chef de fabrication puis directeur de la raffinerie. Grâce à ses travaux, Queruel invente un procédé capable d'extraire de façon industrielle un bon sucre de betterave, en fin d'année 1811.

Napoléon et les sucreries

Dès le premier pain de sucre fabriqué, l'industriel avise Chaptal qui s'empresse d'en informer l'Empereur. Tellement heureux d'apprendre cette nouvelle qu'il attend depuis des années, Napoléon se serait écrié : *« Il faut aller voir cela. Partons ! »* Le jour même, le 2 janvier 1812, il décide effectivement de se rendre à Passy, avec son ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Bachasson comte de Montalivet, afin de visiter l'installation. Devant tout le personnel de la raffinerie, Napoléon, ravi, épingle sa propre Légion d'honneur sur la poitrine de l'industriel. Sa Majesté *« a fait donner une semaine de paye en gratification aux ouvriers »,*



Usine de fabrication du sucre de betterave.
Gravure par Jahandier (extraite du *Magasin pittoresque*, 1873).
© Lee/Leemage.

comme le relate le *Moniteur Universel* du 3 janvier 1812. Pour le remercier, Benjamin offre à l'Empereur l'un des deux premiers pains de sucre, lequel l'offrira à son tour à son épouse Marie-Louise. L'autre a été conservé par les descendants Delessert et vendu aux enchères en avril 2007. Suite à cette réussite, Benjamin Delessert industrialise dix autres sucreries dès 1812. De son côté, Napoléon complète le 15 janvier 1812 son décret du 25 mars 1809 prescrivant la culture de betteraves sur le territoire de l'Empire. On passe de 32 000 hectares à 100 000. Il délivre cinq cents licences pour la fabrication du sucre de betterave.

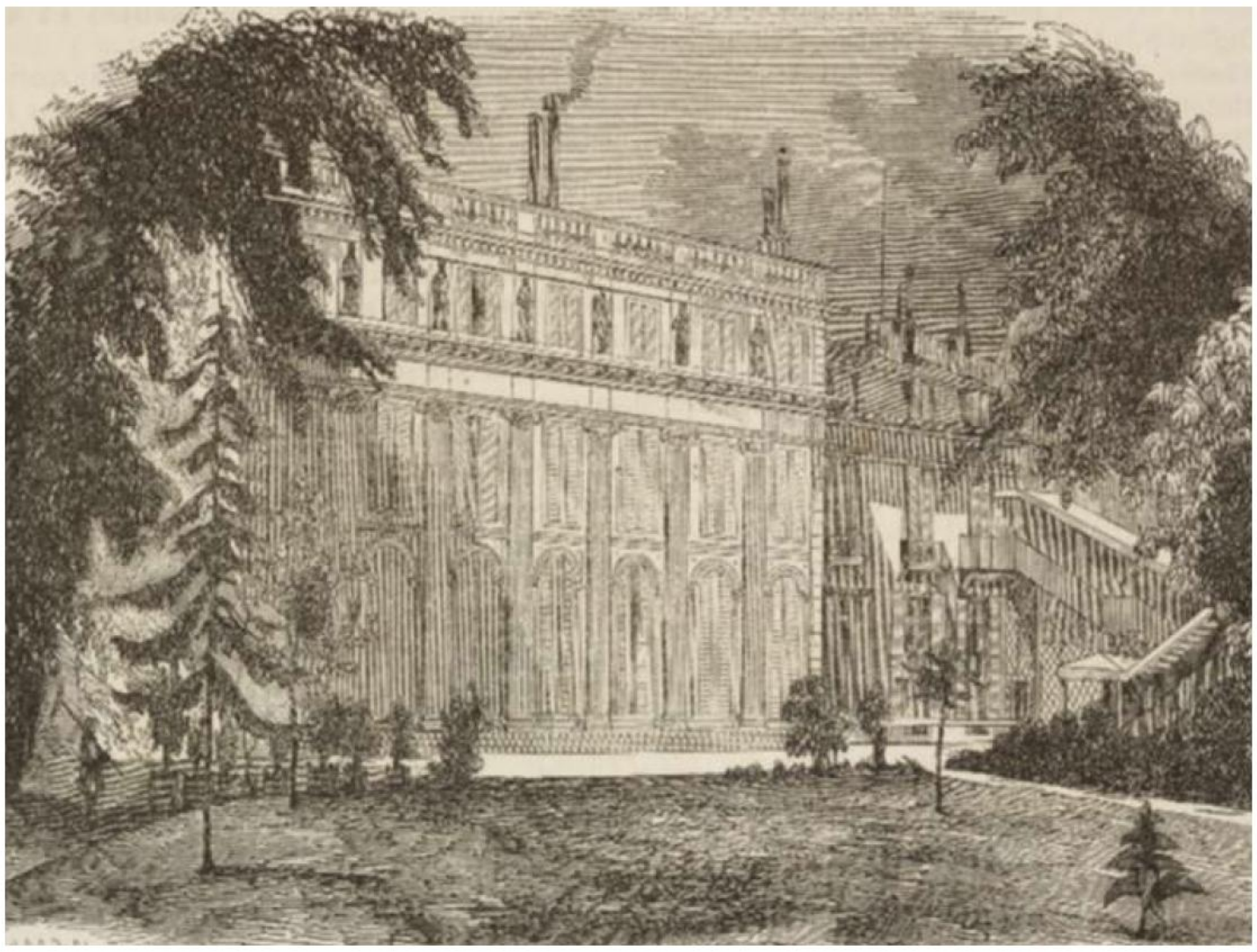
Le Premier pharmacien Nicolas Deyeux voit ses rétributions augmenter en remerciement de sa contribution. Benjamin Delessert devient membre des collèges électoraux et reçoit le titre de baron d'Empire par lettres patentes du 19 septembre 1812.

Autres actions de Delessert

En même temps qu'il poursuit son travail de banquier, Benjamin commence une activité politique marquée par des actions sociales de bienfaisance, probablement encouragées par ses convictions religieuses, son environnement familial et ses modèles d'enfance comme Benjamin Franklin et Jean-Jacques Rousseau.

Très touché par la misère qu'il croise dans les rues, surtout en hiver, et par celle des ouvriers, il crée les premières soupes populaires, en 1800. L'année suivante, il participe à deux fondations de bienfaisance avec son ami Augustin-Pyrame de Candolle, botaniste genevois, avec lequel il partage sa passion pour les plantes depuis 1795 : la *Société d'Encouragement pour l'Industrie* qui fournit aux jeunes manufactures en détresse des avances afin de perfectionner la fabrication de produits à bas prix ; la *Société Philanthropique* qui regroupe les sociétés de secours mutuel organisées par les ouvriers et les soupes populaires. Il fait fabriquer à ses frais la chaudière à vapeur de Rumford pour chauffer rapidement les aliments. Le nombre des rations alimentaires nommées « soupes de Rumford » passe alors de 20 000 à 1 500 000 en trois ans.

Également en 1801, il est nommé au Conseil Général des Hospices de Paris où il va participer à la remise en ordre des établissements hospitaliers dévastés par la Révolution française. Il continue à exercer cette fonction jusqu'à sa mort et se battre pour l'amélioration des conditions de vie des malades à l'hôpital. En 1802, il est nommé régent de la Banque de France et le restera jusqu'à sa mort, pendant quarante-cinq ans. Napoléon accorde à cette société anonyme le droit exclusif de fabriquer des billets de banque. Parmi ses fonctions, notons l'accord de prêts importants au gouvernement à plusieurs reprises. Delessert dépose un projet en 1807 visant à s'opposer aux dépôts de mendicité et en préconisant des maisons de travail. Il est nommé juge au tribunal de commerce en 1810.



Vue de la maison de Benjamin Delessert à Paris.
Illustration (extraite de *L'Illustration, Journal Universel*, 1844).
© akg-images/De Agostini/ Biblioteca Ambrosiana.

Napoléon complète son décret prescrivant la culture de betteraves sur le territoire de l'Empire.

Après l'Empire

Sous la deuxième Restauration puis la monarchie de juillet, il s'investit plus franchement dans la vie sociale et politique française. Dès 1815, il s'intéresse à l'instruction et devient membre de la Société pour l'enseignement élémentaire et pour l'enseignement technique.

Il est élu membre libre de l'Académie des sciences en 1816 en raison d'autres domaines de sa compétence : la botanique et la malacologie. Cette passion, transmise par sa mère et son ami Jean-Jacques Rousseau, a donné naissance à l'une des plus riches collections d'Europe. Constituée en 1773 à partir d'un herbier de Rousseau, elle va s'accroître progressivement. En 1841, la bibliothèque botanique compte environ 8 500 ouvrages et les herbiers rassemblent 250 000 échantillons appartenant à 80 000 espèces. Les herbiers sont toujours conservés à Genève. Sa collection de coquilles compte 150 000 échantillons.

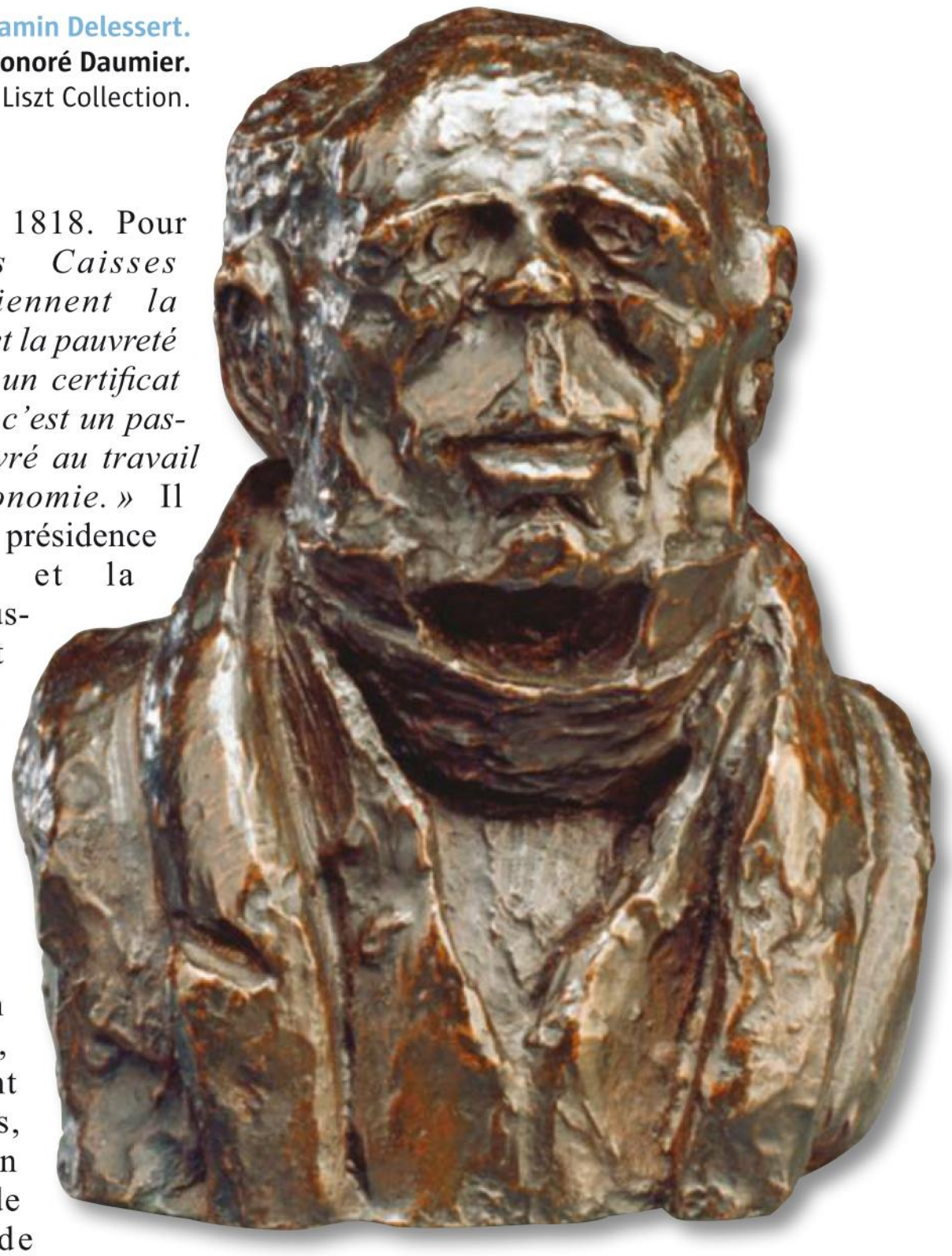
Benjamin Delessert contribue à l'essor de l'industrie comme membre du conseil bénévole pour les progrès de l'industrie et des établissements d'enseignement, en parallèle à partir de 1815. Deux ans plus tard, il est nommé vice-président du conseil d'administration et de perfectionnement de l'école industrielle. En 1819, il devient membre du conseil de perfectionnement du conservatoire des Arts et Métiers.

Sur le plan politique, il exerce deux mandats de député, siégeant au centre gauche : député de la Seine de 1817 à 1824, puis de Saumur de 1827 à 1842.

Il est élu vice-président de la Chambre des députés en 1831. En 1842, il renonce à la vie politique pour raison de santé.
Delessert s'est impliqué dans plusieurs domaines dont certains profitent encore aux Français : abrogation de la peine de mort, amélioration du sort des détenus en tant que membre du conseil général de la société royale pour l'amélioration des prisons en 1819, suppression de la loterie royale et des jeux publics, soutien à la construction de routes, de canaux et de monuments pour donner du travail et faire circuler les capitaux… et, surtout, fondation de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, œuvre dont il resta le plus fier jusqu'à sa mort.

Delessert s'est impliqué dans plusieurs domaines dont certains profitent encore aux Français.

Après avoir étudié avec le duc de La Rochefoucauld-Liancourt le fonctionnement des caisses de Londres, il soumet le projet auprès de la Compagnie royale d'assurance. Ils fondent tous les deux la première Caisse d'Épargne française en mai 1818. Pour Delessert, *« les Caisses d'Épargne préviennent la détresse, la misère et la pauvreté* […]. *Un livret est un certificat de bonne conduite, c'est un passeport délivré au travail et à l'économie. »* Il en prend la présidence en 1827 et la conserve jusqu'à sa mort mais offre le contrôle de l'établissement au gouvernement en 1835. En 1845, on compte trois cent cinquante Caisses d'Épargne en France. En 1897, alors qu'elles ont quatre-vingts ans, elles possèdent un capital de plus de 4 270 000 000 de francs répartis sur 9 664 000 déposants.



Caricature de Benjamin Delessert.
Bronze par Honoré Daumier.
© akg-images / Liszt Collection.

Benjamin Delessert meurt le 1er mars 1847, d'une péricardite, à l'âge de soixante-quatorze ans. Il est enterré dans le cimetière de la famille Delessert à Passy et a fait inscrire sur sa tombe : *« Ci-gît l'un des co-fondateurs des Caisses d'Épargne. »* N

Que reste-t-il de l'œuvre de Delessert ?

Plusieurs villes de France lui rendent hommage : Brest, Lorient, Lyon, Marseille, Maubeuge, Orléans, Pantin, Paris, Royan… au travers de rues, boulevards, piscines, gymnases, collèges, parkings, résidence étudiante. Une algue rouge est dénommée *Delesseria*. Praticien attaché consultant à l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris, l'auteur de ces lignes a été travaillé au service de rhumatologie qui siège dans le bâtiment Benjamin Delessert. Un timbre émis en 1935 commémore le centième anniversaire de la création du Congrès international des Caisses d'Épargne – René Grégoire a réalisé le dessin et Antonin Delzers la gravure. Le même René Grégoire a gravé en 1935 une médaille commémorative octogonale à son effigie et portant la mention : *« Benjamin Delessert / fondateur des Caisses d'Épargne / et à ses / continuateurs »*. Certaines Caisses d'Épargne présentent une statue à son effigie devant leur bâtiment. L'institution décerne un prix Benjamin Delessert pour récompenser les performances d'un produit financier ou un travail de recherche dédié à *« l'épargne au service de l'homme et de l'économie »*. Nous fêtons cette année le bicentenaire des Caisses d'Épargne. Il existe un Institut Benjamin Delessert qui soutient la recherche en nutrition dans le domaine des sciences médicales, humaines et sociales. Son site Internet contient de nombreuses informations sur le personnage.

Bibliographie

Pierre BRANDA, "Les conséquences du blocus continental", *Revue du Souvenir Napoléonien*, n° 472, septembre-octobre 2007, pp. 21-30.
Danièle POUBLAN, Cécile DAUPHIN, Centre de recherches historiques EHESS, *Delessert (famille), correspondance familiale*, biographies, compléments historiographiques, mis à jour le 7 octobre 2014.
Colonel Henri RAMÉ, "Nicolas Deyeux, pharmacien", *Revue du Souvenir Napoléonien*, n° 360, août 1988, pp. 31-32.

HORS SÉRIE

NOUVEAUTÉ

Napoléon 1er
Le magazine du Consulat et de l'Empire

14,90 €

Armée de Napoléon ou « Grande Armée » : deux appellations qui font rêver les passionnés de l'épopée. L'objectif de ce hors-série n'est pas de raconter, une fois de plus, les batailles napoléoniennes mais de s'intéresser au plus près à la vie quotidienne de ces soldats qui traversèrent l'Europe par tous les temps, furent tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, mais écrivirent des pages de légende. Depuis la conscription jusqu'à la mort du soldat ou sa retraite, toutes les étapes journalières de la vie du soldat sont présentées : les bivouacs, les casernes et quartiers, le duel, les jeux, la franc-maçonnerie et la religion, le tabac, les uniformes, les femmes, les marches, la nourriture, la solde, les chaussures, les blessures et l'hygiène, la Garde impériale, les prisonniers, la mort et la légende. Tous ces thèmes sont accompagnés de près de deux cents documents, souvent d'époque, afin de mieux faire renaître cette page historique, trop méconnue, mais qui a constitué la vie quotidienne de ces hommes hors du commun pendant près de vingt ans.

Alain Pigeard est né à Dijon en 1948. Juriste de formation, il a enseigné cette matière, mais sa réelle passion est l'histoire napoléonienne. Docteur en Histoire en Sorbonne, il est l'auteur de soixante ouvrages dont les classiques Dictionnaire de la Grande Armée, Dictionnaire des Batailles de Napoléon, L'armée napoléonienne, La Garde impériale, L'Allemagne napoléonienne *et dernièrement l'*Histoire de la Grande Armée. *C'est le créateur de la reconstitution historique napoléonienne en France en 1984. Président du Souvenir Napoléonien de 2012 à 2017, il est conférencier et guide sur les sites napoléoniens. En 2009, la Légion d'honneur a récompensé l'ensemble de son œuvre.*

Relié – format : 21 x 29,7 cm – 84 p.

Bulletin de commande

Napoléon 1er

Par internet :
www.hommell-magazines.com

○ **Je souhaite recevoir le hors série n°28 "Les grognards de Napoléon" pour le prix de 14,90 €** (frais de port offerts pour Europe, autres destinations, nous consulter)
Je règle à l'ordre de SOTECA :

○ **Par chèque** ○ **Par carte bancaire N°** |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| **N°CVV** |_|_|_|

expire le |_|_| |_|_|

○ M ○ Mme ○ Mlle

NAPO90

Nom Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

Tel. .....

Email .....

À compléter et à retourner
avec votre règlement à :
Napoléon 1er
60643 Chantilly cedex

SARL SOTECA - 48/50 boulevard Sénard 92210 Saint-Cloud – RCS NANTERRE B 384 581 278 – Tél. : 01 45 36 20 41. Les informations recueillies sont nécessaires à la gestion de votre commande et sont communiquées aux prestataires qui en assurent le traitement. Conformément à la Loi Informatique et Libertés, vous pouvez y accéder, les rectifier et vous opposer à ce qu'elles soient utilisées à des fins de prospection, en nous écrivant. Offre valable jusqu'au 30 avril 2019.

Vingt ans après...

Napoléon et la vieille paysanne de Brienne

Napoléon et la vieille paysanne de Brienne.
Huile sur toile anonyme (Brienne, musée Napoléon).
Photo D.C.

Presque toutes les scènes légendaires de la geste napoléonienne se sont construites autour d'un événement authentique, et c'est ici le cas. Le passage à Brienne de l'Empereur, en route vers Milan pour être sacré roi d'Italie, ne peut être mieux documenté que par lui-même. Le mercredi 3 avril 1805, il écrit de Troyes à Cambacérès : *« Je partirai à deux heures après midi pour Brienne où je coucherai. »* Et le jeudi 4 : *« Mon cousin, je suis allé hier à Brienne ; j'en suis revenu à deux heures. »*

Jacques Jourquin / vice-président de l'Institut Napoléon

Les circonstances sont autant avérées. La comtesse de Brienne, forte des souvenirs de l'élève Bonaparte, a été reçue plusieurs fois par le Premier consul puis par l'Empereur. À Malmaison, le 23 mars, ce dernier confie à Bourrienne : *« M^me^ de Brienne m'a prié de passer et je le lui ai promis. Je ne vous le cache pas. Je me fais un grand plaisir de revoir les lieux qui pendant six ans ont été les témoins des jeux de mon enfance. »* Il caressait l'idée de rétablir l'école militaire, et en outre voulait acheter le château pour l'offrir à sa mère Letizia, mais n'y réussissait pas. Il aurait dit à Caulaincourt : *« Je n'ai jamais vu une vieille femme plus opiniâtre »*. Sans doute la comtesse confirma-t-elle son refus définitif pendant la visite puisque, le 24 juin, de Bologne, il écrit à sa mère : *« Madame, j'ai acheté pour vous le château de Pont* [sur-Seine] […]. *C'est beaucoup plus beau que Brienne. »*

L'étape, ni improvisée ni cachée, est cependant un déplacement privé où il désire être libre.

Hors du protocole

Le mercredi 3 avril 1805, donc, vers les six heures du soir, il traverse la petite ville de Brienne décorée d'un arc de triomphe décidé par le maire prévenu par la comtesse. L'étape, ni improvisée ni cachée, est cependant un déplacement privé où il désire être libre : il a laissé à Troyes sa suite, son secrétariat et même l'Impératrice. Il n'est accompagné que du grand écuyer Caulaincourt, des généraux Caffarelli, aide de camp, et Thiard, chambellan, et sûrement d'un valet de chambre.

Chez la comtesse

L'écuyer Louis de Canisy, neveu et filleul de M^me^ de Brienne, a été envoyé en avant pour annoncer la venue de Napoléon. Quand il arrive, la comtesse, les membres de sa famille et les notables (dont le préfet de la Marne, Bourgeois de Jessaint) se tiennent sur le perron pour l'accueillir. Thiard, féru des usages de cour, précise : *« C'était la première fois que l'Empereur faisait à un particulier l'honneur de le visiter et il n'y avait pas de cérémonial arrêté. »* Il monte aussitôt dans l'appartement qui lui a été réservé. Dans le salon, les présentations sont comme à l'accoutumée des séries d'interrogatoires rapides. Il questionne l'abbé Legrand remplaçant du curé Geoffroy très âgé – celui qui avait fait faire à l'écolier sa première communion – et lui accorde promotion de la cure et subsides, ainsi qu'une rente annuelle pour trois sœurs de charité à l'hôpital. Il ne l'oubliera pas : le lendemain, de Troyes, il écrira au ministre des Cultes : *« Monsieur Portalis, mon intention est que trois sœurs de charité soient envoyées à Brienne. »* L'abbé Mailly, ancien sous-maître à l'école, vêtu d'une redingote brune, se voit reprocher de ne pas porter la soutane. Il court se changer et l'Empereur faisant mine alors de le reconnaître cause aimablement avec lui. Au cours du repas abondant et soigné, un serveur troublé renverse une saucière sur la nappe. La maladresse gêne et finit par faire rire lorsque Napoléon en donne l'exemple et, prenant prétexte de l'incident, se lève de table. Norvins, cousin de M^me^ de Brienne et présent à la réception, a raconté les deux anecdotes précédentes et ajoute qu'elles *« arrivèrent ensemble à Paris et firent fortune dans les salons »*. Les indiscrètes révélations sont en marche vers la notoriété.

Mince divergence entre les rares et lacunaires témoignages, un certain Petit, « maître de pension », rapporte que l'Empereur, retiré après les parties de cartes et les conversations, contempla les illuminations et le feu d'artifice et que *« toute la nuit il se tint aux fenêtres de sa chambre occupé à considérer la magnificence de cette fête »*. Plus prosaïque et plus vraisemblable, Thiard relate que Napoléon, se disant fatigué et remonté dans son appartement, examina un mémo statistique sur le département de Saône-et-Loire qu'il allait traverser et l'entretint de la soirée qu'il venait de vivre. Il est tout à ses retrouvailles en même temps qu'à son travail.

Que de souvenirs !

Le lendemain matin, à six heures, il monte à cheval accompagné d'une petite suite et part en exploration. Il découvre « attristé » les bâtiments de l'école transformés et détériorés, en partie démolis et qui coûteraient trop cher à remettre en état. Il fait le guide et entraîne ses officiers dans les pièces subsistantes et le jardin qui ravivent sa mémoire. Poncet, un ancien domestique, a enfilé son costume d'autrefois. Il le reconnaît, l'interroge et, apprenant qu'il a sept enfants, lui fait donner par Canisy un rouleau de pièces d'or. Il remonte à cheval, sort de Brienne par la route de Bar-sur-Aube, se jette au galop à travers champs et bois, et sème bientôt tout le monde. Il est seul dans ses rêves et ses pensées.

Il remonte à cheval, se jette au galop à travers champs et bois, et sème bientôt tout le monde.

Il est seul dans ses rêves et ses pensées.

Les bâtiments de l'école militaire de Brienne au XIX^e^ siècle.
Gravure.
© Mary Evans / Rue des Archives.

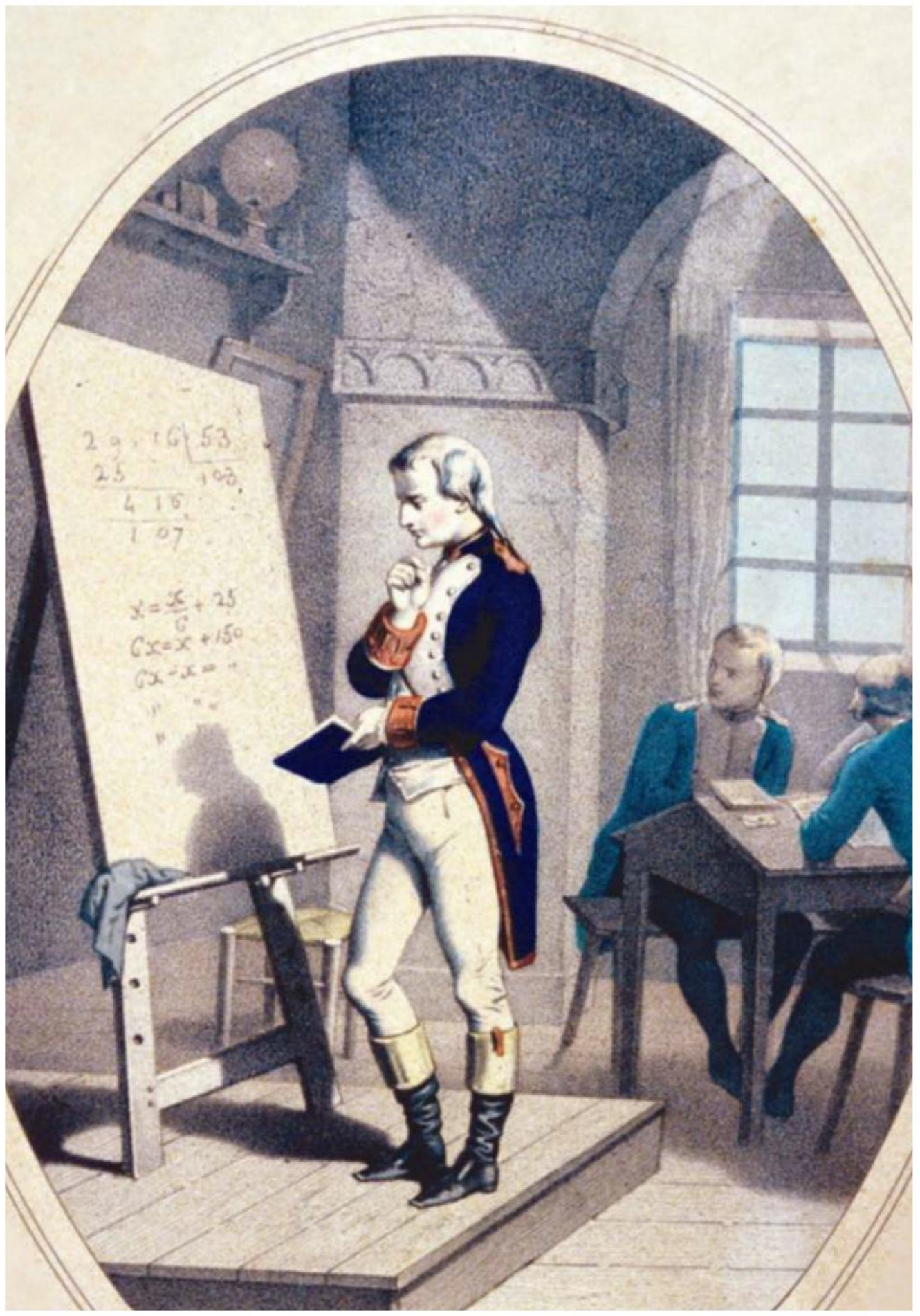
Détail de la vieille paysanne de Brienne.
Huile sur toile anonyme (Brienne, musée Napoléon).
Photo D.C.

existait encore, il s'est présenté seul chez elle et lui a demandé si elle reconnaissait Bonaparte. À ce nom, la bonne femme est tombée aux genoux de l'Empereur qui l'a relevé avec la bonté la plus touchante et lui a demandé si elle n'avait rien à lui offrir. "Du lait et des œufs" *a-t-elle répondu. L'Empereur a pris deux œufs et n'a quitté son hôtesse qu'après l'avoir assurée de sa bienveillance et lui avoir laissé une bourse pleine d'or.»*
Voilà pour la version quasi officielle.
Remarquons qu'on n'a aucune trace que l'Empereur se soit enquis la veille de la vieille paysanne. Serait-ce une rencontre accidentelle ou le résultat d'une recherche provoquée par un souvenir resurgi au cours de la chevauchée? En tout cas, dans l'article, Napoléon est seul comme il l'était vraiment, et les pièces d'or de Canisy ont changé de mains. Et pourtant, l'Empereur ne devait pas porter sur lui *«une bourse pleine d'or»*.

On ne le reverra que trois heures plus tard, rallié par un coup de pistolet du grand écuyer. À la sueur de son cheval, au sang qui lui sortait des naseaux comme le décrit Norvins, Caulaincourt ne douta pas qu'il avait dû parcourir une quinzaine de lieues.

Serait-ce une rencontre accidentelle ou le résultat d'une recherche provoquée par un souvenir resurgi au cours de la chevauchée?

Les participants sont bouleversés par cette escapade mystérieuse, la légende peut prendre son envol. Au départ, on ne trouve qu'un simple compte-rendu dans le *Journal des Débats* du 10 avril dans lequel on lit: *«Se trouvant écarté de sa suite, un paysan lui cria* "– Eh! Citoyen, l'Empereur va-t-il passer bientôt? – Oui, *dit Sa Majesté,* dans un moment." *Henri IV se plaisait à ces méprises* […].» Il ne faut pas manquer la référence au bon roi populaire.
Le 13 avril, le *Journal* complétait l'information par la fameuse scène: *«L'Empereur en visitant le parc et les environs du château de Brienne s'était informé la veille d'une bonne femme qui occupait une chaumière au milieu des bois et chez laquelle Sa Majesté pendant son séjour à l'école militaire allait quelquefois prendre du lait. Assuré qu'elle*



Le jeune Bonaparte à l'école militaire de Brienne.
Gravure coloriée, XIXe siècle.
© Rue des Archives / Rue des Archives.

La légende

Qui avait bien pu renseigner aussi vite le journaliste des *Débats* ? Certainement personne de sa suite, qui poursuivait son voyage vers l'Italie. Napoléon a-t-il évoqué la rencontre avec la paysanne à son retour au château et quelqu'un l'aura-t-il transmise par un moyen qu'on ignore ? Peu importe : l'histoire est désormais gravée dans le marbre. Par exemple, en 1808, un almanach publié à Francfort-sur-le-Main la propose tout du long enjolivée et aménagée. L'élève Bonaparte avait pris l'habitude de se fournir chez une « fruitière » qui lui faisait crédit. De passage à Brienne, il cita son nom et demanda à son guide l'endroit de la demeure. Une seule personne l'accompagnait.

Un homme sensible, proche de son peuple, qui n'avait pas oublié ses origines.

Il demande s'il peut dîner, on lui répond qu'il n'y a qu'une soupe mais que dans le jardin les « melons » (!) sont mûrs. Elle l'a connu quand il était à l'école et qu'il venait acheter des fruits. Il insiste : *« A-t-il bien payé exactement ? Il reprend qu'elle a mauvaise mémoire et qu'il vient acquitter sa dette, et son compagnon donne un rouleau de pièces d'or. »* L'Empereur ordonna que la masure fût abattue et qu'on édifiât une nouvelle maison où il reviendrait. La fille fut établie honorablement et le fils élevé à l'école militaire. Pour renforcer le récit, un tableau puis une gravure montrent l'Empereur et son officier debout devant la mère et sa fille agenouillée près de la cheminée. Si l'anecdote d'origine avait atteint l'Allemagne, c'est qu'elle courait déjà partout.

Qu'en disent les *Mémoires* des témoins ? Norvins, disert sur ce qu'il a vu avant et après le *descampativos* solitaire (comme l'appelle Napoléon) : absolument rien, et Thiard pas davantage. Ils n'y étaient pas et se sont abstenus. Mais il y a le prolixe Constant dont les *Mémoires* contiennent autant d'informations véridiques et instructives sur son service auprès de Napoléon que de passages insérés par d'habiles « teinturiers ». En l'occurrence, ils lui font d'abord commettre deux erreurs graves de dates et de lieux en spécifiant que l'Impératrice était restée à Fontainebleau et que Napoléon y retourna après sa visite à Brienne. C'est déjà suspect. Si son texte est le seul, à notre connaissance, à donner le nom de la paysanne – « *la Mère Marguerite* » –, les pages consacrées à l'anecdote sont une broderie colorée de descriptions et de dialogues hautement fantaisistes à partir du canevas de l'article des *Débats* et de conversations entendues. D'ailleurs, Constant évite prudemment d'employer le « je » du témoin oculaire – tandis qu'il l'utilise lors de l'étape de Troyes –, au point qu'on puisse légitimement douter qu'il ait suivi son maître dans la matinée du jeudi. Il appartenait finalement à un mémorialiste tardif, le général Philippe de Ségur, aide de camp de Napoléon, de livrer un récit résumé auquel on se réfère quand on se méfie de Constant, alors qu'il n'était pas présent à cette journée.

Ainsi, tout en s'éloignant de la stricte réalité, la scène de Brienne, emblématique, véhiculait dans la conscience – et l'inconscient collectifs – un ensemble de messages : prévenance et simplicité à l'égard des humbles, joie du retour vers la jeunesse enfuie, frugalité, générosité et geste de gratitude. L'Empereur omnipotent était un homme sensible, proche de son peuple, qui n'avait pas oublié ses origines.

Détail des bottes et du bicorne de Napoléon.
Huile sur toile anonyme (Brienne, musée Napoléon).
Photo D.C.

Une anecdote longtemps répétée

Les écrivains d'histoire ont fait preuve de créativité et de mise en forme à partir des textes rapportés par les mémorialistes. G. Lenôtre le fait avec talent et Saint-Georges de Bouhélier également, en mentionnant le clocher de la Rothière (lieu d'une bataille en 1814), prétexte à des considérations sur la fatalité des destinées. Bien d'autres feront allusion à l'anecdote en la croisant avec des éléments puisés dans des histoires quelque peu analogues et l'iconographie s'en mêlera (Ergès, Myrbach). Le *« pain bis »*, cité par Ségur, se trouve dans le conte édifiant de la grand-mère des *Souvenirs du peuple*, une des plus célèbres chansons de Béranger, avec des gravures de Charlet et d'Aimé de Lemud. Le goût de Napoléon pour les œufs au cours d'un en-cas sur le bord d'une route est récurrent dans de multiples souvenirs de campagnes.

Magazine

NAPOLÉON 1er

Le premier magazine du Consulat et de l'Empire avec les meilleurs historiens et spécialistes de la période en version numérique

Offrez-vous le magazine numérique consultable sur PC/Mac et tablettes

Available on the App Store

Le numéro pour 6,50 €
au lieu de 9,90 € (prix kiosque)

OU

Abonnez-vous 1 an (soit 4 numéros)
24 € au lieu de 39,60 € (prix kiosque)

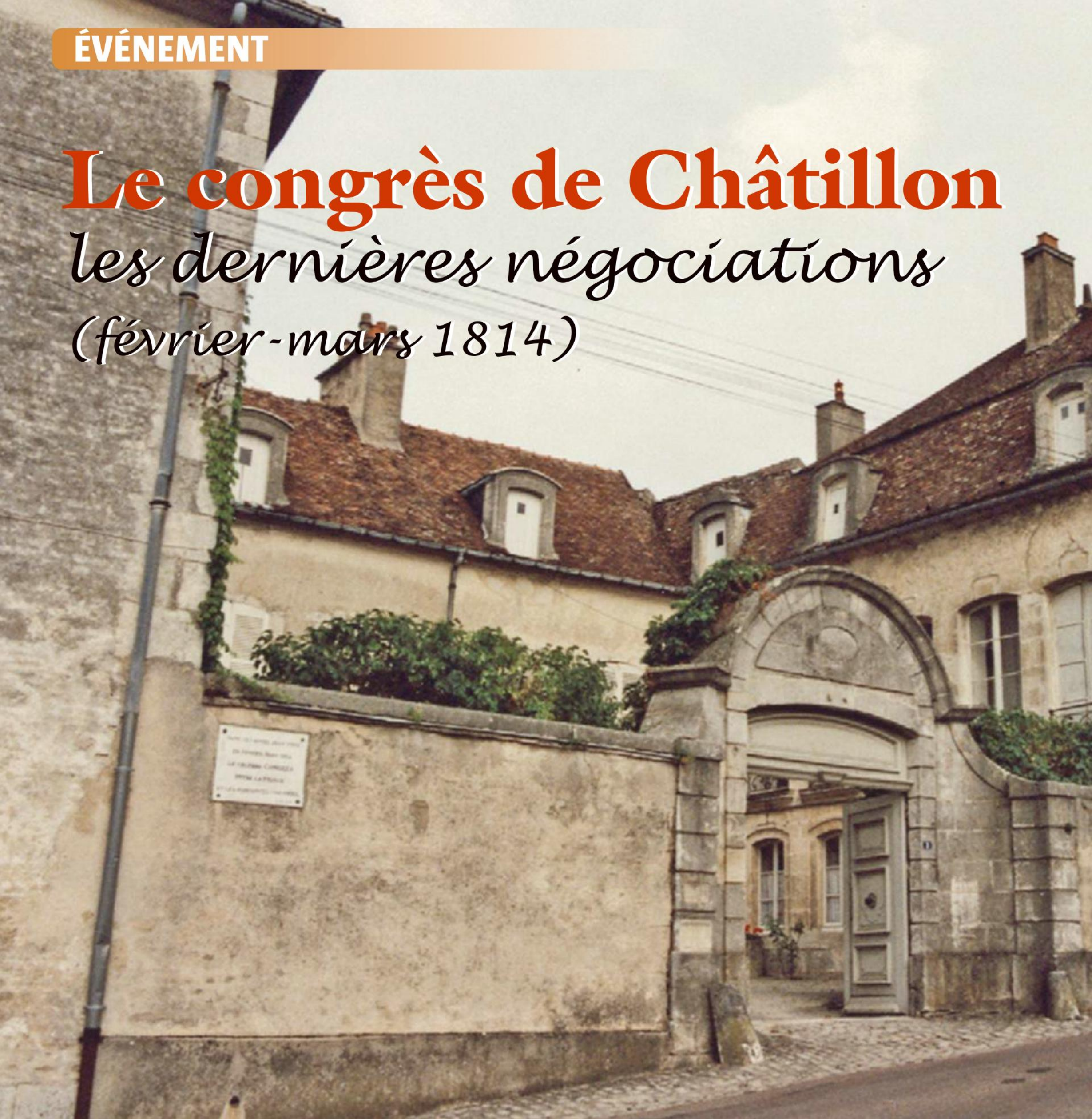
Achetez en ligne sur www.hommell-magazines.com >> rubrique histoire

Téléchargez gratuitement sur App Store ou Play Store l'application HOMMELL

Plus d'informations sur www.hommell-magazines.com

Le congrès de Châtillon

les dernières négociations (février-mars 1814)



Occultées par le congrès de Vienne qui s'ouvre quelques mois plus tard, les négociations qui se déroulent à Châtillon-sur-Seine du début du mois de février jusqu'à la mi-mars 1814 sont passées relativement inaperçues. Alors qu'il doit lutter à la tête de ses armées contre les puissances coalisées qui envahissent le territoire français, Napoléon manifeste son souhait de négocier une paix honorable pour l'ensemble des belligérants. Le congrès de Châtillon constituera ainsi les dernières tentatives de négociations de l'Empereur quelques semaines avant son abdication.

Mathieu Geagea / historien

Hôtel dans lequel eut lieu le congrès.
Construit à la fin du XVIII^e siècle, aujourd'hui situé au 3 de la rue du Congrès, il accueillit les séances de négociations durant environ une quarantaine de jours. L'édifice est partiellement inscrit aux Monuments historiques depuis 1983.
© Dominique Timmermans.

Portrait du marquis de Caulaincourt.
Gravure (extraite de l'*Histoire de l'Empire faisant suite à l'Histoire du Consulat* par Adolphe Thiers).
© Bianchetti/Leemage.

Le 15 décembre 1813, les forces alliées formant la sixième coalition se mettent en mouvement vers la France. Pensant que les puissances coalisées contre lui attendraient l'arrivée du printemps pour déferler sur son Empire, Napoléon avait espéré jouir d'une trêve hivernale. Or, dès la fin du mois de décembre, les armées ennemies pénètrent sur le territoire français. L'armée de Bohême, commandée par le *feldmarschall* autrichien Karl Philipp de Schwarzenberg, pénètre par la Suisse et fond sur la région lyonnaise. L'armée de Silésie, dirigée par le *feld-maréchal* prussien Gebhard Leberecht von Blücher, franchit le Rhin et effectue une percée dans la région de Mayence. Enfin, l'armée du Nord, sous le commandement de Jean-Baptiste Bernadotte, prince héritier de Suède, envahit l'Empire par la Belgique.

Il entend privilégier la diplomatie plutôt que la guerre.

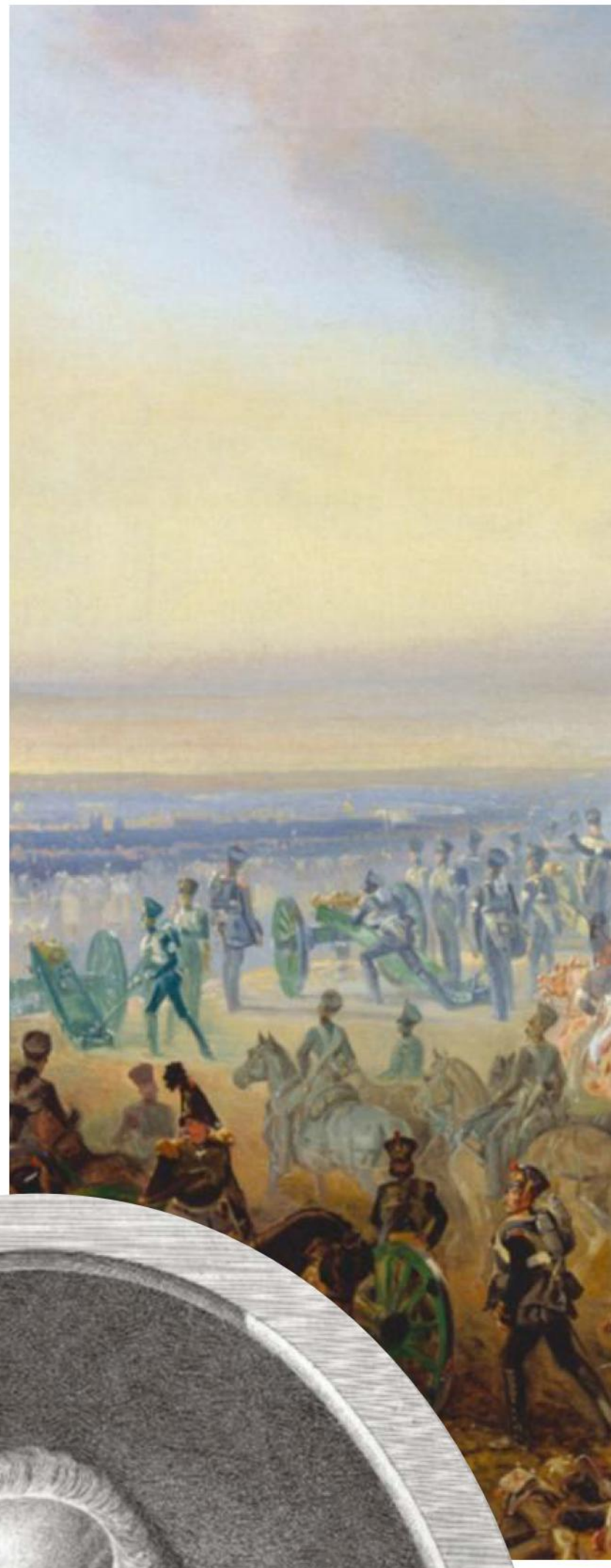
Depuis la défaite qu'il a essuyée lors de la bataille de Leipzig, au mois d'octobre 1813, Napoléon entend privilégier la diplomatie plutôt que la guerre afin de ramener la paix en Europe. C'est dans cette optique que, depuis plusieurs mois, il propose aux puissances alliées la tenue d'un congrès visant à définir clairement les frontières de la France et son influence

sur l'Europe. L'Empereur n'envisage pas cette réunion diplomatique comme une manœuvre dilatoire. Il mesure le très grand sacrifice consenti par la France depuis la désastreuse campagne de Russie deux années auparavant et il sait combien son armée est encore exsangue. Si l'Angleterre et l'Autriche se montrent plutôt favorables à la proposition de l'empereur Napoléon, le tsar de Russie, quant à lui, fait quelque peu traîner sa réponse. Alors que la campagne de France est déjà engagée, les puissances qui forment la sixième coalition vont néanmoins finir par accepter l'ouverture de négociations avec la France. C'est la commune de Châtillon-sur-Seine, dans le département de la Côte d'Or, qui est choisie pour accueillir ce congrès. Géographiquement située peu ou prou à mi-chemin entre Paris et la frontière allemande, cette ville, proche des zones de batailles, sans être directement menacée, comporte des hôtels particuliers à même de recevoir les diplomates des différentes nations. C'est donc dans cette petite localité d'à peine 4000 âmes que les négociations entre belligérants vont débuter le 4 février 1814.

Paris est désormais directement menacée par les offensives ennemies.

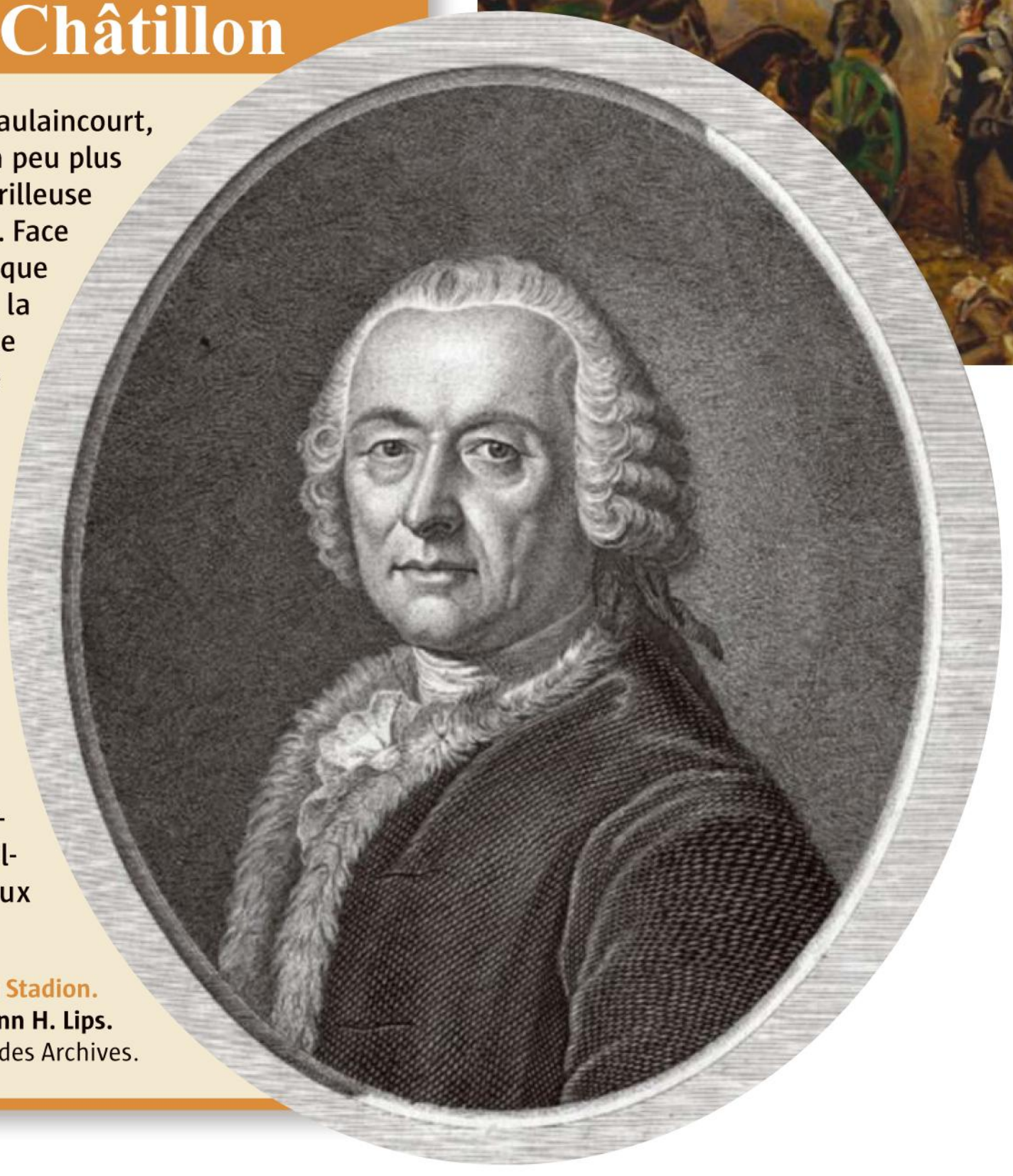
Jeu de dupes

Napoléon n'aborde pas cette réunion diplomatique en position de force. Si la bataille de Brienne, qui s'est déroulée moins d'une semaine auparavant, s'est achevée par une victoire de l'armée française, l'Empereur a néanmoins pris la mesure du désastre qu'il vient d'éviter de peu : Paris est désormais directement menacée par les offensives ennemies. Napoléon souhaite que le congrès qui s'ouvre débouche sur un traité qui reprendrait les termes de la déclaration de Francfort signée par les puissances



Les plénipotentiaires du congrès de Châtillon

Au congrès de Châtillon, c'est le marquis de Caulaincourt, ministre des Relations extérieures depuis un peu plus de deux mois, qui se voit charger de la périlleuse mission de défendre les intérêts de la France. Face à lui, les puissances coalisées n'ont choisi que des personnalités de second ordre. Ainsi, la Russie a dépêché un de ses diplomates, le comte Andreï Razoumovski, qui nourrit une haine féroce à l'endroit de Napoléon. La Prusse, pour sa part, a envoyé à Châtillon le très gallophobe philosophe et diplomate Wilhelm von Humbold, tandis que l'Autriche a porté son choix sur Johann Philipp von Stadion, ancien ministre des Affaires étrangères. L'Angleterre, enfin, se fait représenter à la fois par son ambassadeur en Russie, Lord William Cathcart, par le jeune diplomate George Hamilton-Gordon et par le militaire, diplomate et homme politique Charles William Vane, notoirement surnommé « général Charles Stewart », par ailleurs demi-frère du secrétaire d'État aux Affaires étrangères britannique.



Portrait de Johann Philip Herzog von Stadion.
Gravure par Johann H. Lips.
© Mary Evans/Rue des Archives.

La bataille de Leipzig.
Huile sur toile par Gottfried (Bogdan Pavlovich) Willewalde (Russie, State Art Museum, Nijni Taguil).
© FineArtImages/Leemage.

coalisées en décembre 1813. Les souverains alliés y exprimaient leur désir d'une paix en Europe et manifestaient leur volonté que *« la France soit grande, forte et heureuse »,* confirmant à l'Empire français *« une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois »*. Par cette déclaration, les puissances alliées considéraient et reconnaissaient les territoires annexés sous l'Empire comme les frontières naturelles de la France.

En ce début de mois de février 1814, Napoléon n'ambitionne rien de plus ni de moins que ce qui a été acté à Francfort deux mois auparavant. Cependant, l'Empereur est parfaitement conscient qu'en l'espace de ces deux mois le contexte a déjà évolué. L'invasion de la France, par les armées de la sixième coalition, en constitue le plus haut témoignage. Napoléon n'est pas dupe des intentions de ses ennemis et c'est avec lucidité qu'il aborde les négociations à venir, comme le prouve la note qu'il adresse à Caulaincourt dès le 4 janvier 1814 *(voir encadré page suivante)*. Il apparaît nettement que ce congrès de Châtillon ne s'annonce pas de bon augure puisque, d'un côté, Napoléon offre de négocier sur des bases dont il présage fortement qu'elles ne seront pas acceptées par les plénipotentiaires alliés, tandis que, d'un autre côté, les coalisés envisagent de traiter sur des bases dont ils sont à peu près certains qu'elles seront repoussées par le ministre français. Alors que la guerre fait rage depuis environ un mois, les pourparlers de Châtillon semblent déjà voués à l'échec.

La manœuvre russe

La première entrevue, le 4 février, ne sert aux diplomates qu'à faire connaissance et à reporter au lendemain leur première réunion de travail. Le 5 février, les plénipotentiaires alliés annoncent à leur homologue français qu'ils traiteront conjointement de la paix au nom de l'Europe et que le code maritime ne rentrera pas dans la discussion. Sans faire de difficulté, Caulaincourt adhère à ce préambule. Alors que le fond du débat semble enfin pouvoir être abordé, les discussions

Note de Napoléon adressée à Caulaincourt le 4 janvier 1814

« Je pense qu'il est douteux que les Alliés soient de bonne foi, et que l'Angleterre veuille la paix. Moi, je la veux, mais solide, honorable. La France, sans ses limites naturelles, sans Ostende, sans Anvers, ne serai plus en rapport avec les autres États de l'Europe. L'Angleterre et toutes ses puissances ont reconnu ses limites à Francfort. […] *J'ai accepté les bases de Francfort, mais il plus probable que les Alliés ont d'autres idées. Leurs propositions n'ont été qu'un masque. Les négociations, une fois placées sous l'influence des événements militaires, on ne peut prévoir les conséquences d'un tel système. Il faut écouter, tout observer.* […] *Il faut tâcher de connaître les vues des Alliés, et me faire connaître jour par jour ce que vous apprendrez, afin de me mettre dans le cas de vous donner des instructions que je ne saurais sur quoi baser aujourd'hui. Veut-on réduire la France à ses anciennes limites ? C'est l'avilir. On se trompe si on croit que les malheurs de la guerre puissent faire désirer à la nation une telle paix. Il n'est pas un cœur français qui n'en sentît l'opprobre au bout de six mois, et qui ne la reprochât au gouvernement assez lâche pour la signer.* […] *Avant huit jours, j'aurai réuni de quoi livrer plusieurs batailles.* […] *Les dévastations des Cosaques armeront les habitants et doubleront nos forces. Si la nation me seconde, l'ennemi marche à sa perte. Si la fortune me trahit, mon parti est pris : je ne tiens pas au trône. Je n'avilirai ni la nation, ni moi, en souscrivant à des conditions honteuses.* […] *Dans cet état de choses, je ne puis rien vous prescrire. Bornez-vous pour le moment à tout entendre et à me rendre compte. Je pars pour l'armée. Nous serons si près que vos premiers rapports ne seront pas un retard pour les affaires. Envoyez-moi fréquemment des courriers. »*

vont cependant être retardées. Le diplomate russe, le comte Razoumovski, objecte, en effet, qu'il n'a pas encore officiellement reçu les pouvoirs du tsar lui permettant de participer à la négociation et, *a fortiori*, d'apposer sa signature au bas d'un futur traité. La conférence doit donc être remise au lendemain. Mais un retard dans la régularisation des pouvoirs du comte Razoumovski va encore reporter de vingt-quatre heures la poursuite des discussions.

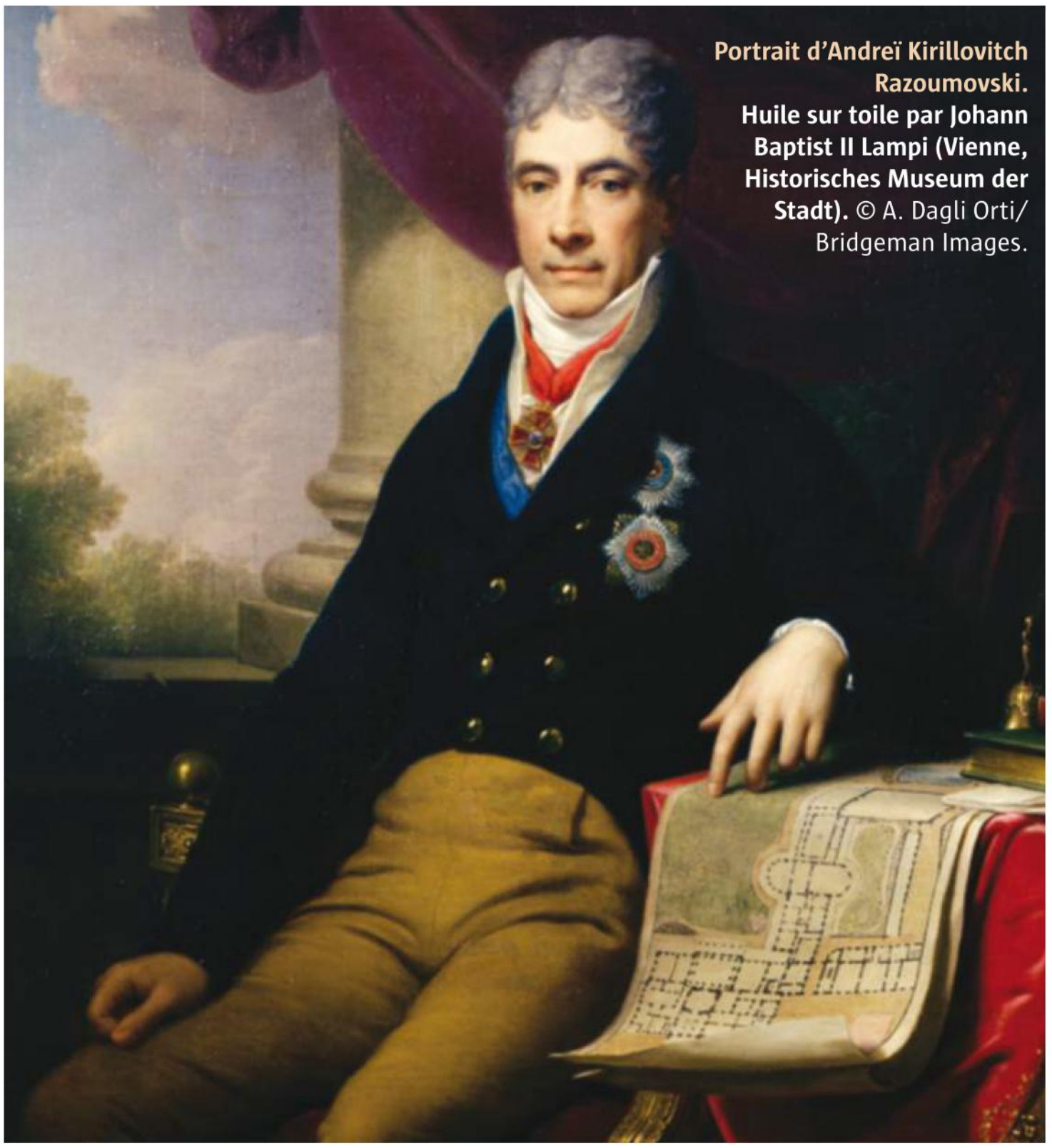
Réel dysfonctionnement ou stratagème grossier destiné à faire piétiner les négociations ? La réponse se trouve vraisemblablement dans ce courrier daté du 6 février, que Charles Robert de Nesselrode, le ministre des Affaires étrangères russe, adresse au comte Razoumowski : *« Sa Majesté approuve complètement la marche dilatoire que vous avez suivie au commencement des négociations. Elle désire que vous continuiez dans cette façon. »* Il importait en effet au tsar Alexandre que le congrès de Châtillon n'aboutisse pas à une interruption, voire à un arrêt total des hostilités, tant il craignait d'être privé du plaisir d'effectuer son entrée victorieuse et triomphale dans Paris, afin d'effacer l'affront qu'avait constitué l'entrée de Napoléon dans Moscou dix-sept mois auparavant.

L'embarras de Caulaincourt

Face à cette situation, Caulaincourt ne manifeste pourtant aucun signe d'agacement ou d'empressement. Le ministre des Relations extérieures se trouve d'ailleurs au même moment confronté à un dilemme qui ne va pas faciliter sa tâche dans la charge qui lui revient. Dans une lettre datée du 4 février, Napoléon écrit notamment à Caulaincourt : *« Vous me demandez toujours des pouvoirs et des instructions lorsqu'il est encore douteux si l'ennemi veut négocier. Les conditions sont, à ce qu'il paraît, arrêtées d'avance entre les Alliés.* […] *Aussitôt qu'ils vous les auront communiquées, vous êtes le maître de les accepter ou d'en référer à moi dans les vingt-quatre heures. »* Or, dans une missive datée du lendemain, le duc de Bassano, conseiller proche de l'Empereur et prédécesseur de Caulaincourt au ministère des Relations extérieures, faisait savoir à ce dernier : *« Sa Majesté vous donne carte blanche pour conduire les négociations à une heureuse fin, sauver la capitale et éviter une bataille où sont les dernières espérances de la nation.* […] *Je suis donc chargé* […] *de vous faire connaître que l'intention de l'Empereur est que vous vous regardiez comme investi de tous les pouvoirs nécessaires dans ces circonstances importantes pour prendre le parti le plus convenable, afin d'arrêter les progrès de l'ennemi et de sauver la capitale. Sa Majesté désire que vous correspondiez le plus fréquemment possible avec elle,*

Portrait du comte Karl Robert Nesselrode (1780-1862).
Gouache par Ivan Andreyevich Winberg (Moscou, musée Pouchkine).
© FineArtImages/Leemage.

afin qu'elle sache à quoi s'en tenir pour la direction de ses opérations militaires.» Alors que les négociations s'apprêtent à reprendre, Caulaincourt réceptionne une nouvelle lettre de l'Empereur dans laquelle il peut lire : *« Vous devez accepter les bases si elles sont acceptables, et dans le cas contraire, nous courrons les chances d'une bataille et même de la perte de Paris et de tout ce qui s'ensuivrait.»* Cette succession de courriers déconcerte plus qu'elle n'éclaire le marquis de Caulaincourt. Si, d'un côté, il se voit accorder une carte blanche, d'un autre côté il ne peut user pleinement de cette confiance et de cette liberté sans en référer à l'Empereur. De plus, il lui faudra discerner les propositions considérées comme acceptables, de celles qui ne le sont pas. Dans un courrier qu'il adresse aussitôt à l'Empereur, ce 6 février, Caulaincourt reconnaît se trouver *« dans la plus embarrassante perplexité »*, avant de présenter sa situation en ces termes : *« Je me trouve ici placé vis-à-vis de quatre négociateurs, en ne comptant les trois plénipotentiaires anglais que pour un seul. Ces quatre négociateurs n'ont qu'une seule et même instruction, dressée par les ministres d'État des quatre cours. Leur langage leur a été dicté d'avance. Les déclarations qu'ils remettent leur ont été données toutes faites. Ils ne font pas un pas, ils ne disent pas un mot sans s'être concertés.* […] *Je sens combien les moments sont précieux, je sens, d'un autre côté, qu'en précipitant tout, on perdrait tout. Je presse, mais avec la mesure que prescrit le besoin de ne pas compromettre les grands intérêts dont je suis chargé, je presse autant que je puis le faire sans me jeter à la tête de ces gens-ci, et sans me mettre à leur merci, avant de conclure par ces mots : Je marcherai avec précaution comme on doit le faire entre deux écueils, mais, à toute extrémité, je ferai tout ce que me paraîtront exiger la sureté de Votre Majesté et le salut de mon pays.»*



Portrait d'Andreï Kirillovitch Razoumovski. Huile sur toile par Johann Baptist II Lampi (Vienne, Historisches Museum der Stadt). © A. Dagli Orti/ Bridgeman Images.

Un climat tendu

Dès la reprise des discussions, le 7 février, Caulaincourt constate rapidement que les soupçons de Napoléon, exprimés dans sa note du 4 janvier, étaient fondés. Les plénipotentiaires alliés proposent à la France le retour à ses frontières d'avant 1792, soit antérieurement à l'ensemble des conquêtes napoléoniennes, et expriment leur volonté de tenir la France à l'écart de toutes les négociations concernant les pays qu'elle avait occupés ou sur lesquels régnaient des membres de la famille Bonaparte. Par une telle entrée en matière, les coalisés savent pertinemment qu'ils condamnent le congrès de Châtillon à l'échec et que jamais Napoléon ne consentira à céder la rive gauche du Rhin qu'il considère comme le pré carré français. Caulaincourt, en effet, ne peut pas adhérer, puis ratifier ces propositions, sans trahir la volonté de l'Empereur, puisqu'il s'agit très précisément des *« conditions honteuses »* auxquelles Napoléon faisait savoir, dans sa note du 4 janvier, qu'il ne souscrirait jamais.

Caulaincourt constate rapidement que les soupçons de Napoléon étaient fondés.

En ces circonstances, Caulaincourt fait montre d'habileté. Sans repousser ces propositions, si différentes de celles proclamées à Francfort, le ministre des Relations extérieures demande à ses homologues de rédiger un traité préliminaire reprenant l'ensemble des points proposés. Ainsi gagne-t-il du temps afin de pouvoir écrire à l'Empereur. Surpris et inquiets par la position modérée de leur interlocuteur français, et craignant peut-être qu'il ne s'empresse ensuite de ratifier ledit traité, les plénipotentiaires alliés décident également de consulter leurs souverains sur la suite à donner aux négociations et sur d'éventuelles nouvelles instructions. Face à des diplomates unis et animés du même dessein, Caulaincourt mesure d'heure en heure l'isolement dans lequel il se trouve. Sans conseils, souvent sans autres renseignements que de fausses nouvelles communiquées par les Alliés, il doit également subir de nombreux retards dans la transmission de ses courriers diplomatiques. Il s'en offusque dans une lettre qu'il adresse au prince de Metternich, le ministre des Affaires étrangères autrichien, daté du 8 février : *« Mes courriers, détournés de leur route, font soixante lieues au lieu de vingt, sont*

Portrait de Robert Stewart, vicomte de Castlereagh (1769-1822). Huile sur toile par Hugh Douglas Hamilton (collection privée). © Philip Mould Ltd, London/Bridgeman Images.

maltraités, retardés trois à quatre heures à chaque poste de cosaques, et tout cela depuis quatre jours. Cette manière d'être est si éloignée des procédés et du noble respect de votre armée pour le droit des gens […] *que je m'adresse avec toute confiance à Votre Excellence pour que mes courriers puissent être expédiés plus directement et plus sûrement. Qu'on leur bande les yeux, qu'on les accompagne, je l'ai toujours proposé.»*

N'étant pas au fait de la situation militaire sur le terrain, Caulaincourt, reprenant une idée de l'Empereur, décide de négocier un armistice immédiat. Il s'en ouvre d'abord confidentiellement à l'un de ses homologues. Ce dernier lui ayant répondu que, quoi qu'il propose, il n'obtiendrait pas de suspension d'armes, Caulaincourt choisit d'adresser sa requête au prince de Metternich. Dans le courrier qu'il lui écrit en date du 9 février, le ministre français prie son homologue autrichien d'intervenir afin qu'un armistice immédiat soit consenti par les plénipotentiaires. À ces conditions, ajoute-t-il, il se déclare prêt à entrer en pourparlers sur les bases d'un retour de la France à ses frontières

Son génie peut lui permettre encore de retourner les armes en sa faveur.

d'avant 1792 et, à cet effet, de remettre, en guise de gages, une partie des places fortes que la France devra abandonner. Si Caulaincourt s'avance beaucoup dans la proposition qu'il formule à Metternich, force est de constater qu'un armistice n'engage pas expressément la parole de Napoléon sur la question des territoires à céder. En outre, sur le plan militaire, la remise de quelques places fortes situées sur la rive gauche du Rhin permettrait de rendre à l'Empereur une armée d'élite. Après quoi, si, lors de la discussion des articles, les conditions énoncées semblent inacceptables à Napoléon, celui-ci resterait maître de dénoncer l'armistice et de reprendre les hostilités avec des troupes plus nombreuses et mieux organisées.

Les Alliés divisés

La lettre de Caulaincourt vient à peine d'être expédiée que le lendemain, le 10 février, l'intéressé reçoit de la part des plénipotentiaires une communication des plus inattendues. Une note, rédigée en des termes péremptoires, informe le ministre français que les discussions sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Le prétexte invoqué fait état du souhait de la part du tsar de Russie de se concerter avec ses alliés sur l'objet des conférences ouvertes à Châtillon. En réalité, cette note, datée du 9 février, a été écrite plusieurs jours auparavant. Le diplomate russe, le comte Razoumovski, a réussi à convaincre les représentants anglais, prussien et autrichien, de remettre cette note à Caulaincourt, sous peine de quitter les négociations. La réponse de Caulaincourt, dans un style à la fois digne et argumenté – afin de protester contre cet état de chose –, ne change absolument rien. L'armée de Silésie et l'armée de Bohème se rapprochent alors de Paris et le tsar désirait à tout prix rompre les pourparlers débutés à Châtillon, tant il redoute qu'une paix soit conclue avant qu'il ne puisse savourer le plaisir d'entrer dans la capitale française. Cependant, la lettre rédigée par Caulaincourt le 9 février dans laquelle il appelle de ses vœux la proclamation d'un armistice immédiat ne peut laisser indifférent les ministres des Affaires étrangères anglais, autrichien et prussien. Ces derniers se révèlent même troublés et décontenancés par cette demande surprenante qui laisse à penser qu'une fois cet armistice conclu la France consentira à traiter sur les bases d'un retour à ses frontières d'avant 1792. N'est-ce pas là précisément l'objectif recherché par les Alliés ?

Même si Napoléon semble loin d'être en position de force sur le plan militaire, il n'a pas encore tiré son dernier coup de canon et rien n'exclut cependant, aux yeux de ses adversaires, que son génie puisse lui permettre encore de retourner les armes en sa faveur. Par la signature d'un traité de paix réduisant la France à ses frontières d'avant 1792, le but de la guerre serait atteint et peut-être même dépassé. Cependant, demeurerait peut-être chez les Alliés une ambition masquée : détrôner Napoléon plutôt que de lui octroyer une fin honorable. Si la déchéance de l'Empereur des Français constituerait, sans conteste, un beau succès diplomatique, elle ne serait, à l'inverse, certainement pas du goût des soldats de la sixième coalition. Lesquels se verraient ainsi privés d'une victoire militaire nette et étincelante en devant battre en retraite sans avoir pu triompher de leurs ennemis. Les hésitations des cours européennes face à la requête de Caulaincourt se fracassent rapidement sur la volonté formelle du tsar Alexandre de poursuivre la guerre à outrance.

À défaut de donner une réponse à la demande d'armistice formulée par Caulaincourt, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères anglais, lord Castlereagh, va néanmoins se charger de persuader le tsar de la nécessité de

renouer les négociations. Rebelle à tous les arguments du ministre britannique, Alexandre Ier demeure inflexible dans sa détermination à poursuivre la guerre, insistant même pour qu'elle soit menée plus énergiquement que cela n'a été le cas jusqu'à présent.

Le 13 février, lord Castlereagh, le comte Karl August von Hardenberg, chancelier de Prusse, et le ministre autrichien Metternich se réunissent dans la ville de Troyes afin de déterminer la suite à donner aux propositions françaises. À l'issue de leurs discussions, Anglais, Prussiens et Autrichiens s'accordent sur le fait d'accepter les propositions du marquis de Caulaincourt et de conclure la paix sur les bases des frontières françaises d'avant 1792. Lorsqu'ils informent le tsar du résultat de leurs échanges, le souverain russe répond par une longue note dans laquelle il se déclare *« persuadé que maintenant aussi bien qu'autrefois les chances du succès nous restent. Une bataille perdue n'anéantirait pas en un jour le fruit de toutes nos victoires. Le seul danger, c'est que les craintes ressenties par quelques-uns d'entre nous ne pénètrent les troupes. On ne peut obtenir de sérieux résultats qu'en continuant la guerre »*, avant d'exprimer clairement ne pas partager l'idée que *« la chute de Napoléon n'est plus nécessaire. […] Jamais la situation n'a été plus favorable pour donner le repos à l'Europe et à la France, dont la situation intérieure ne saurait laisser ses voisins indifférents pour leur propre tranquillité. La chute de Napoléon sera un bienfait et le plus grand exemple de justice et de morale que l'on puisse donner au monde »*. Le 14 février, désireux, une fois encore, de convaincre Alexandre Ier de l'importance capitale de reprendre les négociations de Châtillon, lord Castlereagh gagne Pont-sur-Seine où le tsar s'est rendu autant pour échapper aux discussions qui ont lieu à Troyes que pour galvaniser ses soldats dans leur marche sur Paris. Aux arguments du ministre anglais, le tsar confirme sa détermination, en stipulant explicitement : *« Je ne ferai pas la paix tant que Napoléon restera sur le trône. »*

Il entend désormais aborder le congrès de Châtillon en position de force.

Le sursaut français

Ce même 14 février, Napoléon remporte la bataille de Vauchamps, dans la Marne, contre l'armée de Blücher, qui recule jusqu'à Châlons-en-Champagne. Cette victoire de l'Empereur fait suite à celles de Champaubert, le 10 février, de Montmirail, le 11, et de Château-Thierry, le 12.

En l'espace de cinq jours de combat, Napoléon a remporté quatre victoires et causé aux Alliés la perte d'au moins 25 000 hommes, comprenant aussi bien les tués, les blessés que les prisonniers. Contre toute attente, l'Empereur savoure sa revanche du génie sur le nombre et retrouve dans ces circonstances toute l'activité et la chance de ses faits d'armes les plus glorieux. Ce brutal retournement de situation conduit, dès le 15 février, le tsar Alexandre à reconsidérer sa position et à informer ses alliés de la coalition que la Russie consent à la reprise des négociations à Châtillon. Un revirement qui n'empêche pas le tsar d'envoyer simultanément de nouvelles instructions à son ambassadeur, le comte Razoumovski, lui enjoignant de continuer à faire traîner les choses. Les plénipotentiaires se réunissent donc de nouveau le 17 février. Une semaine vient de s'écouler depuis la rupture des négociations et, durant cet intervalle, le traité préliminaire qui doit être soumis à Caulaincourt n'a pas été rédigé. Alors que les diplomates anglais, prussien et autrichien s'apprêtent à reprendre les discussions au stade où elles se sont interrompues une semaine auparavant, le ministre français, pour sa part, a reçu l'ordre formel de repousser toute proposition visant à rétablir la France dans ses frontières d'avant 1792. Grâce à ses récents succès militaires, Napoléon entend désormais aborder le congrès de Châtillon en position de force : *« La providence a béni nos armes ; j'ai fait 30 à 40 000 prisonniers, j'ai pris 200 pièces de canon, j'ai détruit plusieurs armées presque sans coup férir, j'ai entamé hier l'armée de Schwartzenberg, que j'espère*

La bataille de Champaubert, le 10 février 1814.
Gravure coloriée.
© Rue des Archives/Tallandier.

Portrait de Louis Armand Augustin de Caulaincourt. **Gravure par Ambroise Tardieu (extraite des *Portraits des généraux français faisant suite aux Victoires et conquêtes des Français*).** © Bianchetti / Leemage.

détruire avant qu'elle n'ait repassé nos frontières, écrit-il à Caulaincourt. *Vous devez tout faire pour la paix ; mais mon intention est que vous ne signiez rien sans mon ordre, parce que seul je connais ma position. En général, je ne désire qu'une paix solide et honorable ; elle ne peut être telle que sur les bases de Francfort.* »

Avec son élémentaire prudence, Caulaincourt se garde néanmoins de communiquer à ses homologues les instructions de l'Empereur. En rappelant aux plénipotentiaires que les récentes victoires de l'armée française leur imposent de modérer leurs prétentions, il sait parfaitement qu'il risque de provoquer une nouvelle rupture des pourparlers, si laborieusement repris. Ainsi, sans surprise, les diplomates alliés font lecture à leur interlocuteur français d'un projet de traité conforme aux principes exposés lors de la séance du 7 février. Après avoir formulé quelques observations de détail, Caulaincourt fait savoir qu'il communiquera sa réponse lors d'une séance ultérieure. Le ministre des Relations extérieures semble, à son tour, désireux de ralentir les négociations, sans doute afin de se laisser le temps de déterminer si les succès militaires de l'Empereur se confirment dans les prochains jours ou si, de nouveau, les armées de la sixième coalition reprennent l'avantage. Cependant, les plénipotentiaires alliés insistent pour connaître le délai pour lequel la réponse française leur sera transmise. Bien qu'objectant qu'en une si grave affaire il ne lui est pas possible de communiquer une date précise, Caulaincourt doit finalement accepter d'arrêter à la journée du 10 mars le terme du délai de réflexion. À l'expiration de cette échéance, la négociation sera considérée comme rompue.

Napoléon déshonoré

Caulaincourt adresse à l'Empereur une note présentant le projet de traité qui lui a été soumis. Dans sa réponse datée du 19 février, Napoléon ne dissimule pas son profond courroux. Sa véhémence transparaît dans plusieurs de ses phrases : *« Il n'y a pas un Français dont cette note fasse bouillir le sang.* […] *Je crois que j'aurais mieux aimé perdre Paris que de voir faire de telles propositions au peuple français. Je préférerais voir les Bourbons en France avec des conditions raisonnables aux infâmes propositions que vous m'envoyez.* […] *Je suis si ému de l'infâme proposition que vous m'envoyez que je me crois déshonoré rien que de m'être mis dans le cas qu'on vous l'ait proposée. Je veux faire moi-même mon ultimatum. Aussitôt que je serai à Troyes, je vous enverrai le contre-projet que vous aurez à donner. »*

Il consent à restreindre sa domination dans l'étendue de l'ancienne France.

En attendant qu'il ne lui fasse parvenir son contre-projet, Napoléon adresse à son ministre des Relations extérieures une note, en date du 2 mars, dans laquelle il explique, par le menu, en quoi la proposition qui a été portée à sa connaissance porte atteinte *« à la dignité et à l'honneur de la France »*, stipulant notamment que *« dans aucun cas, la France ne renoncera à ses limites naturelles, comprises entre le Rhin, l'Océan, les Alpes et les Pyrénées »*. L'Empereur justifie sa position en ces termes : *« La France ne saurait reconnaître l'espèce de suprématie qui résulterait de toute autre manière de procéder, au profit des quatre puissances alliées, sur les autres puissances de l'Europe, ce qui exclurait la France du système européen.* […] *Quels que soient les maux qui pèsent sur la nation française et l'urgence des circonstances, rien ne la portera à faire quelque chose qui dégrade son caractère national et puisse la faire déchoir du rang qu'elle a occupé dans le monde depuis tant de siècles. »*

Même si les séances de négociations sont momentanément suspendues, les diplomates se retrouvent néanmoins à la faveur de soirées plus détendues. *« Ils dînaient avec leurs épouses et partageaient des discussions de gentilshommes,* explique Édouard Bouyé, directeur des Archives départementales de la Côte d'Or. *C'était mondain, sans être familier car il s'agissait quand même d'ennemis de la France. »* Bien que ces discussions se déroulent en dehors du cadre formel des séances du congrès, elles évoluent cependant au gré des victoires et des défaites de la France : *« Quand une bonne nouvelle arrivait, Caulaincourt bombait le torse,* poursuit Édouard Bouyé. *Et quand c'était une mauvaise, ses adversaires l'écrasaient. »* Le climat est également tendu dans la ville de Châtillon où certains habitants, fidèles à l'Empereur, ne cachent pas leur hostilité et leur colère face à la présence quotidienne d'adversaires de la France sur le territoire de leur commune.

L'échec des négociations

Deux jours après avoir remporté la bataille de Reims, Napoléon adresse à Caulaincourt, le 15 mars, son contre-projet de traité. L'Empereur consent à restreindre sa domination dans l'étendue de l'ancienne France avec la Savoie, Nice et l'île d'Elbe, et à condition que la couronne du royaume d'Italie revienne à son fils adoptif, le prince Eugène de Beauharnais. Ce contre-projet se trouve instantanément rejeté par les plénipotentiaires de la sixième coalition qui rédigent une proclamation en guise de réponse : *« Les cours alliées, considérant*

que le contre-projet présenté ne s'éloigne pas seulement des bases de paix proposées par elles, mais qu'il est essentiellement opposé à leur esprit, et qu'ainsi il ne remplit aucune des conditions qu'elles ont mises à la prolongation des négociations de Châtillon, ne peuvent reconnaître dans la marche suivie par le gouvernement français, que le désir de traîner en longueur des négociations aussi inutiles que compromettantes. » Le congrès de Châtillon se clôture ainsi ce 19 mars sur un échec des pourparlers. Le lendemain, Caulaincourt, désabusé, adresse une lettre au prince de Metternich, dans laquelle il ne fait pas mystère de sa désillusion : « *Votre excellence sait aussi bien que moi que les lenteurs, les embarras, les difficultés de tout genre, étaient inhérents au mode de négociation adopté par les Alliés.* […] *Vous voulez que nous cédions tout, et vous ne voulez pas nous dire ce que vous comptez faire de ce que vous nous demandez. Pour s'entendre, encore faut-il se parler : l'a-t-on voulu ? L'a-t-on pu ?* » Ébloui par les quelques avantages éphémères et partiels qu'il a remportés sur le terrain, Napoléon pense encore pouvoir sauver l'intégrité de l'Empire français avec ses limites naturelles et ses appendices extérieurs, fruits des conquêtes militaires des vingt dernières années. C'est pourquoi se croit-il en position de repousser les conditions alliées. La situation de son armée s'avère cependant des plus fragile face au gigantesque potentiel militaire des forces adverses. Douze jours seulement après la fin du congrès de Châtillon, les Alliés pénètrent dans Paris, le 31 mars 1814.

Plaque apposée sur la façade de l'hôtel.
© Dominique Timmermans.

Six semaines durant, la ville de Châtillon-sur-Seine aura donc été le théâtre de joutes verbales et de négociations souvent tendues, parfois interrompues, entre les représentants des cinq plus grandes puissances d'Europe. Tous les espoirs diplomatiques ne reposaient probablement pas sur ces négociations qui se sont achevées sur un échec patent, autant imputable à Napoléon qu'aux souverains étrangers. Le congrès de Châtillon n'en demeure pas moins un jalon important dans l'histoire diplomatique européenne, préludant au congrès puis au traité de Vienne de 1815 qui fixe les rapports de force en Europe pour les trois décennies suivantes.

Le traité de Chaumont

Concomitamment au congrès de Châtillon, l'offensive militaire alliée marque un coup d'arrêt porté par les succès de l'armée française durant le mois février et les premiers jours du mois de mars. Cette situation engendre un certain flottement au sein des puissances de la sixième coalition, d'autant que la question de l'avenir de la France, en cas de défaite de Napoléon, est loin de faire l'objet d'un consensus entre les différents souverains. Si, d'un côté, les Anglais, Prussiens et Russes sont partisans d'un rétablissement de la monarchie des Bourbons sur le trône de France, les Autrichiens, pour leur part, souhaitent instaurer une régence, incarnée par l'impératrice Marie-Louise, en attendant la majorité du fils qu'elle a eu de Napoléon, le roi de Rome. Pour rétablir l'union de la coalition, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères anglais prend l'initiative d'inviter les ministres des Affaires étrangères russe et autrichien et le chancelier de Prusse à se réunir à Chaumont, les 8 et 9 mars, dans le département de la Haute-Marne. Les quatre hommes politiques se mettent alors d'accord pour signer un traité d'alliance quadripartite d'une durée de vingt ans renouvelable. Durant cette période, les parties prenantes s'engagent à ne signer aucune paix, convention ou traité séparés avec la France et acceptent de continuer le combat jusqu'à la victoire. De plus, si l'un des quatre pays est menacé par l'armée française, les trois autres nations s'engagent à lui porter assistance avec un corps de 60 000 hommes chacun. De par sa position géographique, l'Angleterre a la possibilité de substituer cette aide humaine par une aide financière. En outre, les quatre signataires s'engagent à établir une paix durable en Europe, préservée des ambitions françaises. Pour renforcer les liens entre les quatre nations, le pacte de Chaumont est signé séparément avec chacune des autres nations signataires. Antidaté du 1er mars, le traité ou pacte de Chaumont isole encore davantage Napoléon de la scène européenne.

Bibliographie

Antoine d'ARJUZON, *Caulaincourt. Le confident de Napoléon*, Paris, Perrin 2012.
Henry HOUSSAYE, *1814, histoire de la campagne de France*, Paris, Perrin, 1888.
Michel KERAUTRET, *Les grands traités de l'Empire (1810-1815). Documents diplomatiques du Consulat et de l'Empire, tome 3*, Paris, Nouveau monde éditions / Fondation Napoléon, 2004.

COURRIER

Pour vos demandes et informations :
Napoléon 1er magazine
48/50 boulevard Sénard
92210 Saint-Cloud
courrier@napoleon.hommell.com

Le général Fournier-Sarlovèze

« Dans le magazine *Napoléon 1er*, [merci de bien vouloir présenter] François Louis, comte Fournier-Sarlovèze, né à Sarlat, le 6 septembre 1773 et mort à Paris le 18 janvier 1827. [C'était] un général d'Empire français. »

Christian Delanlay (courriel)

Votre proposition a été retenue et un article lui sera prochainement consacré.

Bâtiment de distillerie

« Lors de mon voyage en Irlande, j'ai visité le Old Midleton Distillery, connu pour le Jameson Whiskey. La distillerie date de 1780. Quelques bâtiments ont servi de caserne pour des soldats anglais lors des guerres de la Révolution et du Premier Empire. Un autre bâtiment *(voir photo ci-dessus)* était pour les officiers anglais. »

Dirk Trap (Bruxelles, Belgique)

Portrait de la reine d'Étrurie

« En présentation de l'article intitulé "Marie-Louise d'Étrurie, une Bourbon dans la tourmente", à la page 34, figure le portrait de cette princesse européenne Marie-Louise de Bourbon, infante d'Espagne, reine d'Étrurie, puis duchesse des Lucques (huile sur toile par Vincenzo Camuccini, Florence, palais Pitti). Regardant le 24 avril sur France 2 l'émission *Secrets d'Histoire* de Stéphane Bern, je reste perplexe en entendant dire avec insistance, par la [narratrice], que ce portrait est celui de Caroline Bonaparte vieillissante… ce portrait se trouvant lors du tournage dans la dernière demeure de celle-ci. Je m'étonne de cette apparente confusion. »

Christian Lay (courriel)

Le portrait que nous vous présentons est bien celui de la reine d'Étrurie.

Fille présumée

« Abonné de longue date à votre revue, [j'ai lu] le n° 88 et, dans l'article concernant Émilie Pellapra, je [vous précise que] sa mère […] s'appelait Françoise Marie, et qu'Émilie n'est pas née en 1808 mais en 1806 (acte 3440 à Lyon). »

Yves Bouyer (courriel)

« [À propos de] l'article consacré à Émilie de Pellapra […], diverses sources indiquent le 11 novembre 1806 comme sa véritable date de naissance. Il semblerait que faire de Napoléon son père soit une fable… »

Christian Collet (courriel)

Coll. de l'auteur.

Stratégie et neutralité

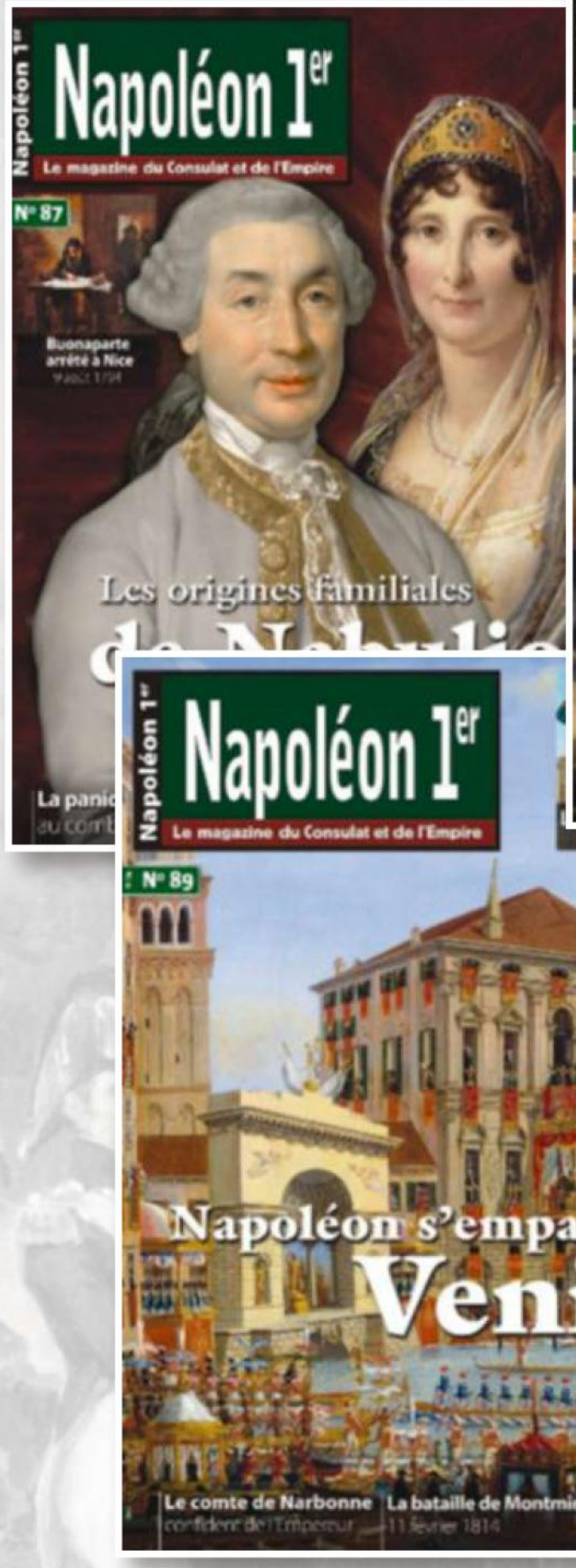
« Le dossier "Napoléon stratège héritier ou novateur ?" de Jacques Garnier (n° 88 de mai-juin-juillet 2018 [de] *Napoléon 1er*) a [retenu] toute mon attention. Concernant la neutralité de Parme pendant la campagne d'Italie de 1796, l'auteur écrit : *"Le non-respect de la neutralité d'un État est devenu une spécialité allemande lors des deux guerres mondiales, mais les dirigeants français du XXe siècle n'avaient pas assez lu les biographies du Petit Caporal"* (p. 14 du numéro). Je voudrais [faire] remarquer que le plan de l'état-major français en 1940 était justement basé sur la violation de la neutralité belge par les Allemands ! Le plan s'appelait "le plan de la Dyle". La Dyle est un fleuve qui coule entre Wavre et Malines, en plein centre de la Belgique. Les généraux français avaient donc bien prévu une attaque à travers la Belgique neutre. La cause de la défaite était d'une toute autre nature : l'attaque-surprise dans les Ardennes qui amenait à la percée de Sedan, le 14 mai 1940. »

Bruno Comer (Damme, Belgique)

NAPOLÉON 1er

Siège social : 48/50, boulevard Sénard, 92210 Saint-Cloud. Tél. : 01 47 11 20 00 Fax : 01 47 11 21 06 *(pour joindre votre correspondant, composez le 01 47 11 suivi des quatre chiffres figurant à côté de chaque nom)*. ***Directeur de la publication :*** Christian Castellani ***Rédacteur en chef :*** David Chanteranne (22 65) ***Secrétaire de rédaction – iconographe :*** Vincent Rolin (22 64) ***Comité éditorial :*** Jacques-Olivier Boudon, Alfred Fierro, Jacques Garnier, Jacques Jourquin, Thierry Lentz. ***Cartographie :*** Jean-François Krause. ***Création artistique couverture :*** Vincent Duhen. ***Maquette :*** Pinkart. ***Ont collaboré :*** Henri Ducoulombier, Vincent Durenberger, Mathieu Geagea, Alain Goldcher, Jacques Jourquin, Frédéric Naulet, Emmanuelle Papot, Alain Pigeard, Vincent Rolin, Dominique Timmermans. ***Abonnements :*** Sabine Aguera : directrice marketing clients (22 96) ; Carène Petit : responsable marketing direct (22 97) ; abonnements et VPC (01 45 36 20 41) abo.hommell@ediis.fr ***Vente anciens numéros*** (01 45 36 20 41). ***Vente en kiosque :*** Christelle Pierre (20 05) ***Informatique éditoriale :*** directeur des systèmes d'information : Christophe Denis assisté de Francine Barrillet ; directeur technique adjoint : Dominique Leblay ; responsable des développements informatiques : Patrick Surbled. ***Fabrication :*** Loïc Rossigneux (22 63). ***Internet :*** responsable pôle digital : Hélène Regnaud ; chef de projet web : Sabine Gros La Faige. ***Contacts publicité :*** Anat Régie 9, rue de Miromesnil 75008 Paris o.diaz@anatregie.fr tél. : 01 43 12 38 15 – 06 87 93 07 95. ***Napoléon 1er*** est édité par SOTECA, société du Groupe de presse Michel Hommell. SARL au capital de 8 000 € – RCS Nanterre B 384.581.278 ***Gérant :*** Michel Hommell. ***Impression :*** Roto Champagne – 2, rue des Frères Garnier Z.I. La dame Huguenotte 52000 Chaumont. Tél. : 03 25 87 73 13. ***Distribution :*** Presstalis. ***Distribution Belgique :*** Tondeur Diffusion. Dépôt légal à parution. ***N° de commission paritaire :*** 0921K79546. ***Principaux associés :*** SFEP. ***ISSN :*** 1298-6380. ***IMPRIMÉ EN FRANCE***.

Abonnez-vous à



1 an 4 numéros pour 32 €
au lieu de ~~39,60~~ € *

ou **1 an 4 numéros + 2 hors série pour 56 €** au lieu de ~~69,40~~ € *

Bénéficiez de nombreux avantages

- La livraison à domicile
- Un prix garanti toute l'année
- Le service direct par téléphone au 01 45 36 20 41 ou par courriel : abo.hommell@ediis.fr

* Prix de vente en kiosque.

Bulletin d'abonnement

Napoléon 1er

Par internet : www.hommell-magazines.com

◯ 1 an 4 numéros au prix de 32 € (ou 38 € tarifs Europe, autres destinations, nous consulter)

◯ 1 an 4 numéros + 2 hors série pour 56 € (ou 64 € tarifs Europe, autres destinations nous consulter)

Je règle à l'ordre de SOTECA :

◯ **Par chèque** ◯ **par carte bancaire N°** |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| N°CVV |_|_|_|

expire le |_|_| |_|_|

◯ **M** ◯ **Mme** ◯ **Mlle**

Nom Prénom .....

Adresse.....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

Tél. .....

E-Mail .....

☐ J'accepte de bénéficier par email des offres spéciales proposées par les sociétés du groupe Hommell (SFEP, SETC, SOTECA, SEAL, HB PUBLICATIONS, MILLE MILES) ☐ J'accepte de bénéficier par email des offres des partenaires sélectionnés par SOTECA (partenaires dans le domaine télévision, automobile, histoire, santé, sports et loisirs).

PPABO

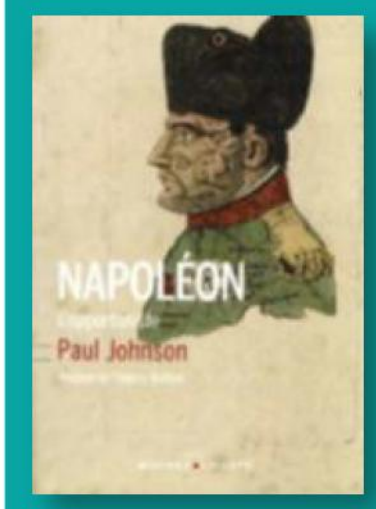
À compléter et à retourner (ou photocopie) avec votre règlement à :

Napoléon 1er – 60643 Chantilly cedex

Cette offre non cumulable est valable 2 mois, dans la limite des stocks disponibles. Vous disposez d'un droit de rétractation de 14 jours à compter de la réception du magazine en notifiant clairement votre décision à notre service abonnements. Vous recevrez votre premier numéro au minimum 3 semaines après votre commande. Les délais de livraison sont des délais moyens et correspondent aux délais de traitement et à la livraison pour les articles à destination de la France Métropolitaine. La société SOTECA, située au 48-50 Boulevard Sénard à Saint-Cloud (92210), est responsable de traitement et collecte des données afin de réaliser l'abonnement à *Napoléon 1er*. Vos données sont transmises aux sociétés en charge de la gestion de l'abonnement. Vos données sont conservées pendant 5 ans. Si vous ne fournissez pas l'ensemble des champs mentionnés ci-dessus, SOTECA ne pourra pas procéder à l'abonnement. Vos données sont susceptibles d'être transférées pour des raisons techniques vers un pays hors UE avec un encadrement approprié. Vos données postales sont susceptibles d'être transmises à nos partenaires commerciaux. Si vous ne le souhaitez pas, cochez cette case : ☐ Vous êtes susceptibles de faire l'objet d'étude de préférence. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité, d'opposition, d'effacement et définir vos directives post-mortem à l'adresse mail du délégué à la protection des données : dpo@hommell.com ou à l'adresse postale ci-dessus.

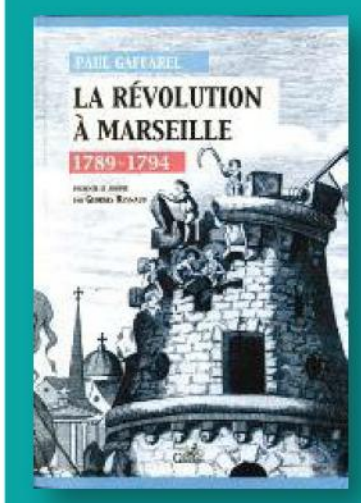
Le Dix-huit Brumaire, l'épilogue de la Révolution française, **Patrice Gueniffey, Folio, coll. « Histoire », 528 p., 9,40 €**
Réédition en poche de l'ouvrage paru en 2008 consacré à la prise du pouvoir par Bonaparte.

Napoléon l'opportuniste, **Paul Johnson, Éditions Buchet Chastel, 224 p., 19 €**



L'historien anglais Paul Johnson dresse un bilan plutôt sombre de la politique napoléonienne. Une vision très britannique de l'Empire et de l'Empereur.

La Révolution à Marseille 1789-1794, **Paul Gaffarel, Éditions Gaussen, 430 p., 24 €**



Écrit il y a plus d'un siècle, le texte de Paul Gaffarel est enfin édité dans sa version complète et annoté par Georges Reynaud. La Révolution à Marseille constitue pour l'auteur une des parties essentielles de notre histoire nationale.

À lire

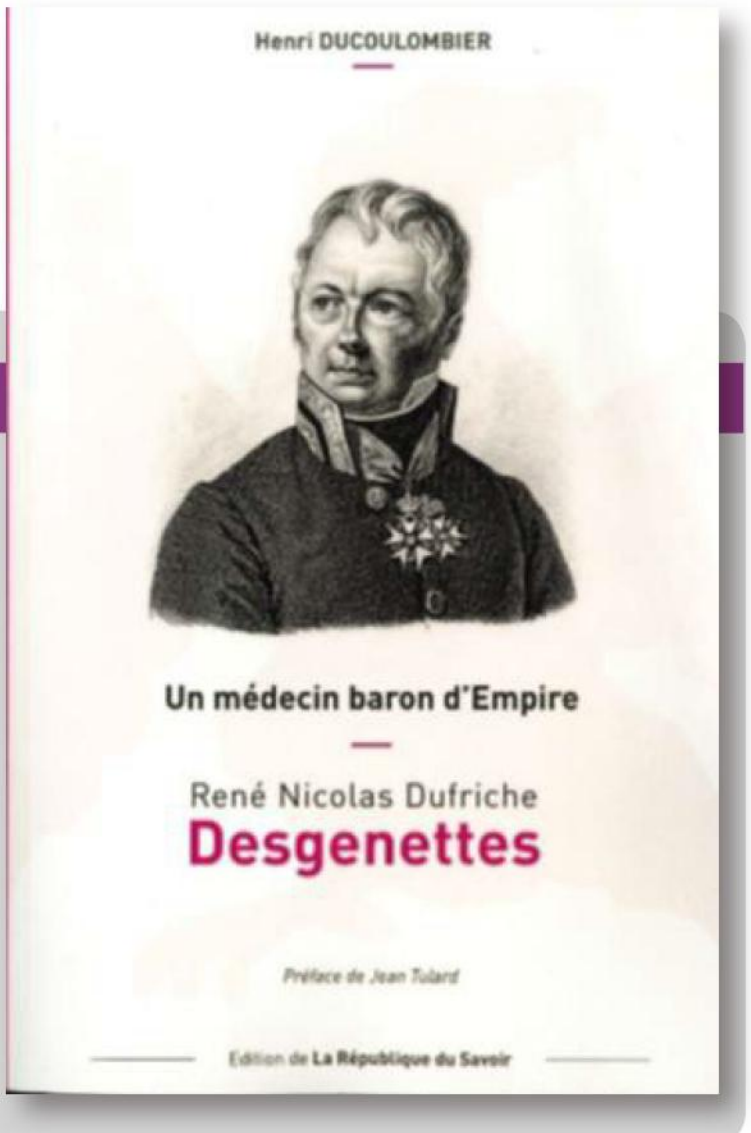
VINCENT ROLIN / historien

L'événement

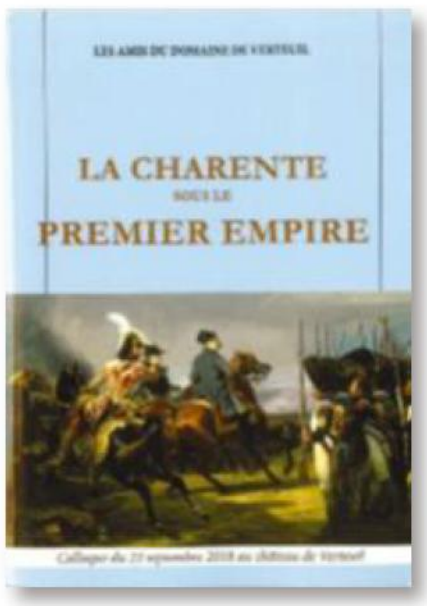
Le médecin inventeur

Avec Percy et Larrey, Desgenettes est l'une des trois grandes figures de la médecine et de la chirurgie du Premier Empire. Henri Ducoulombier, médecin et chef de service de pédiatrie, signe une biographie érudite et complète du moins célèbre des trois, qui aura pourtant connu, comme les deux autres, les charniers, les blessés, les malades et les épidémies.

Un médecin baron d'Empire, René Nicolas Dufriche Desgenettes, Henri Ducoulombier, Édition de La République du Savoir, 644 p., 20 €



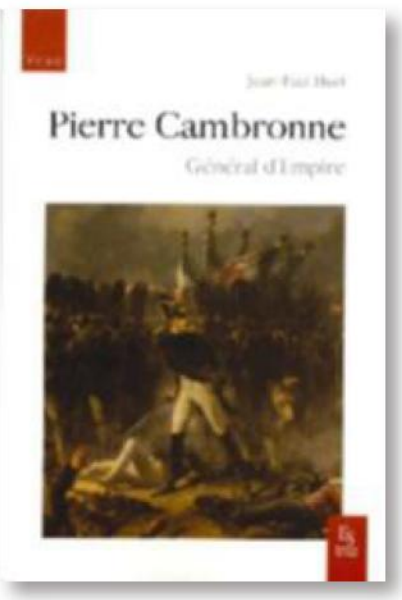
L'étude



Le colloque du 22 septembre 2018, qui s'est tenu au château de Verteuil, a réuni une dizaine d'historiens du Premier Empire dont les interventions sont rassemblées dans ce volume. Des généraux charentais aux opposants en passant par la gastronomie, voici un tour complet en Charente impériale !

La Charente sous le Premier Empire, Les Amis du château de Verteuil, Éditions Douin, 144 p., 12 €

La biographie

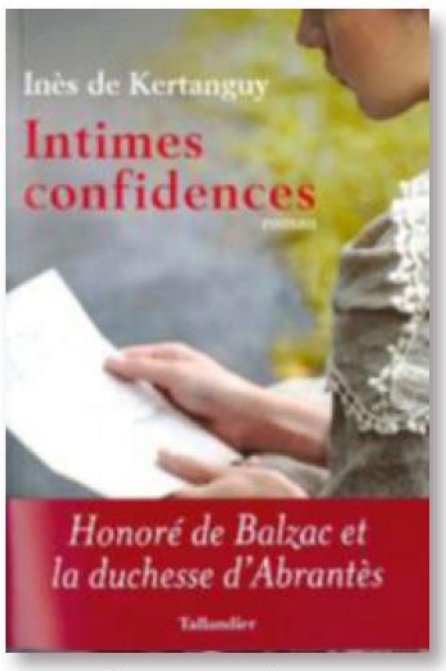


Au-delà du « mot », Cambronne, pour sa carrière exceptionnelle et sa personnalité, mérite qu'on s'intéresse à lui. Jean-Paul Huet, officier de gendarmerie et déjà auteur de nombreuses biographies de chefs militaires, retrace la vie de ce héros de l'Empire, loyal et courageux.

Pierre Cambronne, général d'Empire, Jean-Paul Huet, Éditions Sutton, 188 p., 23 €

L'extrait

« Bientôt, Balzac se trouva devant l'immeuble des Surville. Il regarda autour de lui le quartier silencieux et tranquille. Avant de pousser la porte, il se fit le serment qu'un jour prochain, il rendrait grâce à la femme mûre. Il intitulerait son livre La Femme de quarante ans. *Il réfléchit et pensa qu'à quarante ans beaucoup d'entre elles n'étaient plus que des ombres enfermées dans leur rôle de mère, d'épouse revêche ou de veuve éplorée. »*

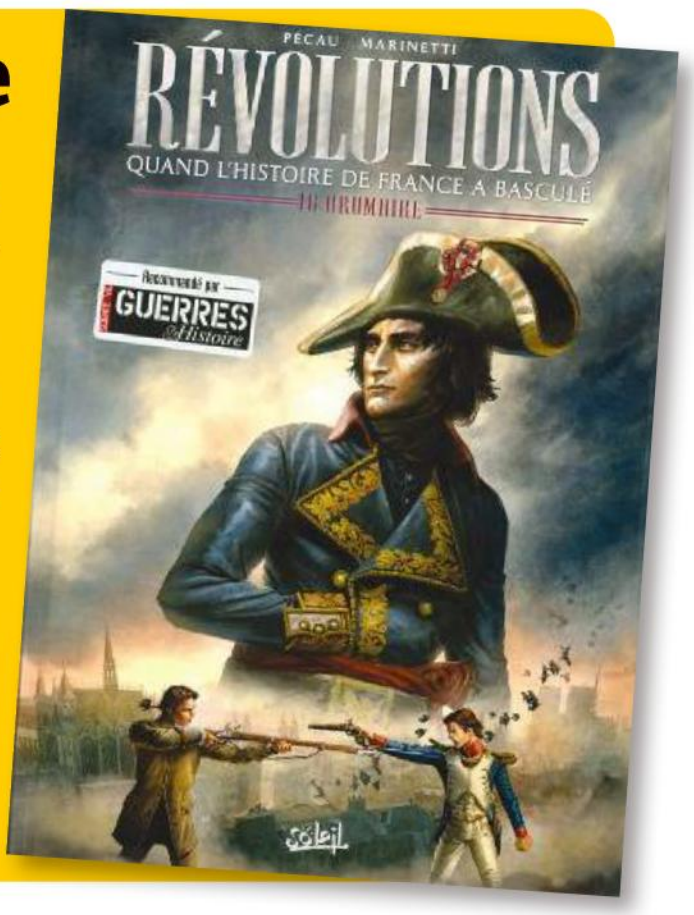


Intimes confidences, roman, Inès de Kertanguy, Tallandier, 494 p., 20,90 €

Bande dessinée

Dans ce premier tome d'une série thématique consacrée aux événements révolutionnaires qui ont changé l'histoire de France, Jean-Pierre Pécau et Antonio Marinetti retracent la chute du Directoire et la prise du pouvoir par Bonaparte le 18 Brumaire.

Révolutions, quand l'histoire de France a basculé,* tome 1/3, *18 Brumaire, Jean-Pierre Pécau et Antonio Marinetti, Éditions Soleil, 56 p., 14,95 €



QUAND

VOUS REFERMEZ

UN

UNE NOUVELLE VIE

S'OUVRE À LUI.

EN TRIANT VOS JOURNAUX,
MAGAZINES, CARNETS, ENVELOPPES,
PROSPECTUS ET TOUS VOS AUTRES
PAPIERS, VOUS AGISSEZ POUR UN MONDE
PLUS DURABLE. DONNONS ENSEMBLE
UNE NOUVELLE VIE À NOS PRODUITS.
CONSIGNESDETRI.FR

CITEO

Le nouveau nom d'Eco-Emballages et Ecofolio

Napoléon en Méditerranée

Sur les traces de l'Empereur avec Jean Tulard

Du 8 au 19 juin 2019

Jacques-Olivier Boudon
Historien

David Chanteranne
Historien

Natalia G. de Pleineville
Historienne

Jean Tulard
Historien

Embarquez à bord du Costa neoRiviera (650 cabines seulement) pour un voyage à travers l'Histoire qui vous emmènera au coeur des villes qui ont marqué l'épopée napoléonienne en Corse, en Italie, en Espagne, sur l'Ile d'Elbe... Laissez-vous emporter par les récits de nos conférenciers, grands spécialistes de Napoléon, **Jacques-Olivier Boudon**, **David Chanteranne**, **Natalia Griffon de Pleineville.** Notre invité exceptionnel **Jean Tulard** vous dévoilera l'importance de l'enjeu méditerranéen dans la stratégie de conquête de l'Empereur.

OFFRE SPÉCIALE 300 € de réduction, soit la croisière à partir de ~~2 690 €~~ **2 390 € /pers.*** au départ de Nice, à bord du *Costa neoRiviera* **pour toute réservation avant le 30 nov. 2018 (code REVE)**

*Pension complète, concerts à bord, conférences et taxes inclus. Vols depuis Paris en supplément.

Demandez la brochure au **01 75 77 87 48**, par mail à contact@croisieres-exception.fr ou sur **www.croisiere-napoleon.fr/napoleon1er**

*Se référer à la brochure pour le détail des prestations et les conditions générales de vente. Licence n° IM075150063. Création graphique : OceanoGrafik.fr - Crédits photos : © Shutterstock.

Croisières d'exception
S'enrichir de la beauté du monde